



Le déséquilibre du monde

Le Bon

LU AVEC [LIREGRATUITEMENT.COM](https://liregratuitement.com)

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Chapitre 1

Bibliothèque de Philosophie scientifique

Dr GUSTAVE LE BON

Le déséquilibre du monde

PARIS ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR 26, RUE RACINE, 26

1923 Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous les pays.

PRINCIPALES PUBLICATIONS DE GUSTAVE LE BON

1^o VOYAGES, HISTOIRE ET PSYCHOLOGIE

VOYAGE AUX MONTS TATRAS, avec une carte et un panorama dressés par l'auteur (publié par la _Société géographique de Paris_).

VOYAGE AU NÉPAL, illustré d'après les photographies et dessins exécutés par l'auteur pendant son exploration (publié par le _Tour du Monde_).

L'HOMME ET LES SOCIÉTÉS.--LEURS ORIGINES ET LEUR HISTOIRE. Tome Ier: Développement physique et intellectuel de l'homme.--Tome II: Développement des sociétés. (_Épuisé._)

LES PREMIÈRES CIVILISATIONS DE L'ORIENT (Égypte, Assyrie, Judée, etc.). In-4^o, illustré de 430 gravures, 2 cartes et 9

photographies. (_Épuisé._)

LA CIVILISATION DES ARABES. Grand in-4°, illustré de 366 gravures, 4 cartes et 11 planches en couleurs, d'après les documents de l'auteur. (_Épuisé._)

LES CIVILISATIONS DE L'INDE. Grand in-4°, illustré de 352 photogravures et 2 cartes, d'après les photographies exécutées par l'auteur. (_Épuisé._)

LES MONUMENTS DE L'INDE. In-folio, illustré de 400 planches d'après les documents, photographies, plans et dessins de l'auteur. (Firmin-Didot.) (_Épuisé._)

LOIS PSYCHOLOGIQUES DE L'ÉVOLUTION DES PEUPLES.
15e édition.

PSYCHOLOGIE DES FOULES. 25e édition.

PSYCHOLOGIE DU SOCIALISME. 8e édition.

PSYCHOLOGIE DE L'ÉDUCATION. 27e mille.

PSYCHOLOGIE POLITIQUE. 18e mille.

LES OPINIONS ET LES CROYANCES. 16e mille.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LA PSYCHOLOGIE DES
RÉVOLUTIONS. 15e mille.

APHORISMES DU TEMPS PRÉSENT. 9e mille.

LA VIE DES VÉRITÉS. 10e mille.

ENSEIGNEMENTS PSYCHOLOGIQUES DE LA GUERRE
EUROPÉENNE. 36e mille.

PREMIÈRES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE. 29e mille.

HIER ET DEMAIN, PENSÉES BRÈVES. 10e mille.

PSYCHOLOGIE DES TEMPS NOUVEAUX. 10e mille.

LE DÉSÉQUILIBRE DU MONDE. 5e mille.

2^o RECHERCHES SCIENTIFIQUES

LA FUMÉE DU TABAC.--RECHERCHES CHIMIQUES.
(_Épuisé._)

RECHERCHES ANATOMIQUES ET MATHÉMATIQUES
SUR LES VARIATIONS DE VOLUME DU CRANE. In-8^o.
(_Épuisé._)

LA MÉTHODE GRAPHIQUE ET LES APPAREILS ENREGIS-
TREURS, contenant la description des nouveaux instruments de
l'auteur, avec 63 figures. (_Épuisé._)

LES LEVERS PHOTOGRAPHIQUES. Exposé des nouvelles
méthodes de levers de cartes et de plans employées par l'auteur
pendant ses voyages. 2 vol. in-18. (Gauthier-Villars.)

L'ÉQUITATION ACTUELLE ET SES PRINCIPES.--RE-
CHERCHES EXPÉRIMENTALES. 5e édition, 1 vol. in-8^o, avec
57 figures et un atlas de 178 photographies instantanées.
(Flammarion.)

MÉMOIRES DE PHYSIQUE: Lumière noire. Phosphores-
cence invisible. Ondes hertziennes. Énergie intra-atomique. Dis-
sociation de la matière, etc. (18 mémoires.)

L'ÉVOLUTION DE LA MATIÈRE, avec 63 figures. 40e mille.

L'ÉVOLUTION DES FORCES, avec 42 figures, 24e mille.

Il existe des traductions en Anglais, Allemand, Espagnol, Italien, Portugais, Danois, Suédois, Russe, Géorgien, Arabe, Polonais, Tchèque, Turc, Hindostani, Japonais, etc., de quelques-uns des précédents ouvrages.

A LA LIBRAIRIE FLAMMARION

L'ŒUVRE DE GUSTAVE LE BON, par le Baron MOTONO, ambassadeur du Japon, in-8° avec portrait.

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous les pays.

Copyright 1923,

by ERNEST FLAMMARION.

A L'ILLUSTRE GÉNÉRAL

CHARLES MANGIN

Durant les sombres jours de Verdun où votre pénétrante sagacité et votre vaillance contribuèrent si puissamment à changer l'orientation du destin, je reçus de vous, mon cher général, une photographie, dont la dédicace rappelait que vous étiez mon disciple. Depuis lors, vous m'avez affirmé que ma doctrine vous avait guidé tandis que vous prépariez la victoire décisive du 18 juillet 1918 et pendant les opérations qui la suivirent. Le psychologue ayant la rare fortune de trouver un tel élève pour appliquer ses principes, lui doit une vive reconnaissance.

J'exprime ce sentiment en vous dédiant mon livre.

INTRODUCTION

LA PHYSIONOMIE ACTUELLE DU MONDE

Les civilisations modernes se présentent sous deux faces, tellement dissemblables, tellement contradictoires, que vues d'une planète lointaine, elles sembleraient appartenir à deux mondes entièrement différents.

Un de ces mondes est celui de la science et de ses applications. Des édifices qui le composent rayonnent les éblouissantes clartés de l'harmonie et de la vérité pure.

L'autre monde est le ténébreux domaine de la vie politique et sociale. Ses chancelantes constructions restent enveloppées d'illusions, d'erreurs et de haines. Des luttes furieuses le ravagent fréquemment.

Cet éclatant contraste entre les divers domaines des grandes civilisations tient à ce que chacun d'eux est formé d'éléments n'obéissant pas aux mêmes lois et n'ayant pas de commune mesure.

La vie sociale est régie par des besoins, des sentiments, des instincts légués par l'hérédité et qui pendant des entassements d'âges, représentèrent les seuls guides de la conduite.

Dans cette région, l'évolution progressive demeure très faible. Les sentiments qui animaient nos premiers aïeux: l'ambition, la jalousie, la férocité et la haine, restent inchangés.

Durant des périodes, dont la science révèle l'accablante longueur, l'homme se différencia peu du monde animal qu'il devait tant dépasser intellectuellement un jour.

Restés les égaux des animaux dans le domaine de la vie organique, nous les dépassons à peine dans la sphère des sentiments. C'est seulement dans le cycle de l'intelligence que notre supériorité est devenue immense. Grâce à elle les continents ont été rapprochés, la pensée transmise d'un hémisphère à l'autre avec la vitesse de la lumière.

Mais l'intelligence qui, du fond des laboratoires, réalise tant de découvertes n'a exercé jusqu'ici qu'un bien faible rôle dans la vie sociale. Elle reste dominée par des impulsions que la raison ne gouverne pas. Les sentiments et les fureurs des premiers âges ont conservé leur empire sur l'âme des peuples et déterminent leurs actions.

* * * * *

La compréhension des événements n'est possible qu'en tenant compte des différences profondes séparant les impulsions affectives et mystiques des influences rationnelles. Elles expliquent pourquoi des individus d'une intelligence supérieure ont accepté, à toutes les époques, les plus enfantines croyances: l'adoration du serpent ou celle de Moloch, par exemple. Des millions d'hommes sont dominés encore par les rêveries d'illustres hallucinés fondateurs de croyances religieuses ou politiques. De nos jours, les chimères communistes ont eu la force de ruiner un gigantesque empire et de menacer plusieurs pays.

C'est également parce que le cycle de l'intelligence a peu d'action sur celui des sentiments qu'on vit, dans la dernière guerre, des hommes de haute culture incendier des cathédrales, massacrer des vieillards et ravager des provinces, pour l'unique satisfaction de détruire.

* * * * *

Nous ignorons le rôle que la raison exercera un jour sur la marche de l'histoire. Si l'intelligence n'en conserve d'autre que de fournir aux impulsions sentimentales et mystiques qui continuent à mener le monde des procédés de dévastation plus meurtriers chaque jour, nos grandes civilisations sont vouées au sort des grands empires asiatiques, que leur puissance ne sauva pas de la destruction et dont le sable recouvre aujourd'hui les derniers vestiges.

Les futurs historiens, méditant alors sur les causes de ruine des sociétés modernes, diront sans doute qu'elles périrent parce que les sentiments de leurs défenseurs n'avaient pas évolué aussi vite que leur intelligence.

* * * * *

La complication des problèmes sociaux qui agitent aujourd'hui la vie des peuples tient en partie à la difficulté de concilier des intérêts contradictoires. Pendant la paix les divergences entre peuples et entre classes d'un même peuple existent également, mais les nécessités de la vie finissent par équilibrer les intérêts contraires. L'accord ou tout au moins un demi-accord s'établit.

Cette entente toujours précaire ne survit pas aux profonds bouleversements comme ceux de la grande guerre. Le déséquilibre remplace alors l'équilibre. Libérés des anciennes contraintes, les sentiments, les croyances, les intérêts opposés renaissent et se heurtent avec violence.

Et c'est ainsi que depuis les débuts de la guerre le monde est entré dans une phase de déséquilibre dont il ne réussit pas à

sortir.

Il en sort d'autant moins que les peuples et leurs maîtres prétendent résoudre des problèmes entièrement nouveaux avec des méthodes anciennes qui ne leur sont plus applicables aujourd'hui.

Les illusions sentimentales et mystiques qui enfantèrent la guerre dominent encore pendant la paix. Elles ont créé les ténèbres dans lesquelles l'Europe est plongée et qu'aucun phare directeur n'illumine encore.

* * * * *

Pour que les menaces dont l'avenir paraît enveloppé soient évitées, il faut étudier sans passions et sans illusions les problèmes qui se dressent de toutes parts et les répercussions dont ils sont chargés. Tel est le but du présent ouvrage.

Cet avenir, d'ailleurs, est surtout en nous-mêmes et tissé par nous-mêmes. N'étant pas fixé comme le passé, il peut se transformer sous l'action de nos efforts. Le réparable du présent devient bientôt l'irréparable de l'avenir. L'action du hasard, c'est-à-dire des causes ignorées, reste considérable dans la marche du monde, mais il n'empêcha jamais les peuples de créer leur destinée.

Le déséquilibre du monde

LIVRE I - CHAPITRE PREMIER - L'ÉVOLUTION DE L'IDÉAL

LE DÉSÉQUILIBRE POLITIQUE

J'ai, souvent, étudié au cours de mes livres le rôle prépondérant de l'idéal dans la vie des peuples. Il me faut cependant y revenir encore, car l'heure présente s'affirme de plus en plus comme une lutte d'idéals contraires. Devant les anciens idéals religieux et politiques dont la puissance a pâli se dressent, en effet, des idéals nouveaux qui prétendent les remplacer.

L'histoire montre facilement qu'un peuple, tant qu'il ne possède pas des sentiments communs, des intérêts identiques, des croyances semblables, ne constitue qu'une poussière d'individus, sans cohésion, sans durée et sans force.

L'unification qui fait passer une race de la barbarie à la civilisation s'accomplit par l'acceptation d'un même idéal. Les hasards des conquêtes ne le remplacent pas.

Les idéals susceptibles d'unifier l'âme d'un peuple sont de nature diverse: culte de Rome, adoration d'Allah, espoir d'un paradis, etc. Comme moyen d'action leur efficacité est la même dès qu'ils ont conquis les cœurs.

Avec un idéal capable d'agir sur les âmes un peuple prospère. Sa décadence commence quand cet idéal s'affaiblit. Le déclin de Rome date de l'époque où les Romains cessèrent de vénérer leurs institutions et leurs dieux.

* * * * *

L'idéal de chaque peuple contient des éléments très stables, l'amour de la patrie, par exemple, et d'autres qui varient d'âge en âge, avec les besoins matériels, les intérêts, les habitudes mentales de chaque époque.

A ne considérer que la France, et depuis une dizaine de siècles seulement, il est visible que les éléments constitutifs de son idéal ont souvent varié. Ils continuent à varier encore.

Au moyen âge, les éléments théologiques prédominent, mais la féodalité, la chevalerie, les croisades, leur donnent une physionomie spéciale. L'idéal reste cependant dans le ciel, et orienté par lui.

Avec la Renaissance, les conceptions se transforment. Le monde antique sort de l'oubli et change l'horizon des pensées. L'astronome l'élargit en prouvant que la terre, centre supposé de l'univers, n'est qu'un astre infime perdu dans l'immensité du firmament. L'idéal divin persiste, sans doute, mais il cesse d'être unique. Beaucoup de préoccupations terrestres s'y mêlent. L'art et la science dépassent parfois en importance la théologie.

Le temps s'écoule et l'idéal évolue encore. Les rois, dont papes et seigneurs limitaient jadis la puissance, finissent par devenir absolus. Le XVIIe siècle rayonne de l'éclat d'une monarchie qu'aucun pouvoir ne conteste plus. L'unité, l'ordre, la discipline, règnent dans tous les domaines. Les efforts autrefois dépensés en luttes politiques se tournent vers la littérature et les arts qui atteignent un haut degré de splendeur.

Le déroulement des années continue et l'idéal subit une nouvelle évolution. A l'absolutisme du XVIIe siècle succède l'esprit critique du XVIIIe. Tout est remis en question. Le principe d'au-

torité pâlit et les anciens maîtres du monde perdent le prestige d'où dérivait leur force. Aux anciennes classes dirigeantes: royauté, noblesse et clergé, en succède une autre qui conquiert tous les pouvoirs. Les principes qu'elle proclame, l'égalité surtout, font le tour de l'Europe et transforment cette dernière en champ de bataille pendant vingt ans.

Mais comme le passé ne meurt que lentement dans les âmes les idées anciennes renaissent bientôt. Idéals du passé et idéals nouveaux entrent en lutte. Restaurations et révolutions se succèdent pendant près d'un siècle.

Ce qui restait des anciens idéals s'effaçait cependant de plus en plus. La catastrophe dont le monde a été récemment bouleversé fit pâlir encore leur faible prestige. Les dieux, visiblement impuissants à orienter la vie des nations, sont devenus des ombres un peu oubliées. S'étant également montrées impuissantes, les plus antiques monarchies se virent renversées par les fureurs populaires. Une fois encore l'idéal collectif se trouva transformé.

Les peuples déçus cherchent maintenant à se protéger eux-mêmes. A la dictature des dieux et des rois, ils prétendent substituer celle du prolétariat.

Ce nouvel idéal se formule, malheureusement pour lui, à une époque où, transformé par les progrès de la science, le monde ne peut plus progresser que sous l'influence des élites. Il importait peu jadis à la Russie de ne pas posséder les capacités intellectuelles d'une élite. Aujourd'hui, le seul fait de les avoir perdues l'a plongée dans un abîme d'impuissance.

Une des difficultés de l'âge actuel résulte de ce qu'il n'a pas encore trouvé un idéal capable de rallier la majorité des esprits.

Cet idéal nécessaire, les démocraties triomphantes le cherchent mais ne le découvrent pas. Aucun de ceux proposés n'a pu réunir assez d'adeptes pour s'imposer.

Dans l'universel désarroi, l'idéal socialiste essaye d'accaparer la direction des peuples mais étranger aux lois fondamentales de la psychologie et de la politique, il se heurte à des barrières que les volontés ne franchissent plus. Il ne saurait donc remplacer les anciens idéals.

* * * * *

Dans une des cavernes rocheuses dominant la route de Thèbes, en Béotie, vivait jadis, suivant la légende, un être mystérieux proposant des énigmes à la sagacité des hommes, et condamnant à périr ceux qui ne les devinaient pas.

Ce conte symbolique traduit clairement le fatal dilemme: deviner ou périr, qui a tant de fois surgi aux phases critiques de l'histoire des nations. Jamais peut-être, les grands problèmes dont la destinée des peuples dépend, ne furent plus difficiles qu'aujourd'hui.

Bien que l'heure d'édifier un idéal nouveau n'ait pas sonné il est déjà possible cependant de déterminer les éléments devant entrer dans sa structure, et ceux qu'il faudra nécessairement rejeter. Plusieurs pages de notre livre seront consacrées à cette détermination.

CHAPITRE II

CONSÉQUENCES POLITIQUES DES ERREURS DE PSYCHOLOGIE

Le défaut de prévision d'événements prochains et l'inexacte observation d'événements présents furent fréquents pendant la guerre et depuis la paix.

L'imprévision s'est révélée à toutes les périodes du conflit. L'Allemagne n'envisagea ni l'entrée en guerre de l'Angleterre, ni celle de l'Italie, ni surtout celle de l'Amérique. La France ne prévint pas davantage les défections de la Bulgarie et de la Russie, ni d'autres événements encore.

L'Angleterre ne montra pas une perspicacité plus grande. J'ai rappelé ailleurs que, trois semaines avant l'armistice, son ministre des affaires étrangères, ne soupçonnant nullement la démoralisation de l'armée allemande, assurait dans un discours que la guerre serait encore très longue.

La difficulté de prévoir des événements même rapprochés se conçoit; mais celle qu'éprouvent les gouvernants à savoir ce qui se passe dans des pays où ils entretiennent à grands frais des agents chargés de les renseigner est difficilement compréhensible.

La cécité mentale des agents d'information vient sans doute de leur impuissance à discerner le général dans les cas particuliers qu'ils peuvent observer.

En dehors des lourdes erreurs de psychologie qui nous coûtèrent la ruine de plusieurs départements mais dont je n'ai pas à

m'occuper ici, plusieurs fautes, chargées de redoutables conséquences, ont été commises depuis l'armistice.

La première fut de n'avoir pas facilité la dissociation des différents États de l'Empire allemand, dissociation spontanément commencée au lendemain de la défaite.

Une autre erreur fut de favoriser une désagrégation de l'Autriche, que l'intérêt de la paix européenne aurait dû faire éviter à tout prix.

Une erreur moins importante mais grave encore fut d'empêcher l'importation en France des stocks accumulés par l'industrie allemande pendant la guerre.

* * * * *

Examinons l'engrenage des conséquences issues de ces erreurs.

La première fut capitale. Ainsi que je l'avais dit et répété, bien avant la conclusion du traité de paix, il eût été d'un intérêt majeur pour la sécurité du monde de favoriser la division de l'Allemagne en États politiquement séparés, comme ils l'étaient avant 1870.

La tâche se trouvait grandement facilitée, puisque l'Allemagne, après sa défaite, se divisa spontanément en plusieurs républiques indépendantes.

Cette séparation n'eût pas été du tout artificielle. C'est l'unité, au contraire, qui était artificielle, puisque l'Allemagne se compose de races différentes, ayant droit à une vie autonome, d'après le principe même des nationalités si cher aux Alliés.

Il avait fallu la main puissante de la Prusse et cinquante ans de caserne et d'école pour agréger en un seul bloc des pays séculièrement distincts et professant les uns pour les autres une fort médiocre sympathie.

Seuls, les avantages de cette unité avaient pu la maintenir. Ces avantages disparaissant, elle devait s'écrouler. Ce fut d'ailleurs ce qui en arriva au lendemain de la défaite.

Favoriser une telle division, en attribuant de meilleures conditions de paix à quelques-unes des républiques nouvellement fondées, eût permis de stabiliser la dissociation spontanément effectuée.

Les Alliés ne l'ont pas compris, s'imaginant sans doute qu'ils obtiendraient plus d'avantages du bloc allemand que d'États séparés.

Maintenant, il est trop tard. Les gouvernants allemands ont profité des interminables tergiversations de la Conférence de la Paix pour refaire péniblement leur unité.

Elle est, actuellement, complète. Dans la nouvelle constitution allemande, l'Empire semble partagé en une série d'États libres et égaux. Simple apparence. Tout ce qui ressort de la législation appartient à l'Empire. Les États confédérés sont bien moins autonomes, en réalité, qu'ils ne l'étaient avant la guerre. Ne représentant que de simples provinces de l'Empire, ils restent aussi peu indépendants que le sont les provinces françaises du pouvoir central établi à Paris.

Le seul changement réel opéré dans la nouvelle unité allemande c'est que l'hégémonie exercée jadis par la Prusse ne lui

appartient plus.

* * * * *

L'erreur politique consistant à favoriser la désagrégation de l'Autriche fut encore plus grave. Certes, l'Autriche était un empire vermoulu, mais il possédait des traditions, une organisation; en un mot, l'armature que les siècles seuls peuvent bâtir.

Avec quelques illusions en moins et un peu de sagacité en plus, la nécessité de conserver l'Empire d'Autriche fût nettement apparue.

L'Europe entrevoit déjà et verra de plus en plus ce que lui coûtera la dissolution de l'Autriche en petits États sans ressources, sans avenir et qui à peine formés entrèrent en conflit les uns contre les autres.

C'est surtout en raison des nouvelles conflagrations dont tous ces fragments d'États menacent l'Europe, que le Sénat américain refusa d'accepter une Société des Nations qui pourrait obliger les États-Unis à intervenir dans les rivalités des incivilisables populations balkaniques.

La désagrégation de l'Autriche aura d'autres conséquences encore plus graves. Une des premières va être, en effet, d'agrandir l'Allemagne du territoire habité par les neuf à dix millions d'Allemands représentant ce qui reste de l'ancien empire d'Autriche. Sentant leur faiblesse, ils se tournent déjà vers l'Allemagne et demandent à lui être annexés.

Sans doute, les Alliés s'opposent à cette annexion. Mais comment pourront-ils l'empêcher toujours puisque les Autrichiens de race allemande invoquent, pour réclamer leur an-

nexion, le principe même des nationalités, c'est-à-dire le droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes, droit hautement proclamé par les Alliés?

Et ici apparaîût, une fois encore, comme il apparut si fréquemment dans l'histoire, le danger des idées fausses. Le principe des nationalités, qui prétend remplacer celui de l'équilibre, semble fort juste au point de vue rationnel, mais il devient très erroné quand on considère que les hommes sont conduits par des sentiments, des passions, des croyances et fort peu par des raisons.

Quelle application peut-on faire de cet illusoire principe dans des pays où, de province en province, de village en village, et souvent dans le même village, subsistent des populations de races, de langues, de religions différentes, séparées par des haines séculaires et n'ayant d'autre idéal que de se massacrer?

* * * * *

La troisième des erreurs énumérées plus haut, celle d'avoir empêché, par tous les moyens possibles, l'introduction en France après la paix des produits allemands accumulés pendant la guerre, est une de celles qui ont le plus contribué à l'établissement de la vie chère.

Cette interdiction ne résulta pas, bien entendu, des décisions de la Conférence de la Paix, mais uniquement de notre gouvernement.

Il fut, d'ailleurs, le seul à commettre pareille faute. Plus avisées, l'Amérique et l'Angleterre ouvrirent largement leurs portes aux produits venus d'Allemagne et profitèrent du bon marché de

ces produits pour aller s'en approvisionner et réduire ainsi le prix de la vie dans leur pays.

Commercer de préférence avec des pays dont le change est favorable constitue une notion économique tellement évidente, tellement élémentaire, que l'on ne conçoit pas qu'il ait pu exister un homme d'État incapable de la comprendre.

Les illusoires raisons de nos interdictions d'importation, ou, ce qui revient au même, de nos taxes douanières prohibitives, étaient de favoriser quelques fabricants impuissants, d'ailleurs, à produire la dixième partie des objets dont la France avait besoin.

Pour plaire à quelques industriels, le public en fut réduit à payer trois à quatre fois trop cher aux négociants anglais et américains des produits qu'ils auraient pu se procurer à très bon marché en Allemagne et que nous pouvions y acheter comme eux.

* * * * *

Les erreurs psychologiques que nous venons d'examiner furent commises au moment de la paix. Depuis cette époque, les hommes d'État européens en ont accumulé bien d'autres.

Une des plus graves, puisqu'elle faillit compromettre la sécurité de l'Europe, fut l'attitude prise à l'égard de la Pologne par le ministre qui dirigeait alors les destinées de l'Angleterre.

Espérant se concilier les communistes russes, ce ministre n'hésita pas à conseiller publiquement aux Polonais d'accepter les invraisemblables conditions de paix proposées par la Russie, notamment un désarmement dont la première conséquence eût

été le pillage de la Pologne, d'effroyables massacres et l'invasion de l'Europe.

Pour bien montrer sa bonne volonté aux bolchevistes, le même Ministre interdisait, contre tout droit d'ailleurs, le passage par Dantzig des munitions destinées aux Polonais et il obtenait du gouvernement belge la même interdiction pour Anvers.

Le résultat de cette intervention fut d'abord de provoquer chez les neutres--sans parler de la France--une indignation très vive. Voici comment s'exprimait à ce sujet _Le Journal de Genève_ :

«Ces deux actes d'hostilité contre la Pologne ont causé aux admirateurs de l'Angleterre une stupéfaction extraordinaire et une douloureuse déception. Aujourd'hui, ces admirateurs disent ceci:

L'Angleterre, grâce au sang non seulement anglais, mais français, belge, italien, polonais, est, aujourd'hui, en sûreté dans son île. La France, la Belgique, la Pologne, restent aux avant-postes, exposées en première ligne.

L'Angleterre croit-elle qu'il soit conforme à ses traditions de loyauté, qu'il soit même conforme à son intérêt le plus évident, de laisser ses alliés s'épuiser dans la lutte pour arrêter le bolchevisme en marche vers l'Occident, sans user de toute son influence et de toutes ses forces pour leur venir en aide?»

Les intérêts commerciaux qui déterminèrent l'orientation politique de l'homme d'État anglais étaient faciles à voir. Ce qu'il n'a pas aperçu, ce sont les conséquences pouvant résulter de sa conduite à l'égard des Polonais.

Si la Pologne, cédant aux suggestions anglaises, avait renoncé à la lutte, le Bolchevisme, allié à l'Islamisme, si maladroitement

traité en Turquie, fût devenu plus dangereux encore qu'il ne l'est aujourd'hui. La Pologne vaincue, l'alliance de la Russie bolcheviste avec l'Allemagne était certaine.

Fort heureusement pour nous,--et plus encore, peut-être, pour l'Angleterre,--notre gouvernement eut une vision autrement nette de la situation que l'Angleterre.

Bien que le cas des Polonais semblât désespéré, puisque l'armée rouge était aux portes de Varsovie, notre président du conseil n'hésita pas à les secourir non seulement par l'envoi de munitions, mais surtout en faisant diriger leurs armées par le chef d'état-major du maréchal Foch. Grâce à l'influence de ce général, les Polonais, qui reculaient toujours sans paraître se soucier de combattre, reprirent courage, et quelques manœuvres habiles transformèrent leurs persistantes défaites en une éclatante victoire.

Ses conséquences furent immédiates: la Pologne délivrée, les espérances de l'Allemagne déçues, le bolchevisme refoulé, l'Asie moins menacée.

Pour arriver à ces résultats, il avait suffi de voir juste et d'agir vite. On ne saurait trop louer nos gouvernants d'avoir fait preuve de qualités qui, depuis quelque temps, devenaient exceptionnelles chez eux.

* * * * *

La politique européenne vit d'idées anciennes correspondant à des besoins disparus. La notion moderne d'interdépendance des peuples et la démonstration de l'inutilité des conquêtes n'ont aucune influence sur la conduite des diplomates. Ils restent persua-

dés qu'une nation peut s'enrichir en ruinant le commerce d'une autre et que l'idéal pour un pays est de s'agrandir par des conquêtes.

Ces conceptions usées semblent choquantes aux peuples que n'agitent pas nos préjugés et nos passions ataviques.

Un journal du Brésil en exprimait son étonnement dans les lignes suivantes qui traduisent bien les idées du nouveau monde:

«Tous les peuples du vieux continent, quels qu'ils soient, ont une conception antique du monde et de la vie. Que veulent-ils? Prendre. Que voient-ils dans la fin d'une guerre? L'occasion de recevoir le plus qu'ils peuvent. C'est la conception antique, c'est le passé de nombreux siècles se faisant toujours sentir chez les grands esprits, comme dans les masses, même dans les milieux socialistes et ouvriers, où les idées sont confuses et les appétits exaspérés simplement par égoïsme de classes.»

Les hommes d'État européens parlent bien quelquefois le langage du temps présent mais ils se conduisent avec les idées des temps passés. L'Angleterre proclame très haut le principe des nationalités, mais elle s'empare ou tente de s'emparer de l'Égypte, de la Perse, des colonies allemandes, de la Mésopotamie, etc... Les nouvelles petites républiques fondées avec les débris des anciens empires professent, elles aussi, de grands principes, mais tâchent également de s'agrandir aux dépens de leurs voisins.

La paix ne s'établira en Europe que quand l'anarchie créée par les erreurs de psychologie ne dominera plus les âmes. Il faut, parfois, bien des années pour montrer à un peuple les dangers de ses illusions.

* * * * *

La guerre ayant bouleversé les doctrines guidant les chefs d'armée comme celles dont s'alimentait la pensée des hommes d'État, un empirisme incertain reste leur seul guide.

Cet état mental a été bien mis en évidence dans un discours prononcé par un président du Conseil devant le Parlement français.

«Nous avons fait, disait-il, la guerre dans l'empirisme et la paix aussi parce qu'il est impossible que ce soit autrement. De doctrines économiques, il n'en est chez personne ici.»

L'empirisme représente forcément la période de début de toutes les sciences, mais en progressant elles réussissent à tirer de l'expérience des lois générales permettant de prévoir la marche des phénomènes et de renoncer à l'empirisme.

Nul besoin d'empirisme par exemple, pour savoir que quand un corps tombe librement dans l'espace, sa vitesse à un moment donné est proportionnelle au temps de sa chute et l'espace parcouru au carré du même temps.

Les lois physiques sont tellement certaines, que lorsqu'elles semblent ne pas se vérifier on est sûr qu'intervient une cause perturbatrice, dont il est possible de déterminer la grandeur. Ainsi l'astronome Leverrier constatant qu'un certain astre ne paraissait plus obéir rigoureusement aux lois de l'attraction, en conclut que sa marche devait être troublée par l'influence d'une planète inconnue. De la perturbation observée, fut déduite la position de l'astre produisant cette perturbation et on le découvrit bientôt à la place indiquée.

La psychologie et l'économie politique sont soumises, comme d'ailleurs tous les phénomènes de la nature, à des lois immuables, mais ces lois, nous en connaissons très peu, et celles connues subissent tant d'influences perturbatrices qu'on arrive à douter des plus certaines, alors même qu'elles ont de nombreuses expériences pour soutien.

Il est visible que les gouvernants européens n'ont possédé, ni pendant la guerre, ni depuis la paix, aucune règle fixe de conduite. Leur oubli de certaines lois économiques et psychologiques n'empêche pas l'existence de ces lois. De leur méconnaissance ils furent souvent victimes.

CHAPITRE III

LA PAIX DES PROFESSEURS

Aux erreurs de psychologie précédemment énumérées il faut ajouter les illusions qui présidèrent à la rédaction du traité de paix. Leur importance va être montrée dans ce chapitre.

Peu d'hommes possédèrent au cours de l'Histoire un pouvoir égal à celui du président Wilson lorsque, débarqué en Europe, il dicta les conditions de la paix. Pendant la rayonnante période de sa puissance, le représentant du nouveau monde resta enveloppé d'un prestige que les Dieux et les Rois n'obtinrent pas toujours au même degré.

A entendre ses merveilleuses promesses, une nouvelle lumière allait éclairer l'univers. Aux peuples sortis d'un effroyable enfer et redoutant d'y être replongés apparaissait l'aurore d'une paix

éternelle. Un âge de fraternité remplacerait l'ère des carnages et des dévastations.

Ces vastes espoirs ne durèrent pas longtemps. La réalité prouva bientôt que les traités si péniblement élaborés n'avaient eu d'autres résultats que de précipiter l'Europe dans l'anarchie et l'Orient dans une série d'inévitables guerres. La presque totalité des petits États créés en découpant d'antiques monarchies, envahirent bientôt leurs voisins et aucune intervention des grandes puissances ne réussit, pendant de longs mois, à calmer leurs fureurs.

Des diverses causes qui transformèrent en désillusions de grandes espérances, une des plus actives fut la méconnaissance de certaines lois psychologiques fondamentales qui, depuis l'origine des âges, dirigent la vie des nations.

Le président Wilson était le seul personnage assez puissant pour imposer, avec le morcellement de l'Europe, une série des conditions de paix dont on a pu dire qu'elles faisaient hurler le bon sens. Nous savons, aujourd'hui, qu'il ne fut pas leur unique auteur.

Les révélations de l'ambassadeur américain Elkus, que reproduisit le Matin, ont appris que les diverses clauses du traité avaient été rédigées par une petite phalange de professeurs.

«Lorsque le président Wilson confia au colonel House la mission de choisir les futurs délégués, il stipula :

«-- Je ne veux que des professeurs de l'Université.

«-- Vainement, le colonel tenta de rappeler que l'Amérique possédait de grands ambassadeurs, des industriels qui sont les

premiers de la terre, des hommes d'État qui avaient une profonde expérience de l'Europe_:

«--_Je ne veux que des professeurs, répéta le président._»

Ce fut donc une cohorte de professeurs qui peuplèrent les commissions. «Penchés sur les textes, et non sur les âmes, ils interrogeaient les grands principes abstraits et fermaient les yeux devant les faits.» La paix devint ainsi ce que l'ambassadeur Elkus appelle «une paix de professeurs». Elle montra, une fois de plus, à quel point des théoriciens pleins de science, mais étrangers aux réalités du monde, peuvent être dépourvus de bon sens, et, par conséquent, dangereux.

* * * * *

Le traité de paix comprenait, en réalité, deux parties distinctes:

1° Création d'États nouveaux, aux dépens surtout de l'Autriche et de la Turquie;

2° Constitution d'une Société des Nations, destinée à maintenir une paix perpétuelle.

En ce qui concerne la création d'États nouveaux aux dépens de l'Autriche et de la Turquie, l'expérience montra vite, comme je l'ai déjà indiqué plus haut, ce que valait une telle conception. Ses premiers résultats furent d'installer pour longtemps dans ces pays la ruine, l'anarchie et la guerre. On vit alors combien fut chimérique la prétention de refaire à coups de décrets des siècles d'Histoire. C'était une bien folle entreprise de découper de vieux empires en provinces séparées, sans tenir compte de leurs possibilités d'existence. Tous ces pays nouveaux, divisés par des diver-

gences d'intérêts et des haines de races, ne possédant aucune stabilité économique, devaient forcément entrer en conflit.

La minuscule Autriche actuelle est un produit des formidables illusions politiques qui conduisirent le maître du Congrès à désagréger une des plus vieilles monarchies du monde.

Que pourront les Alliés quand l'Autriche, réduite à la dernière misère, reconnaîtra qu'elle ne saurait vivre qu'en s'unissant à l'Allemagne? C'est alors seulement que les auteurs du Traité de paix constateront l'erreur commise en détruisant le bloc aussi utile que peu dangereux constitué par l'ancienne Autriche.

Prétendre refaire avec une feuille de papier l'édifice européen lentement édifié par mille ans d'histoire, quelle vanité!

M. Morgenthau, ambassadeur d'Amérique, a fait récemment des petits États fabriqués par les décisions du Congrès la description suivante:

«Quel tableau que celui de l'Europe centrale aujourd'hui! Ici, une poussière de petites républiques sans force physique réelle, sans industrie, sans armée, ayant tout à créer, cherchant surtout à s'étendre territorialement sans savoir si elles auront la force de tout administrer, de tout vérifier. Et là, un État compact de 70 millions d'hommes qui savent la valeur de la discipline, qui savent qu'il s'en est fallu de quelques pouces qu'ils asseyent leur domination sur le monde entier, qui n'ont rien oublié de leurs espoirs, et qui n'oublieront rien de leurs rancunes.»

* * * * *

L'Angleterre respecta les utopies du président Wilson, de solides réalités lui étant accordées en échange de cette tolérance.

Gagnant d'immenses territoires, qui en firent la véritable bénéficiaire de la guerre, elle n'avait aucun intérêt à s'opposer aux parties du traité ne la concernant pas.

Restée seule, la France dut subir toutes les exigences de l'idéologie wilsonienne, exigences d'autant plus intransigeantes qu'elles prétendaient dériver de la pure raison.

La manifeste erreur du président Wilson et de son équipe d'universitaires fut justement de croire à cette puissance souveraine de la raison sur la destinée des peuples. L'Histoire tout entière aurait dû leur enseigner, pourtant, que les sentiments et les passions sont les vrais guides des collectivités humaines et que les influences rationnelles ont, sur elles, une bien minime action.

La politique, c'est-à-dire l'art de conduire les hommes, demande des méthodes fort différentes de celles qu'utilisent les professeurs. Elles doivent toujours avoir pour base cette notion fondamentale que les sentiments s'influencent, je le répète encore, avec des sentiments et non avec des arguments rationnels.

* * * * *

La constitution de la Société des Nations, bien que distincte du traité de paix, lui reste intimement liée. Son but était, en effet, de maintenir cette paix.

Elle débuta par un éclatant échec: refus du Sénat américain de s'associer à la création du président Wilson.

Idéalistes, parfois les dirigeants de l'Amérique conservent cependant une claire vision des réalités, et les discours des professeurs ne les influencent guère. Le successeur de M. Wilson a résumé les motifs de leur refus dans les termes suivants:

«Le seul covenant que nous acceptons est le covenant de notre conscience. Il est préférable au contrat écrit qui fait litière de notre liberté d'action et aliène nos droits entre les mains d'une alliance étrangère. Aucune assemblée mondiale, aucune alliance militaire ne forcera jamais les fils de cette République à partir en guerre. Le suprême sacrifice de leur vie ne pourra jamais leur être demandé que pour l'Amérique et pour la défense de son honneur. Il y a là une sainteté de droit que nous ne délèguons jamais à personne.»

Nous aurons à parler plus loin de la Société des Nations. Construite sur des données contraires à tous les principes de la psychologie elle n'a fait que justifier les opinions de l'Amérique en montrant son inutilité et son impuissance. Il fallait en vérité une dose prodigieuse d'illusions pour s'imaginer qu'un grand pays comme les États-Unis consentirait à se soumettre aux ordres d'une petite collectivité étrangère sans prestige et sans force. C'eût été admettre l'existence en Europe d'une sorte de super-gouvernement dont les décisions eussent régi le monde.

CHAPITRE IV

LE RÉVEIL DE L'ISLAM

La série des erreurs de psychologie auxquelles nous venons de consacrer plusieurs chapitres n'est pas close. Nous allons en examiner d'autres encore.

Depuis plusieurs siècles, la politique britannique eut pour but constant l'agrandissement de la domination anglaise aux dépens

de divers rivaux: l'Espagne d'abord, la France plus tard, qui prétendaient s'opposer à son extension. Elle a successivement conquis sur eux l'Inde, le Canada, l'Égypte, etc. La dernière de ses grandes rivales, l'Allemagne, s'étant effondrée, elle put s'emparer de toutes ses colonies.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les qualités de caractère et les principes qui ont déterminé d'aussi persistants succès. On remarquera seulement que, confinés dans la préoccupation exclusive de buts utilitaires, les hommes d'État anglais professent un absolu dédain pour toutes les idéologies et tâchent toujours d'adapter leur conduite aux nécessités du moment. Ils se trompent quelquefois, mais n'hésitent pas à réparer les erreurs commises en modifiant leur ligne de conduite, sans se soucier des blessures d'amour-propre et des critiques pouvant résulter de telles oscillations.

* * * * *

Un exemple récent et d'une prépondérante importance, puisque l'avenir de l'Orient en dépend, montre quels profonds et rapides revirements peut subir la politique anglaise.

Après avoir soutenu en Mésopotamie de durs combats et constaté qu'une armée de soixante-dix mille hommes n'avait pu triompher de la résistance indigène, l'Angleterre renonça brusquement à une expédition aussi coûteuse et improductive que la nôtre en Syrie. Retirant ses troupes, elle les remplaça par un souverain indigène, l'émir Fayçal, que nous avons dû chasser de Damas en raison de sa persistante hostilité.

Le but apparent de cette solution fut indiqué dans un discours prononcé à la Chambre des Communes:

«Établir, avec l'ancienne Bagdad pour capitale, un État musulman qui puisse faire revivre l'ancienne gloire du peuple arabe.»

L'installation d'un ennemi déclaré au voisinage de nos frontières de Syrie ne constituait pas, évidemment, une manœuvre amicale envers la France; mais, dans la politique anglaise, l'utilité étant toujours mise très au-dessus de l'amitié, aucun compte ne fut tenu des observations du gouvernement français.

Le nouveau souverain fut installé en grande pompe à Bagdad et, par privilège exceptionnel, le roi d'Angleterre lui envoya une lettre de chaleureuses félicitations.

Cette annexion, sous une forme à peine déguisée, d'une des contrées les plus riches en pétrole de l'univers, figurait parmi les gains nombreux dont la diplomatie britannique a, depuis la fin de la guerre, doté l'Angleterre.

Les soldats anglais étaient remplacés par des ingénieurs exploitant le pays au profit de la Grande-Bretagne.

Le nouveau roi de Mésopotamie régnera non seulement sur Bagdad, mais aussi sur l'ancien emplacement de Ninive et Babylone, c'est-à-dire sur un territoire aussi grand que l'Angleterre et jadis célèbre par sa fertilité.

Cette brillante opération aurait eu, si le protectorat anglais avait réussi à s'imposer dans tout l'Orient, des résultats plus importants encore que de simples bénéfices commerciaux. Le plus manifeste eût été d'assurer à l'Angleterre une route terrestre la reliant à la Perse et à l'Inde. Si elle était parvenue ensuite à conquérir Constantinople, soit directement, soit par l'intermédiaire des Grecs, la domination britannique sur l'Orient fût deve-

nue complète et son hégémonie, à laquelle nos pâles diplomates résistèrent si peu, eût pesé de plus en plus lourdement sur le monde.

* * * * *

L'Angleterre avait donc réparé très habilement quelques-unes des fautes commises en Orient, mais des erreurs psychologiques aujourd'hui irréparables sont venues ruiner pour longtemps sa puissance en Orient.

Soutenir les aspirations contradictoires des musulmans en Mésopotamie, des Juifs en Palestine, des Grecs en Turquie constituait une politique d'aspect machiavélique mais que, cependant, Machiavel eût sûrement désavouée. L'illustre Florentin savait bien, en effet, qu'il est toujours imprudent de s'attaquer aux dieux ou à leurs représentants.

Les Anglais oublièrent complètement ce principe, quand ils prétendirent démembrer la Turquie et détruire à Constantinople le pouvoir du sultan considéré par tous les musulmans comme le «Commandeur des Croyants», représentant de Dieu ici-bas.

Les conséquences de cette conception furent immédiates. Du Bosphore au Gange en passant par l'Égypte, le monde musulman se souleva.

Les politiciens anglais n'ayant évidemment pas compris la grande puissance de l'Islam sur les âmes, il ne sera pas inutile d'en rappeler sommairement les origines et le développement.

* * * * *

Les dieux nouveaux ne furent pas rares dans l'Histoire. Leur destinée habituelle fut de périr avec la puissance politique des peuples qui les avaient vus naître.

Par une rare fortune, le sort de l'Islamisme a été tout autre. Non seulement il survécut à la chute de l'immense empire créé par ses fondateurs, mais le nombre de ses adeptes n'a cessé de s'accroître. Du Maroc au fond de la Chine, deux cent cinquante millions d'hommes obéissent à ses lois. On compte, aujourd'hui, soixante-dix millions de musulmans dans l'Inde, trente millions en Chine, vingt millions en Turquie, dix millions en Égypte, etc.

La création de l'Empire arabe, que les Anglais prétendaient faire revivre à leur profit en imposant à Bagdad un calife choisi par eux, est une des plus merveilleuses aventures de l'Histoire. Si merveilleuse, même, que de grands écrivains comme Renan ne réussirent pas à la comprendre et contestèrent toujours l'originalité de la civilisation que cette religion fit surgir.

Cette fondation de l'Empire arabe, que je vais rappeler en quelques lignes, restera toujours intelligible d'ailleurs aux esprits convaincus que la logique rationnelle gouvernant l'Histoire, ne tient pas compte de l'immense pouvoir des forces mystiques dont tant de grands événements dérivent.

* * * * *

Aux débuts du VII^e siècle de notre ère, vivait à La Mecque un obscur chamelier du nom de Mahomet. Vers l'âge de quarante ans, il eut des visions dans lesquelles l'ange Gabriel lui dicta les principes de la religion qui devait bouleverser le monde.

On comprend que les compatriotes du nouveau prophète, qui professaient alors sans convictions profondes un polythéisme un peu vague, aient adopté facilement une religion nouvelle, d'ailleurs très simple, puisqu'elle se bornait à proclamer qu'il n'y a qu'un dieu dont Mahomet est le prophète.

On s'explique moins aisément la foudroyante rapidité avec laquelle cette foi se répandit dans tout le monde alors connu et comment ses adeptes trouvèrent en elle la force nécessaire pour fonder un empire plus grand que celui d'Alexandre.

Chassés de la Syrie dont ils se croyaient les maîtres éternels, les Romains virent avec stupeur des tribus nomades électrisées par la foi ardente qui unifiait leurs âmes conquérir, en quelques années, la Perse, l'Égypte, le nord de l'Afrique et une partie de l'Inde.

Le vaste empire ainsi formé se maintint pendant plusieurs siècles. Il ne constituait pas une création éphémère analogue à celles de divers conquérants asiatiques tels qu'Attila puisqu'il fut l'origine d'une civilisation entièrement nouvelle brillant d'un vif éclat, alors que toute l'Europe occidentale était plongée dans la barbarie.

En fort peu de temps, les Arabes réussirent à créer des monuments tellement originaux que l'œil le moins exercé les reconnaît à première vue.

L'empire des Arabes était trop vaste pour ne pas se désagréger. Il se divisa donc en petits royaumes qui s'affaiblirent et furent conquis par divers peuples, Mogols, Turcs, etc.

Mais la religion et la civilisation musulmanes étaient si fortes que tous les conquérants des anciens royaumes arabes adoptèrent la religion, les arts et, souvent aussi, la langue des vaincus. C'est ainsi, par exemple, que l'Inde, soumise aux Mogols, continua à se couvrir de monuments musulmans.

Et non seulement la religion des Arabes survécut à la disparition de leur puissance politique, mais loin de s'affaiblir, elle continue à s'étendre. La foi de ses adeptes reste si intense que chacun d'eux est un apôtre et agit en apôtre pour propager sa croyance.

La grande force politique de l'Islamisme fut de donner à des races diverses cette communauté de pensée qui constitua toujours un des plus énergiques moyens de solidariser des hommes de races différentes.

Les événements actuels ont montré la puissance d'un tel lien. Nous avons vu qu'il réussit à faire reculer en Orient la formidable Angleterre.

Les gouvernants britanniques ignoraient cette force de l'Islamisme quand ils rêvaient de chasser les Musulmans de Turquie. Ils ne commencèrent à la soupçonner qu'en voyant non seulement les Turcs, mais les Musulmans du monde entier se soulever contre eux.

Les Anglais, qui s'imaginaient pouvoir garder Constantinople, où ils avaient déjà installé un commissaire parlant en maître, découvrirent alors la grandeur de leur illusion. Ils la comprirent surtout quand les Turcs, vaincus et presque sans armes, refusèrent la paix qu'on voulait leur imposer et chassèrent les Grecs

de Smyrne. Aujourd'hui l'Islam est redevenu assez fort pour tenir tête à l'Europe.

CHAPITRE V

L'INCOMPRÉHENSION EUROPÉENNE DE LA MENTALITÉ MUSULMANE

Le réveil de l'Islam qui vient d'être sommairement rappelé a profondément étonné l'Europe. La mentalité musulmane est généralement si incomprise qu'il ne sera pas inutile de lui consacrer quelques pages.

L'Orient a toujours charmé ses visiteurs. Il me séduisit dans ma jeunesse, au point qu'après l'avoir parcouru, j'écrivis un livre sur La Civilisation des Arabes [1].

[1] L'ouvrage fut publié avec grand luxe par la maison Didot, qui lui consacra plus de cent mille francs. L'édition française est épuisée depuis longtemps, et lorsqu'elle apparaît par hasard dans une vente de bibliothèque privée, son prix atteint des chiffres invraisemblables. Sa traduction en langue arabe sert encore à l'enseignement des centaines d'étudiants de la mosquée El-Axhar, au Caire, véritable Université musulmane. L'ouvrage fut traduit en hindoustani par un des ministres du Nizem d'Hyderabad.

Malgré bien des instances, je n'ai jamais consenti à le rééditer parce qu'il aurait demandé trop de travail pour être complété. Si je le mentionne ici, c'est simplement pour indiquer que l'auteur du présent ouvrage n'est pas tout à fait incompétent sur les questions relatives à l'Orient.

En ce qui concerne les Musulmans modernes, héritiers des Arabes, je me trouvais quelquefois, avant la guerre, en rapport avec eux à propos des traductions turques et arabes[2] de plusieurs de mes livres. Peu de mois avant les hostilités, le grand vizir, ministre des Affaires Étrangères de l'Empire ottoman, Saïd Halim pacha, me fit demander par son ambassadeur à Paris, d'aller faire quelques conférences de philosophie politique à Constantinople.

[2] Les meilleures traductions de mes livres en arabe sont dues à Fathy Pecha, alors ministre de la Justice au Caire. Celles en Turc au docteur Djevdet Bey.

J'ai toujours regretté que ma santé m'ait empêché d'accepter cette proposition, restant persuadé--et c'était aussi l'opinion de mon éminent ami Iswolsky, alors ambassadeur de Russie à Paris--qu'il n'eût pas été impossible de maintenir les Turcs dans la neutralité. La lutte même déchaînée, il eût suffi, comme l'a constaté plus tard un ministre anglais devant le Parlement, que se fût trouvé un amiral assez hardi pour suivre _Le Gœben_ et _Le Breslau_ quand ils entrèrent à Constantinople. Ce fut un de ces cas où la valeur d'un homme peut représenter des milliards, car la neutralité des Turcs eût sans doute abrégé la guerre de deux ans. Nelson fut jadis, pour l'Angleterre, un de ces hommes. Combien s'en rencontre-t-il par siècle?

* * * * *

«Se connaître soi-même est difficile», disait un adage antique; connaître les êtres qui nous entourent, plus difficile encore. Déterminer la mentalité, et par conséquent les réactions, dans des circonstances données, d'un peuple dont le passé et les croyances

diffèrent des nôtres, semble presque impossible. C'est, en tout cas, une connaissance dont la plupart des hommes d'État actuels se montrent dépourvus à un rare degré.

Les événements écoulés depuis dix ans justifient pleinement cette assertion.

Si les Allemands perdirent la guerre, c'est que, de tous leurs dirigeants, pas un seul ne fut assez pénétrant pour deviner les réactions possibles de la Belgique, de l'Angleterre et de l'Amérique devant des actes dont des esprits suffisamment perspicaces eussent facilement prévu les conséquences.

Le Congrès de Lausanne a fourni un nouvel exemple d'incompréhension totale de l'âme d'un peuple.

Cette incompréhension est d'autant plus surprenante que la France et l'Angleterre constituent, par leurs colonies, de grandes puissances musulmanes. Des relations fréquentes avec des Musulmans auraient dû permettre de les connaître.

Or le premier Congrès de Lausanne et le second aussi, prouvèrent qu'on ne les connaissait pas du tout. L'incompréhension n'eût guère été plus complète si des barons du temps de Charlemagne et des professeurs d'une école de droit moderne se fussent trouvés en présence.

Un insuccès aussi total que facile à prévoir résulta de cette incompréhension. La discussion qui aurait dû se terminer en quelques heures n'était pas achevée après des mois de discussions.

* * * * *

Personne ne parla ni du Croissant ni de la Croix au cours de ces conférences. Ce fut, cependant, la lutte entre ces deux symboles qui en constitua l'âme secrète.

Nous avons précédemment rappelé que, par son incompréhension de l'Islam, l'Empire britannique perdit la Perse, la Mésopotamie, l'Égypte et voit l'Inde menacée. Presbytérien ardent, le ministre anglais, M. Lloyd George, véritable auteur de tous ces désastres, rêvait comme revanche sur le Croissant d'expulser les Turcs de l'Europe en poussant les Grecs vers Constantinople. Il se heurta à une foi mystique aussi forte que la sienne et toute la puissance coloniale de l'Angleterre fut ébranlée du même coup.

* * * * *

Les moyens d'unifier les intérêts et les sentiments d'une poussière d'hommes pour en faire un peuple ne sont pas nombreux, puisqu'ils se réduisent à trois: la volonté d'un chef, des lois respectées, une croyance religieuse très forte.

De la volonté d'un chef dérivent tous les grands empires asiatiques, ceux des Mogols notamment. Ils durent ce que durent les capacités du chef et de ses successeurs.

Ceux fondés sur une religion acceptée restent beaucoup plus forts. Si le code religieux subsiste il continue le rôle d'unification.

Cette action d'une foi religieuse devient dans des cas, rares d'ailleurs, assez forte pour unifier des races différentes et leur donner une pensée commune génératrice de volontés identiques.

Pour les disciples du Coran, le code civil et le code religieux, si complètement séparés en Occident, sont entièrement confondus.

Aux yeux du Musulman, toute force vient d'Allah et doit être respectée quel qu'en soit le résultat, puisque ce résultat représente la volonté d'Allah.

En permettant aux Turcs de chasser de Smyrne les infidèles, il était visible qu'Allah rendait sa protection à ses disciples. Cette protection parut s'exercer plus manifestement encore à Lausanne, puisque les délégués européens ne purent résister aux délégués musulmans.

Les Alliés cédèrent, effectivement, sur tous les points importants. Comprenant mieux l'âme musulmane, ils auraient su qu'elle ne s'inclinait que devant la force. La nécessité de s'entendre pour imposer une volonté européenne commune sur des sujets fondamentaux fut alors devenue évidente et la paix en Orient, si menacée aujourd'hui, établie pour longtemps.

* * * * *

On ne saurait contester, d'ailleurs, la justesse de certaines réclamations musulmanes. Leur civilisation valant certainement celle des autres peuples balkaniques: Serbes, Bulgares, etc., ils avaient le droit d'être maîtres de leur capitale, Constantinople, malgré les convoitises de l'Angleterre. D'un autre côté ils n'avaient pas le droit de renier leurs dettes et, notamment, les nombreux milliards que la France leur prêta.

Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les exigences des délégués turcs à Lausanne passèrent toute mesure. Leur ton fut souvent celui de vainqueurs devant des vaincus.

Grâce à la pauvre psychologie des mandataires de l'Occident, le prestige européen en Orient est détruit pour longtemps. Or, le

prestige fut toujours la plus solide base de la puissance d'un peuple.

L'excuse des Turcs, en dehors des motifs religieux expliqués plus haut, est l'incontestable injustice de l'Angleterre à leur égard lorsqu'elle rêvait de les expulser de l'Europe et surtout de Constantinople, par l'intermédiaire des Grecs.

L'unique raison donnée à cette expulsion était l'habitude attribuée aux Turcs de massacrer constamment leurs sujets chrétiens. On a justement remarqué que si les Turcs avaient commis la dixième partie des massacres dont les accusait le gouvernement anglais, il n'y aurait plus de chrétiens en Orient depuis longtemps.

La vérité est que tous les Balkaniques, quelle que soit leur race ou leur croyance, sont de grands massacreurs. J'eus occasion de le dire à M. Venizelos lui-même. Égorger l'adversaire est la seule figure de rhétorique admise dans les Balkans.

Cette méthode n'a pris, d'ailleurs, sa considérable extension que depuis l'époque où la politique britannique donna l'indépendance à des provinces jadis soumises à la Turquie. On sait avec quelle fureur Bulgares, Serbes, Grecs, etc., se précipitèrent les uns contre les autres, dès qu'ils furent libérés des entraves pacifiques que le régime turc opposait à leurs violences.

La faiblesse des Alliés à Lausanne aura bien des conséquences funestes. Parmi les documents permettant de les prévoir je vais citer la lettre pleine de judicieuses observations d'un de nos meilleurs chefs militaires en Syrie:

«Du côté politique et militaire, je crois que nous aurons une année mouvementée. Il ne faut traiter avec des Turcs que quand on leur fait sentir qu'on est le plus fort, la force étant le seul argument qui compte avec eux. Or, à Lausanne, on leur a laissé prendre figure de vainqueurs. Résultat: ils sont intransigeants et se figurent que le monde tremble devant eux.

«Les gens d'Angora revendiquent ouvertement Alexandrette, Antioche et Alep, quoique ces régions aient été reconnues comme appartenant à la Syrie par le dernier accord franco-turc et qu'elles soient peuplées d'Arabes. Bien que les Turcs y soient en minorité ils essaient de les reprendre. On doit s'attendre à voir se reproduire les mêmes événements qu'en Cilicie: pas de guerre officiellement déclarée, mais des bandes de plus en plus actives, composées soi-disant d'habitants insurgés contre la domination française, en réalité de réguliers turcs déguisés et commandés par des officiers turcs ou allemands. Ces bandes attaqueront les petits postes, les convois, couperont routes et chemins de fer; elles seront de plus en plus nombreuses, auront même des canons, et nous obligeront à une guerre de guérillas pénible et difficile, où les Turcs espèrent atteindre le résultat qu'ils ont annoncé: dégoûter les Syriens des Français et les Français de la Syrie.»

* * * * *

Pour un philosophe, cette nouvelle attitude des musulmans est pleine d'enseignements. Elle montre, une fois de plus, à quel point les forces mystiques qui ont toujours régi le monde continuent à le régir encore.

L'Europe civilisée, qui croyait en avoir fini avec les luttes religieuses, se trouve, au contraire, plus que jamais menacée par

elles.

Ce n'est pas seulement contre l'Islamisme, mais contre le socialisme et le communisme, devenus des religions nouvelles, que les civilisations vont avoir à combattre. L'heure de la paix et du repos semble bien lointaine.

CHAPITRE VI

LE PROBLÈME DE L'ALSACE

Notre énumération des erreurs psychologiques n'est pas terminée. Nous allons voir leur pernicieuse action s'exercer en Alsace.

Le point critique de la guerre a été la possession de l'Alsace. Elle était devenue un symbole, un drapeau. Si l'Allemagne l'avait conservée, son hégémonie eût été définitivement établie.

Aucune des questions soulevées par le conflit mondial n'a donné lieu, peut-être, à autant de discussions que celle de l'Alsace.

Toute l'argumentation de l'Allemagne se ramenait à prétendre que l'Alsace est un pays allemand, habité par une race allemande, ou tout au moins germanisée depuis longtemps. L'Alsace devait donc, au nom même du principe des nationalités tant invoqué par les Alliés, faire partie de l'empire germanique.

Réduit à ce principe, le problème apparaît très simple. Si l'Alsace est un pays allemand peuplé par une race allemande, ou tout au moins germanisée, les prétentions germaniques seraient justi-

fiées. Elles ne le seraient pas, au contraire, si des preuves scientifiques démontrent: 1^o que l'Alsace est occupée depuis de longs siècles par une race celtique; 2^o que, malgré toutes les conquêtes, elle a toujours su maintenir son indépendance et ses institutions, jusqu'au jour où elle s'est placée sous le protectorat de la France pour échapper aux perpétuelles menaces germaniques.

Ces faits fondamentaux restent un peu confus dans les ouvrages sur l'Alsace. Les arguments d'ordre sentimental y tenant une place prépondérante, j'ai prié le savant historien Battifol d'écrire pour la *_Bibliothèque de philosophie scientifique_* que je dirige un ouvrage, composé d'après les méthodes modernes, sur les origines et l'évolution de l'Alsace. C'est à ce volume, ayant pour titre: *_Les anciennes républiques alsaciennes_*, que j'emprunterai les documents les plus importants de ce chapitre.

* * * * *

Examinons successivement: 1^o Si les populations alsaciennes appartiennent à une race allemande. 2^o Si, tout en n'étant pas allemandes, elles auraient fini par être germanisées au cours des siècles.

Le moins discuté des caractères permettant de classer les races humaines est, après la couleur de leur peau, la forme du crâne. Personne ne conteste qu'un blanc, un nègre ou un jaune appartiennent à des races différentes. On ne conteste pas davantage qu'une race à crâne brachycéphale, c'est-à-dire presque sphérique, est sans parenté avec une race dolichocéphale, c'est-à-dire à crâne allongé.

Les Allemands eux-mêmes considèrent ce caractère comme si important que c'est surtout leur dolichocéphalie qu'ils invoquent

pour justifier la prétention d'être une race supérieure destinée à dominer le monde.

Or, des recherches effectuées par les anthropologistes allemands les plus réputés sur des crânes alsaciens provenant de cimetières appartenant à toutes les époques depuis plus de 2.000 ans, il résulte que l'Alsacien est un des peuples les plus brachycéphales de l'univers.

La persistance de cette brachycéphalie à travers les âges montre que la race alsacienne n'a jamais été modifiée par des croisements. De la permanence de ce caractère le docteur Bayer déduit que «tout croisement avec des étrangers devait être sévèrement interdit par des lois matrimoniales ou par des préjugés plus forts que les lois».

Même après le rattachement de l'Alsace à l'empire germanique, la pureté de race se maintient. Les spécimens crâniens du type dolichocéphale n'atteignent pas 2 pour cent.

Loin d'être devenu moins brachycéphale que ses pères, l'Alsacien contemporain l'est davantage encore. Son indice céphalique se révèle identique à celui des Bas-Bretons.

Les données psychologiques confirment ces données anatomiques. Dans le caractère alsacien se retrouvent beaucoup d'éléments du caractère celtique, notamment l'amour de la liberté et l'antipathie pour l'étranger.

De ce qui précède, découle cette première conclusion que le bloc alsacien est un des plus homogènes de l'Europe. Il fait partie des groupements humains, en bien petit nombre aujourd'hui,

ayant su conserver leurs caractères anatomiques et psychologiques malgré toutes les influences étrangères.

* * * * *

Loin donc d'appartenir à une race allemande, les Alsaciens constituent, d'après le témoignage des savants allemands eux-mêmes, une race sans parenté avec les populations germaniques.

Mais, tout en restant une race spéciale, les Alsaciens auraient pu être germanisés et justifier ainsi les revendications de l'Allemagne.

L'histoire va nous fixer sur cette face du problème.

Enfermée entre le Rhin et les Vosges, l'Alsace fut longtemps considérée comme presque impénétrable. Le Rhin aux bras multiples, soumis à un régime torrentiel, aux gués rares et variables, constituait avec les Vosges un obstacle complet aux invasions. Ces âpres montagnes, à peine coupées de vallées, n'offraient de passage qu'au nord et au sud, par la trouée de Belfort et le col de Saverne. Contourner l'Alsace était beaucoup plus facile que la traverser.

Cette disposition géographique est une des causes principales qui assura longtemps l'indépendance aux Alsaciens et maintint dans son intégrité la pureté de leur race et la continuité de leurs institutions politiques et sociales.

Un autre motif devait contribuer à conserver à l'Alsace sa personnalité. La richesse et la variété de ses productions lui permirent, au cours des siècles, de se passer du secours de ses voisins. Elle resta une population agricole de mœurs stables, traditionnelles, un peu méfiantes, au patriotisme local ne dépassant

pas les limites de chaque cité et ne tendant pas à s'orienter vers un centre politique. Elle demeura pour cette raison divisée en cités indépendantes dont Strasbourg fut le type.

La continuité des caractères anatomiques et psychologiques des Alsaciens suffirait à ôter toute valeur aux affirmations de quelques historiens germaniques assurant que l'Alsace fut peuplée dès son origine par des tribus teutoniques, les Triboques. Tacite et César avaient d'ailleurs démenti formellement cette assertion. A leur époque, l'Alsace était habitée depuis longtemps par une race celtique, les Séquanes.

La race primitive qui occupa l'Alsace à des périodes ignorées de la préhistoire s'est donc perpétuée au cours des âges, comme nous l'avons montré, sans modifier ses caractères, en dépit de l'action des peuples très différents qui la conquièrent.

Toute l'histoire de l'Alsace révèle ses efforts pour éliminer les influences étrangères.

Pendant l'occupation romaine, cet effort fut facile. Rome respecta son indépendance et ne toucha ni à ses institutions, ni à ses libertés. La phase de domination romaine et celle de la domination française des XVII^e et XVIII^e siècles furent, pour les Alsaciens les plus heureuses de leur histoire.

* * * * *

Le flot des grandes invasions éprouva fort peu l'Alsace. S'écoulant soit par Bâle et Belfort, soit par la Belgique, pour éviter les obstacles géographiques, il la laissa presque intacte.

Clovis l'incorpora dans son royaume par sa victoire de Soissons sur Syagrius en 485, mais elle n'eut pas à en souffrir. Liée

d'abord au sort de la Gaule romaine, elle allait rester attachée à celui de la France jusque vers le XI^e siècle, manifestant pour elle autant de sympathie que d'aversion pour les Germains.

Quand, sous les successeurs de Charlemagne, les Allemands cherchèrent à s'emparer de l'Alsace, s'ouvrit une période de lutte, très instructive pour l'intelligence du problème que nous traitons, car elle montre à quel point fut profonde et constante la résistance des Alsaciens aux influences germaniques.

Le traité de Verdun, en 843, ne les concéda pas à l'Allemagne, mais fit de leur pays un État intermédiaire où régnait Lothaire, petit-fils de Charlemagne. C'est seulement en 855 que Louis le Germanique réunit l'Alsace à l'Allemagne.

Ni l'Alsace ni la France n'acceptèrent cette violence. Pendant un siècle et demi, les Alsaciens ne cessent d'appeler la France à leur secours. Mais, obligés de se défendre à l'autre extrémité du royaume contre les Normands, nos rois furent contraints d'abandonner l'Alsace, après l'avoir reconquise plusieurs fois.

En 979, l'Alsace peut être considérée comme définitivement rattachée à la Germanie. De cette date commencent pour elle des luttes répétées et une insécurité permanente. Elle était conquise mais non soumise. La suite de son histoire le prouve clairement.

* * * * *

Les compétitions des empereurs germaniques ayant couvert le pays de ruines, les Alsaciens réussirent à se défendre en fondant des cités fortifiées qui prospérèrent de plus en plus et se transformèrent au XIII^e siècle en petites républiques indépendantes. Les empereurs favorisèrent, d'ailleurs, leur développement, pour

contrebalancer le pouvoir des seigneurs et déclarèrent plusieurs d'entre elles «villes impériales» ne relevant que de leur autorité.

Cette dépendance vague et lointaine constituait une indépendance réelle pour les nouvelles républiques, Strasbourg notamment. Elles votaient elles-mêmes leurs constitutions, inspirées de l'organisation romaine. L'autorité principale appartenait à des échevins analogues aux consuls romains. Leur rôle consistait surtout à écarter l'ingérence allemande.

Chaque ville se gouvernant librement formait, comme je viens de le rappeler, une petite république exerçant des droits régaliens, battant monnaie, légiférant à son gré et ne se rattachant à l'empire que par un lien purement honorifique.

Ces diverses républiques levaient des troupes, envoyaient des ambassades et contractaient des alliances sans aucune autorisation de l'empereur. A l'exemple des cantons suisses, elles s'unissaient parfois entre elles pour résister aux invasions, à celle de Charles le Téméraire notamment. En 1354, l'empereur d'Allemagne, Charles IV, sanctionne la célèbre union de dix villes alsaciennes, appelée la Décapole, qui conférait l'unité à l'Alsace sous un protectorat germanique nominal.

L'Alsace ne manquait pas, d'ailleurs, une occasion de prouver son indépendance: refus de payer l'impôt à l'empire; d'accorder l'entrée des villes à des souverains que ces villes ne reconnaissent pas ou de s'allier avec eux. C'est ainsi qu'en 1492, l'Alsace refuse nettement à l'empereur Maximilien de marcher avec lui contre la France.

Les républiques alsaciennes se montrèrent toujours fort démocratiques. Elles expulsèrent plusieurs fois les nobles ou les

obligèrent, s'ils voulaient voter, à se déclarer bourgeois. C'est toujours la même caractéristique d'indépendance ne pouvant supporter aucun joug, politique ou social.

La présence d'étrangers, même de simples ouvriers, fut de tout temps antipathique aux Alsaciens. Quand les progrès de l'industrie les forcèrent à en tolérer, ils formèrent une classe à part, payant un impôt spécial. La cité alsacienne du moyen âge reste aussi impénétrable à toute influence étrangère que les cités grecques dans l'antiquité.

* * * * *

L'Alsace accueillit favorablement la Réforme dont s'accommodait son humeur indépendante, mais ce fut pour elle l'origine de luttes prolongées avec les souverains allemands.

Pour leur échapper, les Alsaciens se tournèrent vers la France, à laquelle, depuis l'époque romaine, leur sympathie était tellement acquise que les empereurs germaniques ne cessaient de leur reprocher ce goût pour la France.

Sous le ministère de Richelieu la sympathie devint alliance. Mais les rois de France n'avaient nullement l'intention d'annexer l'Alsace, contrairement aux allégations allemandes qui prétendent que ce pays leur fut arraché par la violence. C'est d'elles-mêmes, successivement, et par consentement du peuple consulté, que les républiques alsaciennes prêtèrent serment à la France en retour de sa protection jusqu'à la paix générale.

Quand, après l'extension du protectorat français à plusieurs villes alsaciennes, l'Alsace entière, sauf Strasbourg, supplia Louis XIII d'étendre sa protection sur tout le pays, Richelieu s'y opposa

d'abord et n'y consentit qu'après les démarches répétées des Alsaciens.

Le protectorat de la France laissa, d'ailleurs, le pays fort indépendant. Les villes alsaciennes gardèrent leur liberté de conscience et leurs institutions. Rien n'était changé. Une petite garnison française à la charge du roi assurait la défense des villes.

A la paix de Westphalie qui termina la guerre de Trente ans, le protectorat français qui n'était que provisoire se transforma en annexion définitive. L'Allemagne céda, en 1648, l'Alsace au roi de France, en toute souveraineté, moins Strasbourg.

* * * * *

Après avoir échappé à l'absolutisme germanique, l'Alsace manifesta un instant d'appréhension devant l'absolutisme de la monarchie française. Son inquiétude ne fut pas longue. Le pays conserva toutes ses libertés, celle du culte notamment. Respectueux des traités[3], Louis XIV, malgré l'ardeur de sa foi, ne songea jamais à lui imposer la révocation de l'édit de Nantes, bien que plus de la moitié des Alsaciens fussent catholiques.

[3] Article 47 du Traité de Munster (1648), article 5, § 25 du Traité d'Osnabrück.

Nul impôt ne fut établi. La douane française ne s'étendit pas à l'Alsace. Les représentants du roi s'attachèrent seulement à unifier l'administration de la justice, des finances, à procurer au pays la paix, l'ordre et la sécurité. Il prospéra tellement que la population, réduite d'un tiers par les guerres, doubla rapidement.

* * * * *

La même politique libérale continua sous les successeurs de Louis XIV.

Progressivement et de plein gré, l'âme alsacienne s'imprégna de civilisation française, comme elle s'était jadis imprégnée de civilisation romaine. Nos idées et nos actes dirigèrent son évolution morale et l'agrégèrent de plus en plus à la grande patrie.

Les Allemands eux-mêmes, Goethe notamment, reconnaissent qu'à la fin du XVIIIe siècle l'Alsace était complètement française.

La Révolution acheva de fondre son particularisme dans un patriotisme national ardent. On connaît l'élan des volontaires alsaciens en 1792 et comment Strasbourg, la fameuse cité si longtemps retranchée dans sa politique locale, entonna la première l'hymne français, symbole des nouvelles aspirations des peuples.

Jusqu'en 1871, l'Alsace n'a plus d'histoire particulière. Son histoire est celle de la France, dont elle constituait l'une des plus dévouées provinces.

* * * * *

Pendant les cinquante années qui suivirent la guerre de 1871, l'Allemagne exerça sur l'Alsace un pouvoir absolu. Il pouvait se faire si doux et profitable au pays que ses habitants eussent souhaité rester sous la domination de leurs nouveaux maîtres.

On sait qu'il n'en fut rien et que l'Alsace dut subir une oppression tellement intolérable que 250.000 Français préférèrent quitter le pays que de la supporter. Ils furent remplacés par 300.000 Allemands qui ne parvinrent jamais, d'ailleurs, à se mêler au reste de la population.

Ni par la caserne, ni par l'école, ni par les institutions, l'Allemagne ne réussit à germaniser l'Alsace. Son insuccès dans les temps modernes s'avéra aussi complet que dans le passé. Il lui est donc impossible de prétendre avoir fait de l'Alsace, une terre allemande.

* * * * *

On sait avec quel enthousiasme les Alsaciens célébrèrent leur retour à la France. Le régime allemand leur était devenu odieux, non en raison des institutions germaniques, dont quelques-unes étaient excellentes, mais à cause de la dureté et de la brutalité des agents qui les appliquaient. Par suite de leur impuissance à comprendre les caractères d'autres races, les Allemands, ils le reconnaissent eux-mêmes, se sont toujours fait haïr des peuples qu'ils ont gouvernés, alors même que leur action économique rendait d'incontestables services.

Ce fut seulement en matière religieuse, si importante pour l'Alsace, que la domination germanique ne se montra pas oppressive. Espérant conquérir le peuple par l'influence du clergé, les Allemands élevèrent beaucoup les traitements des ministres du culte et respectèrent le Concordat régissant les rapports avec Rome.

Les enseignements de l'Histoire leur avaient appris qu'il ne fallait pas toucher aux croyances religieuses des peuples.

* * * * *

La France victorieuse ne fit pas d'abord preuve de la même sagesse.

Alors que la commission, chargée au moment de la paix de régler le statut religieux de l'Alsace-Lorraine, exigeait à sa tête un esprit impartial, on y plaça un des francs-maçons les plus notoirement intolérants, le président du convent maçonnique du Grand-Orient.

Les Alsaciens catholiques furent naturellement indignés d'un tel choix. Les passages qu'ils ont reproduits des discours de ce franc-maçon ne pouvaient laisser aucun doute sur ses opinions.

Aux Alsaciens qui tiennent essentiellement à ce que leurs enfants reçoivent une instruction religieuse et soient conduits à l'église par l'instituteur, l'intransigeant président de la commission déclarait qu'il faut «libérer l'école des confessions et le cerveau humain des illusions et du mensonge». «Ni Dieu, ni maître», telle était sa formule.

Ces intolérantes conceptions sont des manifestations du terrible esprit jacobin qui,--en politique comme en religion,--a coûté si cher à la France.

Le jacobin, se croyant détenteur de la vérité pure, prétend l'imposer par la force dès qu'on lui en donne le pouvoir. Les dieux qu'il adore dans les temples francs-maçonniques sont les seuls vrais dieux et il ne saurait en tolérer d'autres. Possesseur de certitudes éclatantes, il n'admet pas qu'on les nie et considère comme un devoir d'extirper l'erreur. De là l'intolérance farouche qui les domine.

Après quelques mois d'essais, il fallut bien reconnaître que la mentalité jacobine était inapplicable à l'Alsace.

Il était déjà un peu tard. C'est le jour même du traité de paix qu'on aurait dû protéger l'Alsace contre la mentalité jacobine en confiant l'administration de l'Alsace à des Alsaciens.

Je ne crois pas nécessaire d'expliquer ici pourquoi. L'Alsacien entend rester Alsacien. Il tient à ce qu'on respecte sa foi religieuse, ses écoles et ses usages.

Si nous voulons que l'Alsace ne regrette pas l'Allemagne, la France ne doit y envoyer que des administrateurs entièrement libérés d'esprit jacobin.

CHAPITRE VII

LA SITUATION FINANCIÈRE ACTUELLE. QUELS SONT LES PEUPLES QUI PAIERONT LES FRAIS DE LA GUERRE

Le déséquilibre actuel du monde n'a pas pour seule origine des erreurs psychologiques. Il a aussi pour cause toute une série d'illusions d'ordre économique et d'ordre juridique aussi.

Le droit et la justice représentent des créations humaines que la nature ne connaît pas. C'est même parce qu'elle les ignore que ses progrès ont pu être réalisés.

Les lois naturelles fonctionnent avec la régularité d'un engrenage. Nous protestons contre leur rigueur quand elles s'opposent à nos sentiments, mais ces protestations sont vaines.

Jamais époque ne fut soumise autant que la nôtre aux lois économiques. Jamais pourtant les peuples ne se sont autant insurgés contre elles.

L'Europe assiste précisément aujourd'hui à une conflagration violente entre les nécessités économiques et les sentiments de droit et de justice que viennent heurter ces lois.

Le problème des réparations est l'origine de ce conflit. Conformément à nos conceptions du droit et de la justice, les Allemands doivent réparer leurs dévastations. Mais les lois économiques qui régissent l'interdépendance actuelle des peuples ont une telle force que non seulement des réparations complètes sont à peu près impossibles, mais que les frais qu'elles entraîneraient, au lieu de retomber sur les vaincus, frapperaient non seulement les vainqueurs mais encore des neutres étrangers à la guerre.

Quelques brèves explications suffiront à justifier ces assertions.

* * * * *

Remarquons d'abord que les suivantes explications s'appliquent à l'état actuel de l'Allemagne, mais nullement à son état antérieur, au moment de l'armistice.

On raconte qu'après avoir entendu le maréchal Foch exposer les conditions de l'armistice, un des délégués germaniques demanda timidement quelle somme l'Allemagne aurait à verser. Le généralissime fut bien obligé de répondre que son gouvernement ne lui avait donné aucune instruction à ce sujet.

On sait aujourd'hui que, redoutant une capitulation de son armée et l'entrée des troupes alliées à Berlin, l'Allemagne était disposée à des versements de sommes considérables, qu'elle eût obtenues soit de ses industriels dont la fortune n'avait pas été atteinte, soit d'un emprunt étranger. Cet emprunt eût été facile-

ment souscrit car, si les Allemands étaient militairement vaincus, leur crédit commercial ne se trouvait pas ébranlé. Pendant les pourparlers de paix elle offrit cent milliards.

Cette période passée, les Allemands songèrent aux moyens permettant de se soustraire aux paiements. Par le procédé de l'inflation, ils réussirent à annuler presque totalement la valeur de leurs billets de banque et rendre ainsi impossible tout paiement.

Dans un de ses discours, notre ministre des finances, M. de Lasteyrie, résumait ainsi la situation actuelle:

«Pendant quatre ans, l'Allemagne n'a cherché qu'à gagner du temps, qu'à dissocier l'entente entre les Alliés. Jamais, à aucun moment, elle n'a eu l'intention de nous payer.

Dans le temps même où elle se prétendait incapable de nous payer, elle trouvait des milliards pour développer son outillage économique, reconstituer sa marine marchande, construire des lignes de chemins de fer et des canaux, développer et embellir ses villes.

A la fin de l'année dernière, elle a demandé un moratorium de plusieurs années sans offrir en retour le moindre gage aux Alliés. Si nous avions eu la folie de l'accepter, il eût été pour notre pays un véritable désastre. Y a-t-il, d'ailleurs, des hommes assez naïfs pour se figurer que si l'Allemagne avait trouvé ce moyen de rester plusieurs années sans nous payer, elle aurait consenti ultérieurement, quand elle se serait reconstituée, à reprendre les paiements?

Si le plan de l'Allemagne avait réussi, quelle eût été la situation de nos deux pays? L'Allemagne, par la faillite du mark, au-

rait répudié sa dette intérieure; par la faillite des réparations, elle aurait supprimé sa dette extérieure. Déchargée du poids écrasant des dettes de guerre qui pèse lourdement sur tous les anciens belligérants, elle se serait trouvée dans une situation économique incomparable. Sur tous les marchés du monde, elle aurait régné en maître. Par sa concurrence impitoyable, elle aurait ruiné le commerce extérieur de la plupart des États et provoqué dans le monde entier une crise terrible de chômage.

Pendant ce temps, la France qui aurait tenu à honneur de faire face à ses engagements, qui aurait eu à supporter la charge écrasante de ses réparations, se serait trouvée avec une dette de plusieurs centaines de milliards. Écrasés d'impôts, le commerce, l'industrie, l'agriculture auraient été paralysés dans leur relèvement. Était-ce le droit? Était-ce la justice?»

* * * * *

Ces réalités devenues évidentes aujourd'hui à tous les yeux n'étaient pas très difficiles à prévoir. Cependant, aucun des diplomates présidant à nos destinées pendant la rédaction du Traité de paix n'a vu que l'Allemagne, très solvable au moment de l'armistice grâce aux emprunts qu'elle pouvait alors facilement contracter, chercherait plus tard à se soustraire aux annuités imaginées par des diplomates assez naïfs pour croire possible d'obliger un peuple à payer pendant quarante ans un tribut annuel considérable.

Ce ne fut qu'après les quatorze conférences réunies pendant quatre ans que ces diplomates commencèrent à comprendre la politique allemande. Elle fut, d'ailleurs, soutenue par l'Angleterre qui se souciait peu de voir l'argent allemand passer dans des

maines françaises au lieu d'être versé dans les caisses du commerce britannique.

Revenue de ses illusions la France se décida à l'occupation de la Ruhr, mais la situation économique de l'Europe avait singulièrement changé.

Cette occupation, qui donnera peut-être à la France la sécurité, ne semble pas devoir lui fournir beaucoup de réparations.

* * * * *

Les événements ont, en effet, tourné de telle façon que les Alliés, malgré toutes les pressions qu'ils pourront exercer, ont bien peu de chance d'obtenir aucune réparation.

Pour le montrer nous devons d'abord donner quelques indications sur la situation financière de certains pays.

Remarquons en premier lieu que le problème des réparations ne constitue nullement l'unique cause des bouleversements économiques de l'Europe comme le prétendent les Anglais et que, si les Allemands payaient leurs dettes, notre budget ne reprendrait pas pour cela son ancien équilibre comme on le croit généralement.

Dans un discours prononcé au Sénat le 5 novembre 1922, M. le sénateur Béranger faisait observer que l'ensemble de nos dettes (dette publique, 337 milliards; réparations, 132 milliards, etc.) se montait à 475 milliards, et il ajoutait:

«Si l'on balance ce passif et cet actif, on s'aperçoit que, même si l'Allemagne exécutait ses obligations et si les gouvernements étrangers nous payaient leurs dettes, l'État français se trouverait

encore devant un passif final de $475 - 129 = 346$ milliards de francs-papier au cours du jour.»

* * * * *

Quelle est et quelle sera prochainement notre situation financière?

Elle n'apparaît pas brillante, bien qu'il soit difficile de dire à quel chiffre exact se monte le total de nos dettes.

Pour dissimuler un peu la sinistre grandeur de notre budget de dépenses, il a été divisé en budget ordinaire, budget extraordinaire et budget dit recouvrable.

Le total de ces chiffres donne une dépense annuelle d'environ 44 milliards, alors que les impôts ne produisent pas la moitié de cette somme. Le déficit est, on le voit, formidable.

Le déficit annuel de nos recettes accroît rapidement le chiffre de notre dette.

Sur le détail de nos dépenses, le ministre des Finances donnait en avril 1923 les chiffres suivants: les crédits pour les arrérages des emprunts ont décuplé depuis 1913, passant de 1 milliard 355 millions à 13 milliards 406 millions et constituant ainsi, pour l'exercice 1922, une somme supérieure à la moitié du chiffre total des dépenses. «C'est à cet élément intangible qu'il convient d'attribuer la cause principale de l'accroissement du budget.»

Les charges militaires se montaient en 1919 à 18 milliards 185 millions, se réduisent en 1920 à 7 milliards 648 millions, en 1921 à 6 milliards 312 millions et en 1922 à 5 milliards 341 millions.

Les dépenses des administrations civiles, qui atteignaient en 1920 11 milliards 377 millions, sont encore, en 1922, de 7 milliards 328 millions.

Tous ces chiffres montrent que même si l'Allemagne payait la totalité des annuités qui lui sont réclamées, le déficit annuel de notre budget resterait terriblement élevé.

* * * * *

On a mis longtemps à reconnaître que la formule tant répétée: «L'Allemagne paiera», avec laquelle on prétendit parfois justifier les plus inutiles dépenses, constituait une illusoire espérance.

Étant prouvé maintenant que, toute la dette allemande payée, comme je le montrais à l'instant, notre budget serait encore en déficit, il a bien fallu chercher autre chose.

Accroître l'exploitation de nos richesses naturelles et réduire nos dépenses représente la seule solution possible du problème.

En attendant qu'elle s'impose à tous les esprits, on vivra d'expédients. Grâce à la facilité d'imprimer des billets de banque sans garantie métallique, les dépenses grandissent toujours, et les ministres opposent une résistance très faible à une course vertigineuse vers des catastrophes financières qui ne se réparent pas.

L'exemple de l'Angleterre, dont le budget de 1923 s'équilibrait avec un excédent de plusieurs milliards, grâce surtout à la compression des dépenses par un gouvernement assez fort pour imposer sa volonté au Parlement, n'a pas encore trouvé d'imitateurs en France.

* * * * *

L'Empire britannique, malgré sa prospérité, souffre cependant de l'anarchie économique qui pèse sur l'Europe. Les produits alimentaires que l'Angleterre consomme et les matières premières nécessaires à ses industries lui viennent presque exclusivement du dehors. Elle paie ce qu'elle achète par l'exportation de produits manufacturés. Quel que soit, d'ailleurs, le mode de paiement employé, une marchandise quelconque ne s'obtient, en dernière analyse, qu'en échange d'autres marchandises.

Ces produits manufacturés--véritable monnaie de l'Angleterre--n'ont de valeur utilisable que s'ils trouvent des acheteurs et l'Angleterre a perdu l'une de ses meilleures clientes, l'Allemagne. C'est pourquoi elle s'efforce par tous les moyens, même aux dépens de la France, de restaurer la situation économique de son ancienne cliente.

En attendant, elle cherche d'autres acheteurs, mais comme elle trouve sur les marchés étrangers des concurrents vendant moins cher, il lui faut réduire ses prix de vente, et par conséquent ses salaires, ceux des mineurs notamment.

Cette nécessité provoqua, pendant trois mois, une coûteuse grève des mineurs. Céder aux grévistes aurait eu pour conséquence fatale la ruine commerciale de l'empire britannique.

Ce seul exemple suffirait à montrer la force de certaines lois économiques et l'impossibilité de lutter contre elles.

* * * * *

Jamais les peuples ne se sont autant détestés qu'aujourd'hui. Si la volonté suffisait à faire périr les hommes, l'Europe serait un désert.

Ces haines dureront jusqu'au jour précis où l'opinion générale admettra que les hommes ont plus d'intérêt à s'aider qu'à s'égorger.

Dès avant la guerre, l'évolution des industries et du commerce dont elles sont la base avait fait du domaine économique européen un tout homogène, sans que les gouvernants se fussent rendu compte de ce phénomène. Chaque État européen est pour les autres États d'une importance vitale comme producteur ou comme débouché. Aucun État européen ne peut être ruiné sans que les autres ne soient lésés.

Aujourd'hui ces réflexions se généralisent même chez les Allemands. Mais, pendant la guerre, ils professaient des idées fort différentes et se souciaient très peu de l'interdépendance des peuples, lorsque leur principale préoccupation, en Belgique et en France, était de détruire les usines et les mines dont les produits leur faisaient souvent concurrence. M. Beyens, ancien ministre des Affaires Étrangères de Belgique, rapporte que le baron Bissing, gouverneur allemand de la Belgique, fit tout son possible pour ruiner entièrement l'industrie belge. «Ils pillèrent sans vergogne, dit-il, le matériel de nos usines au profit de leurs concurrents germaniques, et l'on en détruisit de fond en comble les charpentes métalliques.»

* * * * *

Tous les procédés imaginés pour amener l'Allemagne à se libérer conduisent à cette conséquence paradoxale que ce seront les Français et les étrangers qui, finalement, paieront la dette allemande.

A défaut de l'argent qui lui manque, l'Allemagne paie les vivres et les matières premières dont elle a besoin au moyen de ses produits manufacturés et se crée ainsi des ressources.

Avec l'excédent de ses exportations elle aurait pu payer ses dettes. Mais elle eût été alors amenée à une surproduction dont les conséquences furent très bien marquées dans un discours prononcé à Manchester par un ministre anglais. Il disait:

«Si l'Allemagne, pendant les quarante ou cinquante ans à venir, pouvait payer ses dettes, elle se rendrait par là même maîtresse de tous les marchés de l'univers. Elle deviendrait la plus grande nation exportatrice dont il ait jamais été fait mention,-- presque la seule nation exportatrice du globe... Et si, pendant les quarante ou cinquante ans qui vont suivre les États-Unis d'Amérique devaient recevoir tout ce qui leur est dû, ils assisteraient, du même coup, à un déclin marqué de leur commerce d'exportation. Ils verraient leur population privée d'une grande partie de ses arts et de ses industries les plus essentiels. Ils verraient se rompre tout l'ensemble de leur économie nationale. L'Allemagne, la nation débitrice, manifesterait une activité malsaine; les États-Unis, la nation créancière, une stagnation également malsaine.»

Toutes ces évidences émergent lentement du chaos des erreurs économiques où le monde est plongé.

* * * * *

Si l'Allemagne s'acquittait de sa dette en livrant à la France des marchandises en nombre forcément élevé par suite de l'importance de cette dette, notre pays posséderait un tel excédent de produits allemands, que nos industriels seraient obligés de ralentir ou supprimer leurs fabrications. D'où appauvrissement et

chômage général. Un paiement en marchandises conduirait donc la France à perdre d'un côté ce qu'elle recevrait de l'autre.

Pour éviter cette trop visible conséquence, on s'était décidé à établir au profit des Alliés un impôt de 12 % sur les exportations allemandes. Cela signifiait, naturellement, que le prix de vente des marchandises exportées se trouvait majoré de 12 %. Tous les acheteurs de produits allemands, quelle que fût leur nationalité, les payaient donc 12 % plus cher qu'auparavant. Il est bien visible que ce n'étaient pas alors les Allemands, mais les acheteurs de tous pays, qui paieraient une partie des indemnités destinées aux réparations.

On a proposé encore et il n'a peut-être été rien proposé de meilleur, d'obliger les grands industriels allemands à céder un certain nombre des actions de leurs usines, le tiers, par exemple. Mais, ces actions ayant déjà des propriétaires, le gouvernement allemand serait obligé d'indemniser ces derniers. Alors, comme précédemment, le prix des marchandises fabriquées se trouverait augmenté, et ce seraient toujours les consommateurs étrangers qui contribueraient à solder la dette germanique.

Toutes ces incidences avaient d'abord échappé au public, aussi bien, d'ailleurs, qu'aux dirigeants. Elles sont mieux comprises aujourd'hui. L'opinion étrangère à cet égard se trouve clairement exprimée par l'extrait suivant d'un grand journal américain :

« _L'addition de la taxe de 12 % étend un tarif protectionniste sur toutes les nations qui reçoivent d'Allemagne des marchandises. C'est une taxe levée sur le consommateur américain pour toutes les exportations allemandes qui débarquent ici; mais elle va dans le trésor des Alliés, lorsque l'Allemagne l'a recueillie, et

non point dans le trésor des États-Unis, comme le serait une taxe analogue imposée par notre propre fiscalité. Cette taxe aura pour effet d'augmenter les prix et de diminuer les exportations._»

* * * * *

Toutes les constatations qui précèdent, si désagréables soient-elles, méritent d'être méditées. Elles fourniraient à la Société des Nations des arguments contre la guerre d'un bien autre poids que les vagues dissertations humanitaires qui occupent ses séances.

Les répercussions que nous venons d'examiner montrent, en effet, sans contestation possible qu'en raison de l'interdépendance croissante des peuples, lorsqu'une nation est vaincue, ce sont les autres qui se trouvent forcés de payer l'indemnité qu'elle doit au vainqueur.

Cette nécessité, créée par l'évolution économique du monde, était inconnue autrefois. Les grands peuples s'enrichissaient alors par des conquêtes. A l'époque romaine, les sommes prélevées sur les vaincus constituaient une portion notable du budget.

Après la seconde guerre punique, Carthage, suivant Ferrero, versa aux Romains 55 millions de francs, chiffre énorme pour l'époque. Paul Émile, vainqueur de Persée, lui fit payer, au témoignage de Pline, 57 millions. Les vaincus étaient, d'ailleurs, dépouillés de la totalité de ce qu'ils possédaient. Marcellus ayant pris Syracuse, s'empara de tous les objets précieux que contenait la grande cité.

Il n'y a pas longtemps que cet âge héroïque est clos; mais il l'est pour toujours. Les peuples pourront lutter encore, soit pour conquérir l'hégémonie comme l'Allemagne, soit pour conserver

leurs foyers comme les Turcs, mais ils ne sauraient plus désormais s'enrichir aux dépens du vaincu.

Si la Société des Nations cherchait une inscription pour orner le fronton de son palais, je lui recommanderais volontiers celle-ci: «Toutes les guerres modernes sont aussi ruineuses pour le vainqueur que pour le vaincu.» Si l'inscription semblait trop courte, on la compléterait en ajoutant: «C'est sur tous les peuples que retomberont, désormais, les frais d'une guerre entreprise par l'un d'eux. Ils ont donc intérêt direct à s'associer pour empêcher de nouveaux conflits.»

Répéter aux hommes de s'aimer les uns les autres est un conseil que les peuples ne pratiquèrent jamais. «Aidez-vous les uns les autres dans votre propre intérêt» est une maxime qui pourrait transformer le monde si elle descendait dans les cœurs après avoir converti les esprits.

LIVRE II - CHAPITRE PREMIER

LE DÉSÉQUILIBRE SOCIAL

LA DISCIPLINE SOCIALE ET L'ESPRIT RÉVOLUTIONNAIRE

Des âges lointains de la pierre taillée, où l'humanité vivait en tribus errantes, jusqu'aux grandes civilisations modernes, la discipline, c'est-à-dire l'obéissance à certaines règles, a toujours constitué un fondement indispensable de l'existence des sociétés. Plus la civilisation s'élève, plus ces règles se compliquent et plus leur observation devient nécessaire.

Trop protégé par les lois pour en saisir les bienfaits, l'homme moderne n'en perçoit souvent que les gênes. Dans son bel ouvrage: *_Les Constantes du Droit_*, où il prouve que la contrainte est la base fondamentale de toute vie sociale, le grand jurisconsulte belge, Edmond Picard, rappelle le passage suivant de Schopenhauer, montrant ce que serait une société humaine sans le respect obligatoire des lois:

«*_L'État a remis les droits de chacun aux mains d'un pouvoir infiniment supérieur au pouvoir de l'individu, et qui le force à respecter le droit des autres. C'est ainsi que sont rejetés dans l'ombre l'égoïsme démesuré de presque tous, la méchanceté de beaucoup, la férocité de quelques-uns. La contrainte les tient enchaînés. Il en résulte une apparence trompeuse. Mais que le pouvoir protecteur de l'État se trouve, comme il arrive parfois, éludé ou paralysé, on voit éclater au grand jour les appétits insatiables, la fausseté, la méchanceté, la perfidie des hommes._*»

* * * * *

La discipline crée une sorte d'équilibre entre les impulsions instinctives de la nature humaine et les nécessités sociales. Pour l'établir, de rigoureuses sanctions sont d'abord nécessaires. Mais la loi inscrite dans les Codes n'acquiert sa force réelle qu'après s'être incrustée dans les âmes.

La discipline externe imposée par la contrainte se trouve ainsi transformée en une discipline inconsciente, dont l'hérédité fait une habitude. Alors, et seulement alors, les sanctions deviennent inutiles. L'âme est stabilisée. Elle ne l'est pas encore chez tous les peuples.

Très lente à se former et parfois un peu incertaine, la discipline sociale se trouve facilement ébranlée par les grandes catastrophes. Les nations échappées alors aux contraintes des lois n'ont plus pour guides que leurs seules impulsions et ressemblent au navire sans gouvernail ballotté par les flots.

* * * * *

La fondamentale importance de la discipline apparaît quand on constate que les peuples n'arrivent à la civilisation qu'après l'avoir acquise et retournent à la barbarie dès qu'ils l'ont perdue.

Ce fut l'indiscipline des citoyens d'Athènes qui, dans l'antiquité, les conduisit à la servitude, et Rome vit sonner l'heure de la décadence lorsque, tout respect de la discipline étant détruit, il n'exista plus d'autres lois que la volonté d'empereurs éphémères élus et renversés par les soldats. C'est alors que les invasions barbares purent triompher.

Dans un travail ayant pour titre: Comment meurent les Patries, M. Camille Jullian montre que la Gaule indépendante périt de la même façon. «Personne n'obéissait plus aux lois. Justice, finances, tout ce qui fait la règle sociale était à chaque instant brisé.» C'est pourquoi César réalisa si facilement sa conquête.

* * * * *

L'Europe entière traverse actuellement une phase critique d'indiscipline qui ne saurait se prolonger sans créer l'anarchie et la décadence. Les anciens principes jadis fidèlement observés ont perdu leur force, et ceux qui pourraient les remplacer ne sont pas formés.

Si le nombre des révoltés n'est pas encore très grand, celui des indisciplinés devient immense. Dans la famille aussi bien qu'à l'école, à l'atelier et à l'usine, l'autorité du père, du maître et du patron s'affaisse chaque jour davantage. L'insoumission grandit. Partout se constate l'impuissance des chefs à se faire obéir.

L'indiscipline s'accompagne, aujourd'hui, de certains symptômes de désagrégation morale dont voici les principaux: antipathie pour toute espèce de contrainte; décroissance continue du prestige des lois et de celui des gouvernements; haine générale des supériorités, aussi bien celles de la fortune que celles de l'intelligence; absence de solidarité entre les diverses couches sociales et lutte des classes; dédain profond des anciens idéals de liberté et de fraternité; progrès des doctrines extrémistes prêchant la destruction de l'ordre social établi, quel que soit, d'ailleurs, cet ordre; substitution de pouvoirs collectifs autocratiques à toutes les anciennes formes de gouvernement.

De tels symptômes, notamment, l'horreur des contraintes et l'indiscipline résultant du mépris des lois, ont pour conséquence fatale le développement de l'esprit révolutionnaire avec ses inséparables compagnons: la violence et la haine.

* * * * *

Il est visible, d'après ce qui précède, que l'esprit révolutionnaire représente un état mental beaucoup plus qu'une doctrine.

Une des caractéristiques du révolté est son impuissance d'adaptation à l'ordre de choses établi. Son besoin de renverser résulte, en grande partie, de cette incapacité.

Hostile à toute organisation, il s'insurge même contre les membres dirigeants de son parti dès que ce parti triomphe. Semblable phénomène s'est manifesté dans chacune des révolutions de l'Histoire. Les Montagnards y combattirent toujours les Girondins.

La mentalité révolutionnaire semble impliquer une grande indépendance d'esprit. Il en est tout autrement en réalité. La véritable indépendance d'esprit exige un développement de l'intelligence et du jugement que les révolutionnaires ne possèdent guère. Réfractaires en apparence à l'obéissance, ils éprouvent un tel besoin d'être dirigés qu'ils se soumettent facilement aux volontés de leurs meneurs. C'est ainsi que les plus avancés de nos extrémistes acceptaient avec une respectueuse docilité les ordres impératifs émanés du grand pontife bolcheviste régnant à Moscou.

En fait, la majorité des esprits aspire beaucoup plus à l'obéissance qu'à l'indépendance. L'esprit révolutionnaire ne supprime nullement ce besoin. Le révolté est un homme qui obéit facilement mais demande à changer souvent de maître.

Quand un pays se trouve en pleine période d'équilibre, la discipline générale empêche l'esprit révolutionnaire des inadaptés de se propager par contagion mentale. Ce n'est qu'aux époques troublées, où la résistance morale s'affaiblit, que le microbe révolutionnaire exerce ses ravages.

Toutes les considérations sur les dangers et l'inutilité des révolutions sont d'ailleurs inutiles, parce que, je le répète, l'esprit révolutionnaire constitue un état mental et non une doctrine. La doctrine n'est qu'un prétexte servant d'appui à l'état mental. Ce

dernier subsiste, par conséquent, même quand la doctrine a triomphé.

En même temps que se propage chez beaucoup de peuples l'esprit de révolte, l'autorité faiblit. Cherchant à suivre et à contenter une opinion incertaine les gouvernants, de moins en moins écoutés, cèdent de plus en plus.

Les chefs des partis révolutionnaires, syndicalistes et socialistes unifiés par exemple, ne sont pas mieux obéis. Nous avons vu que les grèves sont souvent, comme celle des cheminots, déclenchées en dehors de la volonté des dirigeants. Ne pouvant conduire le mouvement ils le suivent, pour ne pas paraître abandonnés de leurs troupes.

* * * * *

Si la propagande révolutionnaire recrute aujourd'hui tant d'adeptes dans divers pays, ce n'est pas à cause des théories qu'elle propose, mais en raison de l'indiscipline générale des esprits.

Seules, les élites pourront réussir à combattre ce vent d'indiscipline qui menace de renverser les civilisations. Elles n'y parviendront que si leur caractère s'élève au niveau de leur intelligence.

Comme notre Université l'oublie toujours, et comme les Universités anglo-saxonnes ne l'oublient jamais, la discipline et les qualités qui font triompher l'homme dans la vie ne se fondent pas sur l'intelligence, mais seulement sur le caractère.

CHAPITRE II

LES ÉLÉMENTS MYSTIQUES DES ASPIRATIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Quand on recherche les sources des théories révolutionnaires qui agitent le monde, on constate que, derrière leurs formes diverses: communisme, socialisme, syndicalisme, dictature du prolétariat, etc., se trouvent une illusion mystique commune et des sentiments identiques.

L'illusion mystique, dont nous étudierons bientôt la genèse, a pour conséquence cette conviction que l'ouvrier, étant plus capable que le bourgeois de diriger l'État et les entreprises industrielles, doit, comme en Russie, prendre sa place.

Les sentiments servant de soutiens aux nouvelles doctrines sont, chez les chefs, l'ardente ambition de s'emparer d'un fructueux pouvoir, chez les simples fidèles la haine jalouse de toutes les supériorités.

Cette haine des supériorités fut très typique en Russie et se manifesta nettement dès les débuts de sa révolution. Les intellectuels, dont la disparition révèle aujourd'hui l'importance sociale, furent aussi persécutés et massacrés que les capitalistes. Innombrables sont les faits analogues à celui observé après la prise de Bakou, lorsque les bolchevistes mirent à la tête de l'Université un ancien portier assisté de garçons de salle illettrés et de manœuvres.

D'une façon générale, on peut dire que toutes les aspirations populaires qui se manifestent en Europe représentent surtout

une lutte contre les inégalités de l'intelligence et de la fortune que la nature s'obstine à créer.

Les idées condensées dans la formule: dictature du prolétariat, sont devenues l'évangile de masses ouvrières dont ce titre flatte la vanité. Le pouvoir qu'elles ont acquis, grâce aux syndicats et aux grèves, leur semble un pouvoir souverain devant lequel tous les autres doivent plier. Dans la société future, le manœuvre seul serait roi.

* * * * *

L'insuccès des expériences des dictatures populaires et notamment du communisme dans divers pays n'a pas du tout converti les adeptes de ces doctrines.

L'étonnement causé par cette constatation prouve que le mécanisme de la crédulité populaire est encore assez méconnu. Il ne sera donc pas inutile d'en rappeler brièvement la genèse.

Au premier abord, les nouvelles doctrines paraissent avoir pour uniques soutiens des appétits très matériels, puisqu'il ne s'agit, en apparence, que de dépouiller une classe au profit d'une autre.

Ces dogmes et l'évangile communiste qui leur sert de code s'appuient bien en effet sur des intérêts matériels, mais ils doivent leur force principale à des éléments mystiques, identiques à ceux qui, depuis les origines de l'Histoire, ont dominé la mentalité des peuples.

Malgré tous les progrès de la philosophie, l'indépendance de la pensée reste une illusoire fiction. L'homme n'est pas conduit seulement par des besoins, des sentiments et des passions. Une

croyance est nécessaire pour orienter ses espérances et ses rêves. Jamais il ne s'en est passé.

L'antique mysticisme a conservé, toute sa puissance. Ses manifestations n'ont fait que changer de forme. La foi socialiste tend à remplacer les illusions religieuses. Dérivée des mêmes sources psychologiques, elle se propage de la même façon.

J'ai déjà montré longuement, ailleurs, que le mysticisme, c'est-à-dire l'attribution de pouvoirs surnaturels à des forces supérieures: dieux, formules ou doctrines, constitue un des facteurs prédominants de l'Histoire.

Il serait inutile de revenir ici sur des démonstrations qui m'ont servi, jadis, à interpréter certains grands événements, tels que la Révolution française et les origines de la dernière guerre. Je me bornerai donc à rappeler que la domination de l'esprit par les forces mystiques peut seule expliquer la crédulité avec laquelle furent admises à tous les âges les plus chimériques croyances.

Elles sont acceptées en bloc sans discussion. Dans le cycle du mysticisme où s'élabore la foi, l'absurde n'existe pas.

Dès que, sous l'influence des éléments de persuasion que je résumerai plus loin, la foi dans une doctrine nouvelle envahit l'entendement, elle domine entièrement les pensées du convaincu et dirige sa conduite. Ses intérêts personnels s'évanouissent. Il est prêt à se sacrifier au triomphe de sa croyance.

Certain de posséder une vérité pure, le croyant éprouve le besoin de la propager, et ressent une haine intense à l'égard de ses détracteurs.

L'interprétation d'une croyance variant, naturellement, suivant la mentalité qui l'accepte, les schismes et les hérésies se multiplient bientôt, sans ébranler d'ailleurs les convictions du croyant. Ils ne sont pour lui qu'une preuve de la mauvaise foi des adversaires.

Les défenseurs de chaque secte nouvelle dérivée d'une croyance principale éprouvent bientôt les uns pour les autres une aversion aussi forte qu'envers les négateurs de leurs doctrines. Ces haines entre croyants sont d'une extrême violence et vont bientôt jusqu'au besoin de massacrer leurs adversaires.

On peut juger des sentiments que professent entre eux les défenseurs de doctrines à peu près identiques séparées seulement par quelques nuances, en lisant le compte rendu suivant de la séance d'ouverture d'un récent Congrès syndicaliste de Lille, rapporté par un rédacteur du Matin.

« J'ai encore devant les yeux le spectacle indescriptible d'une salle en furie, semblable à une mer déchaînée qui emporte tout sur son passage. Je revois les faces exaspérées de colère, les bouches vomissant des injures, les matraques tournoyantes. J'ai l'oreille pleine des hurlements des combattants, des cris des blessés, des injures échangées et du bruit des revolvers. De ma vie je n'ai assisté à pareil débordement de haines. »

Ce ne sont guère, du reste, que les extrémistes de chaque doctrine qui arrivent à ces fureurs. Ils se recrutent parmi des dégénérés, des faibles d'esprit, des impulsifs. Leurs violences sont grandes, mais leur personnalité si vacillante qu'ils éprouvent un impérieux besoin d'être guidés par un maître.

Ces dégénérés représentent les plus dangereux des extrémistes. On a remarqué que, pendant la domination des communistes en Hongrie, les principaux agents du dictateur Bela Kuhn étaient recrutés parmi des juifs atteints de tares physiques répugnantes. La foi nouvelle, qui permettait de faire périr dans d'affreux supplices les plus éminents citoyens, leur fournissait un excellent prétexte pour se venger des humiliations auxquelles la dégénérescence condamne ses victimes.

* * * * *

Dès qu'une croyance mystique, si absurde qu'on la suppose, est établie, elle attire bientôt une foule d'ambitieux avides et de demi-intellectuels sans emploi. Avec les doctrines les moins soutenables, ils édifient facilement des institutions sociales théoriquement parfaites.

A l'époque où la civilisation était peu compliquée, les illusions mystiques n'avaient pas de bien fâcheuses conséquences. Dans l'ancienne Égypte, les institutions dérivées de l'adoration du crocodile ou de divinités à tête de chien s'adaptaient facilement à une civilisation locale très simple, où les difficultés de la vie étaient minimales et les relations extérieures presque nulles.

Il en est tout autrement aujourd'hui. Avec les progrès de l'industrie et les relations entre peuples, la civilisation devient formidablement compliquée. Dans cet édifice, dont l'entretien exige des capacités techniques supérieures, les chimériques fantaisies des rêveurs ne peuvent engendrer que ruines et carnages.

* * * * *

Le besoin d'une foi mystique est le terrain sur lequel germent les croyances. Mais comment s'établissent et se propagent ces croyances?

L'erreur, aussi bien, du reste, que la vérité, ne se fixent jamais dans l'âme populaire au moyen de démonstrations rationnelles. Elles sont acceptées en bloc sous forme d'assertions qui ne se discutent pas.

Ayant longuement insisté ailleurs sur le mécanisme de la formation des croyances, je me bornerai à rappeler qu'elles se forment sous l'influence de quatre éléments psychologiques fondamentaux: l'affirmation, la répétition, le prestige et la contagion.

Dans cette énumération, la raison ne figure pas, à cause de sa faible influence, sur la genèse d'une croyance.

L'affirmation et la répétition sont les plus puissants facteurs de la persuasion. L'affirmation crée l'opinion, la répétition fixe cette opinion et en fait une croyance, c'est-à-dire une opinion assez stabilisée pour rester inébranlable.

Le pouvoir de la répétition sur les âmes simples--et souvent aussi sur celles qui ne sont pas simples--est merveilleux. Sous son influence, les erreurs les plus manifestes deviennent des vérités éclatantes.

Heureusement pour l'existence des sociétés, les moyens psychologiques capables de transformer l'erreur en croyance permettent aussi de faire accepter la vérité sous forme de croyance. Les défenseurs de la vieille armature sociale qui nous soutient encore l'oublent trop souvent.

Pour transformer en croyances--puisqu'elles ne peuvent s'imposer autrement--les vérités économiques et sociales sur lesquelles la vie des peuples repose, les apôtres de ces vérités doivent se résigner à l'adoption des seules méthodes de persuasion capables d'agir sur l'âme populaire. Aux affirmations violentes et répétées de l'erreur, ils doivent opposer des affirmations aussi violentes et aussi répétées de la vérité, opposer surtout des formules à des formules.

C'est avec des méthodes analogues que les fascistes italiens contribuèrent à endiguer le flot communiste qui menaçait de submerger la vie industrielle de leur pays, et contre lequel le gouvernement se reconnaissait impuissant.

* * * * *

Plusieurs sociétés modernes font songer à cette époque de décadence où, reniant ses dieux et abandonnant les institutions qui avaient assuré sa grandeur, Rome laissa détruire sa civilisation par des barbares sans culture, n'ayant d'autre force que leur nombre et la violence de leurs appétits.

Les grandes civilisations périssent dès qu'elles ne se défendent plus. Celles, déjà nombreuses, qui ont disparu de la scène du monde furent surtout victimes de l'indifférence et de la faiblesse de leurs défenseurs. L'Histoire ne se répète pas toujours, mais les lois qui la régissent sont éternelles.

CHAPITRE III

LA SOCIALISATION DES RICHESSES

Parmi les erreurs d'ordre économique qui bouleversent actuellement le monde figurent les illusions socialistes. Présentées sous des formes diverses, toutes s'accordent, cependant, sur une même formule: socialisation des richesses.

Au cours de l'évolution du monde, le prestige des dieux a quelquefois pâli, mais les formules magiques n'ont jamais perdu leur empire. C'est avec elles que les hommes furent toujours conduits.

Religieuses, politiques ou sociales, elles agissent de la même façon et ont une commune genèse. Leur influence ne dépend pas des parcelles de vérité qu'elles contiennent, mais uniquement du pouvoir mystique que leur attribuent les foules.

Les Sociétés se trouvent, aujourd'hui, menacées de profonds bouleversements par cette nouvelle formule: _la socialisation des richesses_. Au dire de ses apôtres, elle doit créer l'égalité parfaite entre les hommes et une félicité universelle.

La magique promesse s'est rapidement répandue à travers les classes ouvrières de tous les pays. Après avoir ruiné la vie économique de la Russie, elle semble destinée à exercer ses ravages dans l'Europe entière. L'Amérique seule l'a repoussée avec énergie, pressentant son rôle funeste sur la prospérité des nations.

Ce fut uniquement pour obtenir la nationalisation rêvée que les cheminots Français réalisèrent, à l'occasion d'un 1er mai, une tentative de grève générale.

Cette grève, contrairement à toutes celles qui la précédèrent, n'avait nullement pour but d'accroître les salaires. La Confédération Générale du Travail le prouva en déclarant que l'objectif du

mouvement n'était pas une augmentation de salaires, mais uniquement le désir d'imposer la nationalisation des chemins de fer.

Il n'existait pas, sans doute, plus d'un gréviste sur mille capable de dire en quoi consistait la nationalisation réclamée et d'expliquer son futur mécanisme. On peut même considérer comme probable que les rares grévistes susceptibles de comprendre quelque chose à ce qu'ils demandaient auraient donné chacun sur la nationalisation, des explications totalement différentes. Pour l'immense majorité la nationalisation signifiait simplement que les chemins de fer auraient été exploités à leur profit.

En fait, les grévistes suivirent leurs meneurs simplement parce qu'ils étaient des meneurs et sans chercher à s'expliquer le but des ordres reçus.

N'oublions pas, d'ailleurs, que les plus furieuses luttes religieuses de l'histoire furent engagées entre des hommes incapables de rien discerner dans les questions théologiques qui divisaient leurs chefs. Les lois de la psychologie des foules expliquent facilement ce phénomène.

Les vagues explications données par les défenseurs officiels de la nationalisation avaient pour seule base une série d'affirmations sans preuves. Leur meilleur défenseur les a résumées dans les lignes suivantes:

«Opposition du bénéfice capitaliste à l'intérêt collectif. Les diverses industries, celle des chemins de fer notamment, doivent devenir une propriété collective gérée pour le compte de la collectivité, non par l'État, mais par une organisation autonome dirigée par un conseil composé de représentants de la collectivité. Un

conseil central réglerait les salaires, le choix et l'avancement du personnel.»

Il est visible que cette prétendue socialisation se ramènerait simplement à remplacer les Compagnies actuelles par d'autres Compagnies formées d'agents des chemins de fer.

Mais, pour que les employés puissent gagner quelque chose à cette substitution, il leur faudrait posséder des capacités supérieures à celles des ingénieurs et des spécialistes dirigeant actuellement le service singulièrement compliqué des chemins de fer.

Les administrateurs actuels, hommes fort compétents, travaillent non pour enrichir quelques capitalistes comme l'affirment les socialistes, mais pour rétribuer maigrement la poussière de petits actionnaires entre lesquels est divisée la possession des réseaux. Dépouiller totalement ces actionnaires par la socialisation des réseaux augmenterait de bien peu le salaire actuel des employés.

Au fond, les promoteurs de tels mouvements ne sauraient se faire illusion sur leurs résultats possibles. Ils espèrent simplement que la socialisation des Compagnies serait réalisée à leur profit. S'ils organisent de ruineuses grèves, c'est uniquement pour devenir maîtres à leur tour.

* * * * *

Existe-t-il un antagonisme réel entre les intérêts capitalistes et les intérêts collectifs? Peut-on vraiment dire que, dans les sociétés actuelles, «le travail ne s'effectue pas au profit de tous, mais uniquement pour les intérêts de quelques-uns»?

En réalité c'est, au contraire, l'immense majorité des travailleurs qui bénéficie de la capacité des élites. Il en a toujours été ainsi depuis les débuts de l'évolution industrielle moderne. Ce ne furent jamais les simples travailleurs qui créèrent les progrès dont ils ont profité.

Le travail manuel et l'habileté professionnelle ne sont nullement, d'ailleurs, les principaux éléments de la production et de la richesse. L'esprit d'entreprise, d'invention et d'organisation, la hardiesse à risquer et le jugement constituent des facteurs autrement importants.

C'est de telles facultés qu'est constitué le capital d'un peuple. Si la Russie tira toujours si peu de profits de son sol, malgré ses immenses richesses agricoles et minières et sa population également immense, c'est qu'elle a toujours manqué de capacités.

Croire que le capital d'un pays se compose surtout de mines, de terres, d'habitations, d'actions et de numéraire, est une dangereuse illusion. Ce capital reste sans valeur par lui-même. Un pays privé de ses capacités serait condamné à une ruine rapide.

Actuellement, en raison des grèves qui se multiplient et de la mauvaise volonté des ouvriers, notre capital est fort mal exploité. Chaque grève nouvelle rend le pays un peu plus pauvre, la vie un peu plus chère, l'avenir un peu plus incertain. Les socialistes seuls se réjouissent d'une situation dont ils seront cependant, comme les extrémistes de tous les âges, les premières victimes.

* * * * *

A toutes les évidences qui viennent d'être formulées sur les sources de la richesse, socialistes et syndicalistes, unis par une

haine commune, n'opposent que leurs affirmations. Durant les dernières élections, la Fédération Socialiste de la Seine avait publié le manifeste suivant:

«Dans tous les pays, deux forces se heurtent, mises en mouvement par l'éclosion de la jeune République socialiste des Soviets:

Le prolétariat, d'un côté;

La bourgeoisie de l'autre.

Partout, le travail se dresse contre le parasitisme.

Il faut que le parasitisme soit vaincu.»

Inutile d'insister sur le côté rudimentaire de telles conceptions. C'est pourtant avec des assertions d'un tel ordre que le monde a été tant de fois bouleversé.

Les Allemands qui, sous l'influence de leurs extrémistes, furent obligés d'essayer la socialisation, en sont vite revenus.

«Nous sommes menacés, écrivait la *„Deutsche Tageszeitung“*, d'une anarchie économique pareille à l'anarchie politique, avec cette différence que les conséquences en seront encore plus désastreuses. La classe ouvrière se rendra compte trop tard des erreurs qu'elle commet. Non seulement elle est en train d'anéantir l'avenir de l'Allemagne et de supprimer les sources dont elle vit, mais encore elle détruit ce qu'on a considéré jusqu'alors comme le plus précieux de tous les biens: son organisation.»

* * * * *

La tension des rapports entre des classes sociales qui, cependant, auraient tout intérêt à s'entendre, devient considérable.

Elles sont d'ailleurs beaucoup plus divisées par des jalousies et des haines que par des intérêts.

Leurs divergences proviennent surtout de l'effort des politiciens socialistes qui, pour conquérir le pouvoir, ne cessent d'exciter les passions des sphères ouvrières et de provoquer leurs plus extravagantes revendications. Ils soutiennent indistinctement toutes les grèves, les estimant une étape vers la dictature du prolétariat. La société capitaliste se trouve représentée comme une sorte de monstre destiné à être prochainement détruit au profit du prolétariat.

Peu importe, bien entendu, à ces politiciens, les ruines provoquées. C'est leur propre dictature qu'ils rêvent d'installer sous prétexte d'établir celle du prolétariat.

Si l'expérience était susceptible d'instruire les peuples, les tentatives de socialisation faites en Russie seraient considérées comme catégoriques.

Les chemins de fer et les mines y ont été socialisés et, en quelques mois, leur désorganisation devint telle que, malgré un travail de douze heures par jour imposé aux ouvriers, les dictateurs en furent réduits à requérir à prix d'or de l'étranger les capacités qu'ils ne possédaient plus.

Mais un des merveilleux privilèges de la foi est d'empêcher le croyant de percevoir les faits contraires à sa foi. On ne cite guère qu'un seul socialiste, M. Erlich, qui, revenu de Russie, ait donné sa démission du parti socialiste unifié, le voyant s'orienter de plus en plus vers le bolchevisme. Dans sa lettre de démission, ce député disait:

«Je ne puis comprendre que le parti socialiste unifié, loin d'avoir le courage de répudier et de flétrir les excès et les crimes du bolchevisme russe, donne, au contraire, celui-ci en exemple et en admiration à la classe ouvrière française.

Certes, la bourgeoisie russe est ruinée; mais avec elle a sombré également toute l'industrie nationale, au plus grand détriment du prolétariat russe, mais, par contre, pour le plus grand profit de l'industrie allemande, qui est en train de prendre sa place. Le bolchevisme n'a su engendrer que la famine et la disette dans cette Russie qui, hier encore, était la nourricière d'une grande partie de l'Europe. Les prétendues méthodes de la dictature bolchevique laissent loin derrière elles les pires horreurs de l'inquisition et du tsarisme. Toutes les libertés individuelles sont abolies, et, chaque jour, des centaines d'ouvriers et d'intellectuels russes, dont le seul crime est de ne pas penser comme les bolcheviks, sont massacrés sans le moindre jugement par des mercenaires magyars et chinois.»

* * * * *

Les dernières élections ont montré, par les 50.000 voix données au bolcheviste Sadoul, quels progrès le bolchevisme a réalisés parmi la classe ouvrière.

Si, dans la lutte actuelle ou prochaine qui menace la civilisation, l'État cédait, il n'aurait plus qu'à abandonner la place aux chefs du prolétariat.

Ce n'est pas, malheureusement, sur l'énergie des gouvernants qu'il faut compter. La force de l'opinion sera beaucoup plus efficace. Pendant la grande grève des cheminots, le public était tellement exaspéré contre les perturbateurs qui sacrifiaient l'intérêt

général à leurs ambitions particulières, qu'en province beaucoup de fournisseurs: épiciers, boulangers, marchands de vin même, refusaient de rien vendre aux grévistes.

Le résultat final de ces conflits n'est pas prévisible encore. Nous sommes certains que les nations seront toujours conduites par leurs élites; mais le triomphe momentané d'éléments inférieurs pourrait causer--comme en Russie et en Hongrie--d'irréparables ruines.

Aux meneurs de la classe ouvrière, «le grand soir» semble proche. C'est, en réalité, une grande nuit qu'établirait sur le monde la réalisation de leurs rêves.

CHAPITRE IV

LES EXPÉRIENCES SOCIALISTES DANS DIVERS PAYS

En matière de dogme religieux l'expérience est totalement dépourvue d'action sur l'âme des croyants. Leurs illusions restent irréductibles.

En matière de croyances politiques et sociales l'expérience n'a pas plus d'action sur les convaincus mais elle peut agir sur les esprits hésitants dont les convictions définitives n'étaient pas formées.

Une des caractéristiques de l'heure présente est la dissociation des anciens principes sur lesquels les sociétés étaient fondées. Les perturbations de toute sorte créées par la guerre ont continué

cette dissociation et provoqué de nouvelles aspirations dans l'âme populaire.

Les idées directrices actuelles se partagent en deux tendances nettement opposées: les conceptions nationalistes avec leur besoin d'hégémonie et les conceptions internationalistes rêvant d'établir une fraternité universelle.

Le nationalisme, dont le patriotisme représente une forme, est considéré par tous les gouvernants comme une nécessité de l'Histoire. Elle montre, en effet, que le culte de la patrie fit toujours la force des nations et que son affaissement marqua leur décadence.

L'internationalisme, professé surtout par les classes ouvrières, résume la tendance exactement contraire. Rejetant l'idée de patrie, il prétend fusionner les nations, sans se préoccuper, ni seulement les apercevoir, des différences de mentalité et d'intérêts qui séparent les peuples.

A l'époque probablement fort lointaine où le monde se trouvera régi par la raison pure, cette dernière conception sera parfaite, car, en dehors même de la sentimentalité vague qui pousse les classes ouvrières des divers pays à fraterniser, nous avons vu que l'évolution industrielle du monde conduit les nations à une interdépendance croissante d'où résulte pour elles la nécessité de s'entr'aider au lieu de se détruire.

De nos jours, cette nécessité reste une vérité inactive parce qu'elle se heurte aux sentiments et aux passions, seuls guides actuels de la conduite des peuples.

* * * * *

Les gouvernements modernes se trouvent ainsi en présence de cette antinomie: favoriser l'internationalisme qui représente l'avenir, mais laisse un peuple désarmé, ou développer le nationalisme avec tous les armements ruineux nécessités par de menaçantes agressions.

Ce conflit entre idées contradictoires condamne les hommes d'État à une politique au jour le jour, ne pouvant tenir compte de lendemains inconnus. Les foules ayant perdu confiance dans leurs chefs, obéissent à ces primitifs instincts qui renaissent toujours dès que l'antique armature d'une société est violemment ébranlée.

L'écroulement des idoles et la servilité des élus issus de votes populaires font croire aux foules que le monde doit leur appartenir. La force est aujourd'hui l'unique loi qu'elles respectent.

A l'époque de la grève des mineurs, qui faillit ruiner la Grande-Bretagne, un journal anglais remarquait que les contrats entre patrons et représentants des ouvriers étaient constamment violés par ces derniers dès qu'ils y trouvaient leur intérêt, et en vertu de ce principe fondamental que la force d'une collectivité crée son droit.

Ce droit crée-t-il à son tour les capacités que l'évolution industrielle exige? Les expériences de gouvernements populaires récemment tentées permettent de répondre à cette question.

Toutes les affirmations des socialistes ayant été réfutées depuis longtemps sans que cette réfutation ait entravé leur influence, il était nécessaire que fût réalisée l'expérience socialiste. Elle le fut récemment, de façon décisive, dans divers pays. Ses ré-

sultats sont si connus qu'on peut se borner à les rappeler brièvement.

* * * * *

En dehors du socialisme intégral tenté dans divers États, plusieurs nations, la France, notamment, ont été soumis depuis longtemps aux tendances socialistes des Parlements. Elles se sont heurtées toujours à des obstacles dérivés, les uns de la structure psychologique de l'homme, les autres des nécessités économiques modernes. Le choc entre les théories utopistes et les inflexibles lois naturelles a coûté fort cher.

Les principaux résultats des influences socialistes parlementaires dans divers pays furent de soumettre beaucoup d'industries à une gestion gouvernementale collective, c'est-à-dire à un étatsisme général. Des expériences, cent fois répétées, en ont montré les ruineux effets.

Si ces conséquences furent identiques dans tous les pays et dans toutes les industries, c'est simplement parce que la gestion collective détruit les plus puissants ressorts psychologiques de l'activité humaine: l'intérêt personnel, le sens des responsabilités, l'initiative, la volonté, en un mot les éléments générateurs de tous les progrès qui ont transformé les civilisations.

* * * * *

Les résultats des tendances socialistes permettaient de pressentir ceux que produirait leur définitif triomphe.

Bien des observateurs avaient prédit les catastrophes qu'engendrerait le triomphe complet du socialisme; mais la valeur de

ces prédictions pouvait être contestée, puisque aucune réalisation totale n'était venue les vérifier.

Aujourd'hui, cette réalisation a été tentée par plusieurs peuples. Les résultats obtenus furent identiques partout.

Si l'expérience s'était limitée à la Russie, on aurait pu soutenir qu'un essai tenté chez un peuple demi-civilisé n'était pas absolument probant. Seule, l'expérience faite chez une nation de haute culture pouvait être démonstrative. C'est pourquoi les tentatives de socialisme qui triomphèrent momentanément en Allemagne, en Hongrie et en Italie présentent un intérêt pratique considérable.

Au lendemain de sa défaite, l'Allemagne se trouva dans une période de trouble et de tâtonnements. La guerre lui ayant montré le danger des principes sur lesquels avait été édifiée sa puissance, elle fut naturellement conduite à en chercher d'autres.

Le socialisme s'offrit ou, plutôt, s'imposa pour réparer les maux créés par une monarchie militariste. Faute de mieux, l'Allemagne accepta d'en faire l'essai.

Elle connut alors, en quelques mois, toutes les formes du socialisme, depuis le bolchevisme avec ses soviets, ses pillages et ses massacres, jusqu'à un socialisme anodin, ne conservant de la doctrine que certaines formules.

Au moment de la débâcle, ce fut, d'abord, une révolution violente et le renversement brusque des monarchies séculaires qui gouvernaient les divers États confédérés de l'Empire.

Pendant cette première phase, les partis extrêmes triomphèrent. Les spartakistes bolchevistes régnèrent plusieurs mois,

pillant, massacrant et dominant le pays par la terreur, puis instaurant une période de dictature du prolétariat, c'est-à-dire de quelques meneurs du prolétariat.

Des conseils d'ouvriers, à l'image des Soviets russes, s'établirent partout. Il s'ensuivit naturellement, comme en Russie, une complète anarchie.

Les résultats de cette phase socialiste sont bien marqués dans l'extrait suivant d'un grand journal allemand:

«La révolution a compromis le patrimoine national allemand que quatre années de guerre avaient à peine entamé. Les impôts, les confiscations, ont déterminé un exode des capitaux qu'aucune mesure policière ne peut arrêter. Les immeubles, les fabriques, avec leurs machines, qui ne peuvent pas émigrer, sont cédés à bas prix à des étrangers. Les Anglais achètent des mines dans le bassin de la Ruhr. La «National City Bank», de New-York, s'installe à Berlin et dans d'autres grandes villes allemandes.»

* * * * *

Cette période n'a pas duré, parce que la dictature communiste montra rapidement, comme en Russie, son incapacité.

Une autre raison, d'ordre psychologique, l'aurait d'ailleurs empêchée de se prolonger. Cette raison fondamentale, inaccessible aux socialistes, se résume dans la loi suivante:

Quelles que soient les institutions imposées à un peuple ou momentanément acceptées par lui, elles se transforment bientôt suivant la mentalité de ce peuple.

Une telle transformation s'observe dans tous les éléments de civilisation, y compris la religion, la langue et les arts. J'ai consacré, jadis, un volume à la démonstration de cette loi primordiale. Elle domine la politique et l'histoire[4].

[4] Lois Psychologiques de l'Évolution des Peuples (15e édition).

Sous son action le socialisme allemand évolua rapidement.

On le voit en constatant, par exemple, ce qu'est devenue l'institution des Soviets, c'est-à-dire des conseils d'ouvriers, base essentielle du Bolchevisme.

Dans la nouvelle Constitution, un article instituait des conseils d'ouvriers «pour la défense des intérêts économiques des travailleurs. Le gouvernement est obligé de leur soumettre, à titre consultatif, tous les projets de loi de nature économique».

Le soviet ainsi transformé n'est plus, on le voit, un rouage de gouvernement, puisqu'il est devenu seulement consultatif.

La constitution des soviets russes était fort différente. Des milliers de petits conseils devaient, théoriquement du moins, diriger les intérêts locaux.

Une telle organisation se montra, d'ailleurs, irréalisable. Tous les soviets se considérant comme indépendants, la volonté d'un soviet local était bientôt entravée par celle d'autres soviets.

Le soviet russe représentait, en réalité, le stade le plus inférieur des sociétés primitives. On ne l'observe plus en effet qu'au sein de tribus sauvages.

* * * * *

Après s'être débarrassée du Bolchevisme et des soviets, l'Allemagne eut encore à lutter contre certaines tentatives socialistes, notamment la confiscation et l'administration par l'État de la propriété privée et de toutes les usines de production.

La lutte du gouvernement allemand contre les projets de socialisation se prolongea jusqu'au jour où le public finit par comprendre que l'idée de socialisation reposait sur des erreurs psychologiques et que sa réalisation déterminerait la ruine économique du pays où elle se généraliserait.

Dans l'espoir de satisfaire les derniers militants socialistes, les gouvernants allemands maintinrent encore le principe de la socialisation dans leurs discours, mais ils ne songèrent à socialiser que des industries pouvant--comme les tabacs en France,--par exemple devenir des monopoles d'État productifs.

Pour les autres industries, l'opinion générale est assez bien représentée dans le passage suivant d'un journal allemand:

«... Si le socialisme met la main sur le charbon et le fer, il s'empare, en même temps, de toutes les autres industries, et c'en est fait de la libre concurrence et des capacités individuelles. Or, il faut que nous ne perdions pu de vue le fait que les exploitations de l'État ne sont pas vivifiées par la concurrence, qu'elles entraînent des frais considérables, qu'elles excluent l'exportation; qu'au contraire, l'activité privée et l'intérêt individuel représentent des forces puissantes et indestructibles, qui font jaillir des sources les plus profondes les trésors de la nature et donnent à un peuple la richesse et la considération.»

Les plus socialistes des dirigeants allemands eux-mêmes reconnaissent que les industries et le commerce d'exportation

doivent être laissés en dehors de toute socialisation et rester complètement libres.

* * * * *

Le Bolchevisme n'a pas été expérimenté seulement en Russie et en Allemagne, mais aussi en Hongrie. Ses méthodes dans ce dernier pays furent les mêmes qu'ailleurs: massacre des intellectuels, pillage des banques et des fortunes privées, obligation pour les anciens riches d'exercer un métier manuel. Les appartements particuliers furent réquisitionnés. Une seule chambre était laissée à l'ancien propriétaire, et les autres mises à la disposition des ouvriers.

L'organisation sociale du Bolchevisme hongrois fut copiée sur celle du Bolchevisme russe. Au sommet, un dictateur décrétant réquisitions et supplices.

Les résultats du régime furent naturellement les mêmes qu'en Russie. Toutes les usines se virent obligées, les unes après les autres, de fermer leurs portes, et la misère devint générale.

On vécut alors des anciens stocks accumulés par le précédent régime. Quand ils se trouvèrent épuisés, ce fut la débâcle. Si, pour des raisons restées inconnues, l'Entente ne s'était pas longtemps opposée à l'intervention des Roumains, que le peuple hongrois appelait de tous ses vœux, le régime communiste eût fort peu duré. Il s'effondra dès que quelques régiments approchèrent de la capitale.

* * * * *

L'Angleterre semblait être le pays d'Europe le mieux en état de résister à la vague révolutionnaire. Cependant, le Bolchevisme,

grâce aux sommes énormes dépensées en propagande, y a fait quelques progrès.

Les mineurs paraissent les plus contaminés. Leurs menaces sont incessantes. Ils réclament, maintenant, la socialisation des mines, ce qui signifie pour eux que tous les profits de la vente du charbon leur appartiendraient, alors que les frais de production resteraient à la charge de l'État!

Certains extrémistes anglais sont allés plus loin encore. Ils ont prétendu obliger le premier ministre britannique à reconnaître le gouvernement russe des Soviets et empêcher la France d'aider la Pologne qu'une armée russe menaçait. Leur influence seule peut expliquer la conduite du gouvernement anglais dans cette dernière circonstance.

Les prétentions de ces extrémistes ont d'ailleurs soulevé en Angleterre de violentes protestations.

«Le peuple anglais, écrivait le *_Times_*, a toujours abhorré la tyrannie sous toutes ses formes. Il ne la tolérera pas plus de la part d'un Comité de Salut Public travailliste que de la part d'un souverain inconstitutionnel.»

On doit l'espérer. En réalité, nul n'en sait rien. Les épidémies mentales peuvent être enrayées mais, tant qu'elles durent, il faut en subir les ravages.

Ce qui semble bien clair aujourd'hui, c'est que certains syndicats anglais voudraient soumettre les masses ouvrières au gouvernement bolcheviste de Moscou. Qui eût prévu, jadis, que la traditionnelle et libérale Angleterre en arriverait là?

* * * * *

La France est encore le pays qui s'est le mieux défendu jusqu'ici contre les excès socialistes. Cependant, la doctrine continue à y progresser.

Le parti socialiste, qui nous avait tant nui avant la guerre, en paralysant nos armements au point que l'Allemagne crut pouvoir nous attaquer sans risques, a fini par adopter «sans réserve» les conceptions communistes.

Pour reconquérir, son prestige, il sème des illusions redoutables dans l'âme des multitudes.

Ce ne sont malheureusement que les représentants des forces inférieures qui savent s'associer. Puissantes par la pensée, les élites semblent inaptes à l'action et incapables, par conséquent, de se défendre. Il suffit pourtant de quelques hommes énergiques pour sauver un pays du danger socialiste. L'Italie vient d'en fournir un exemple bien frappant.

* * * * *

Le socialisme exerça quelque temps en Italie les mêmes ravages que dans les diverses nations où il avait pénétré.

Durant plusieurs mois, les socialistes italiens purent croire à leur succès définitif. Ils s'étaient emparés des mairies de certaines villes, avaient expulsé les propriétaires des usines et commencé, suivant la méthode universelle du socialisme triomphant, à piller et assassiner. Le Gouvernement tremblait devant eux et cédait de plus en plus à leurs exigences.

La violence des excès provoqua bientôt une réaction. Le fascisme parti nouveau, formé surtout d'anciens combattants, se

dressa contre le socialisme et, après une brève lutte, finit par réduire les communistes à une totale impuissance.

Le fascisme réussit uniquement parce qu'il eut à sa tête un de ces hommes résolus, si rares aujourd'hui parmi les gouvernants.

Ce chef, M. Mussolini, possédait deux qualités fort supérieures à celles conférées par l'instruction livresque: du caractère et du jugement.

Devant les coalitions d'intérêt qu'il a froissées en simplifiant les rouages administratifs, dont la complication croissante menace l'existence des Sociétés modernes, le dictateur finira peut-être par succomber mais en laissant une œuvre fort utile.

Son grand mérite fut d'avoir tenté de briser cet étatisme économique qui pèse lourdement aujourd'hui sur tant de pays et que défendent si ardemment les socialistes.

Ses idées ont été clairement exposées dans un discours prononcé par lui à Rome devant les représentants de la Chambre de Commerce internationale. En voici des extraits:

«Les principes économiques dont le nouveau gouvernement italien entend s'inspirer, sont simples. Je crois que l'État doit renoncer aux fonctions économiques, surtout à celles ayant un caractère de monopole, fonctions pour lesquelles il se montre souvent insuffisant. Je crois qu'un gouvernement qui se propose de soulager rapidement les populations de la crise survenue après la guerre, doit laisser à l'initiative privée le maximum de liberté d'action et renoncer à toute législation d'intervention et d'entrave, qui peut sans doute satisfaire la démagogie des parlementaires de gauche, mais qui, comme l'expérience l'a démontré,

n'aboutit qu'à être absolument pernicieuse aux intérêts et au développement de l'économie.

Je ne crois pas que cet ensemble de forces qui, dans l'industrie, l'agriculture, le commerce, les banques et les transports, peut être appelé du nom global de capitalisme, soit proche du déclin, comme certains théoriciens de l'extrémisme social se plaisent à l'affirmer. Depuis longtemps, l'expérience qui vient de se dérouler sous nos yeux, et qui est l'une des plus grandes de l'histoire, prouve d'une manière éclatante que tous les systèmes d'économie négligeant la libre initiative et les ressorts individuels, sont dans un très bref délai voués à une faillite plus ou moins lamentable. Mais la libre initiative n'exclut pas l'accord des groupements, d'autant plus facile que la défense des intérêts individuels est faite loyalement.»

J'ai reproduit ce passage parce qu'on ne saurait exprimer d'une façon plus concise et plus juste des vérités éclatantes, que je défends depuis longtemps.

Il faut se féliciter, que l'Europe ait possédé un homme assez énergique pour tâcher de les appliquer. Si son œuvre réussit, il aura contribué à sauver nos civilisations du danger de destruction finale dont le socialisme les menace.

LIVRE III - CHAPITRE PREMIER

LE DÉSÉQUILIBRE FINANCIER ET LES SOURCES DE LA RICHESSE

LA PAUVRETÉ ACTUELLE DE L'EUROPE

Tous les gouvernants, celui de l'empire britannique en particulier, ne cessent de réclamer la reconstruction économique de l'Europe.

Pour découvrir les secrets de cette reconstruction, une douzaine de conférences furent réunies. Leurs résultats ont été lamentablement nuls.

L'instigateur réel de ces conférences, le ministre anglais, Lloyd George, a toujours oublié, dans ses innombrables discours, de révéler sa formule de reconstitution. Il s'est borné à demander avec une tenace insistance, que la France réduisît et même supprimât, par des ajournements divers, l'indemnité due par l'Allemagne.

Le subtil ministre eut, d'ailleurs, la prudence de ne proposer aucune formule de reconstruction. Il ne pouvait ignorer, sans doute, que cette formule n'existe pas.

La restauration cherchée dépend en effet d'une adaptation encore incertaine à des nécessités économiques fort simples, mais généralement méconnues.

La puissance de ces nécessités apparaîtra clairement en recherchant les causes de la pauvreté dont sont victimes divers pays de l'Europe et de l'anarchie qui en résulte.

§ 1.--Les sources réelles de la richesse

Que signifie le programme: reconstitution de l'Europe, inlassablement répété par tous les politiciens de l'âge actuel? Ne traduirait-il pas simplement ce fait que les peuples ne peuvent vivre sans qu'un certain rapport s'établisse entre leur production et leur consommation?

Dans l'état actuel du monde, la richesse d'un pays dépend surtout de la quantité des produits retirés de son sol ou de ses usines. L'excédent de la production sur la consommation, il l'échange au dehors contre les matières nécessaires aux besoins de la vie que sa terre ne fournit pas.

Produire à des prix rendant l'exportation possible ne suffit pas. Il faut aussi, et c'est là un facteur essentiel du problème, trouver des acheteurs. Si un pays manufacture plus d'articles qu'il n'en peut vendre, ses usines sont obligées de limiter leur production et le chômage des ouvriers en résulte. Tel est, justement, le cas de l'Angleterre. Aussi, cherche-t-elle jusqu'en Russie des clients.

Ces nécessités d'échanges commerciaux montrent une fois de plus combien les peuples dépendent les uns des autres. Elles prouvent aussi quelles illusions égarent les pays qui, dans l'état actuel d'appauvrissement du monde, s'entourent de barrières douanières, sous prétexte de protéger leur industrie nationale. Ils ne font ainsi que provoquer des représailles paralysant finalement les industries protégées.

* * * * *

Les sources de la richesse que je viens de rappeler expliquent facilement pourquoi certaines nations, l'Autriche par exemple, sont tombées dans une misère profonde. Quand un kilogramme de pain, valant jadis cinquante centimes à Vienne, vaut six mille francs environ aujourd'hui, cela ne signifie pas seulement que la confiance dans les billets de banque autrichiens est extrêmement faible, mais aussi, et surtout, que la capacité productive du travailleur autrichien se trouve très inférieure aux nécessités de la

consommation. Il est donc illusoire de supposer, comme la fit la Société des Nations, qu'une telle situation puisse s'améliorer avec des prêts d'argent.

Donner assez d'autorité aux gouvernants autrichiens pour leur permettre de réduire immensément une bureaucratie dévorant la presque totalité des revenus de l'État, puis amener les travailleurs, par des salaires convenables, à augmenter leur production, telles étaient les seules solutions efficaces. On pouvait facilement prévoir que les prêts d'argent seraient entièrement inefficaces. C'est en vain qu'ils furent répétés.

De ce qui précède, il résulte qu'un peuple dépourvu de monnaie, mais pouvant extraire de son sol et de ses usines les éléments nécessaires à sa subsistance et à la fabrication de marchandises échangeables, peut devenir beaucoup plus riche qu'un peuple possédant une certaine réserve d'or ou d'argent, mais ne produisant qu'un chiffre insuffisant de marchandises. Les réserves métalliques s'épuisent vite si elles ne se renouvellent pas. La pauvreté des Espagnols, se croyant riches parce qu'ils avaient pris tout l'or de l'Amérique, en constitue un exemple.

L'Allemagne représente, au contraire, un peuple ayant perdu son or, mais dont la situation économique reste cependant prospère grâce à sa production.

Cette création des richesses par le mécanisme de la production et de l'échange se heurte, aujourd'hui, à des obstacles divers, artificiels le plus souvent, redoutables toujours.

En premier lieu, le nombre des acheteurs est énormément diminué dans le monde. Ceux d'Autriche et de Russie ont disparu, les autres réduisent leurs achats.

L'exportation de marchandises à des prix permettant leur vente est devenue, en outre, difficile par suite de la dépréciation du pouvoir d'achat de la monnaie dans plusieurs pays, la France et l'Italie, par exemple.

C'est ainsi que, pour obtenir en Angleterre ou en Amérique une certaine quantité de matières premières valant cent francs en France, une dépense de trois cents francs environ est nécessaire. Le prix de revient du produit se trouvant ainsi fort majoré, sa vente devient difficile. L'acheteur se trouve, d'ailleurs, gêné dans ses approvisionnements par les variations incessantes du pouvoir d'achat de sa monnaie qui l'exposent à des pertes considérables en cas d'approvisionnements importants ou d'engagements commerciaux à époques fixes.

On voit que les peuples, par suite des perturbations que je viens d'indiquer, sont dans des conditions difficiles d'existence. D'autres circonstances compliquent encore cette situation.

Les peuples agricoles vivant des produits de leur sol et les peuples industriels vivant de l'échange de leurs marchandises se trouvent, aujourd'hui, dans des situations bien différentes.

La France, pays surtout agricole, subsisterait, à la rigueur, de sa terre. L'Angleterre ne le pourrait pas. Entourée d'un mur infranchissable, elle vivrait à peine un mois de son sol. Si le même mur entourait la France, sa terre lui fournirait de quoi vivre pendant au moins dix mois.

Ces conditions si dissemblables d'existence expliquent un peu la politique de l'Angleterre. Il lui faut absolument se procurer des produits au dehors. Les marchandises ne se payant qu'avec des marchandises, elle est obligée de chercher partout des acheteurs.

§ 2.--Les sources artificielles de la richesse.

Depuis la guerre, les divers pays produisant peu et vendant mal se sont trouvés obligés, pour subsister, de recourir à des méthodes diverses. Au premier rang, figure la création de billets de banque à cours forcé.

Ce procédé possédant le caractère constant de réussir à ses débuts, beaucoup d'États l'ont adopté.

La monnaie constituée par du papier n'a évidemment d'autre valeur que la confiance du public qui l'accepte à l'égard des gouvernants qui l'émettent. L'expérience enseigne que cette confiance diminue avec l'accroissement des billets émis et avec le retard apporté à leur remboursement.

En principe, la valeur d'une monnaie fiduciaire, c'est-à-dire son pouvoir d'achat, doit diminuer progressivement et arriver à zéro. Si cette valeur, en effet, pouvait toujours rester, de si peu que ce fût, supérieure à zéro, l'émetteur d'un tel papier pourrait l'échanger indéfiniment contre une bonne monnaie étrangère. Que lui importerait, en effet, de donner un billet de mille francs pour obtenir un franc en argent, puisque ce billet de mille francs ne coûte que son impression?

Un État possédant la faculté théorique de fabriquer des billets dont la valeur, tout en se rapprochant de zéro, n'atteindrait jamais ce chiffre, pourrait se procurer avec sa mauvaise monnaie tout l'or de l'univers.

Une telle hypothèse est évidemment irréalisable. L'expérience montre, comme elle le montra à l'époque des assignats, que l'inflation de la monnaie fiduciaire finit par ôter toute valeur à cette

monnaie. C'est ce qui est arrivé pour la Russie, la Pologne, l'Autriche, etc.

En Allemagne la dépréciation du mark-papier ne tenant pas du tout, comme dans les autres pays, à un énorme excédent de la consommation sur la production mais uniquement au désir des gouvernants d'ôter au papier toute valeur afin de rendre impossible le paiement des indemnités de guerre, la valeur de sa monnaie artificielle n'est jamais tombée à zéro malgré son inflation.

En réalité, l'inflation fiduciaire donne à l'émetteur la faculté d'échanger momentanément du papier sans valeur contre de la bonne monnaie ou contre des marchandises, mais cette opération ne peut durer longtemps. Si elle se prolonge, le pays émetteur ne possède bientôt plus de monnaie acceptée et n'a--comme la Russie--d'autre moyen de commerce que l'échange direct de ses produits contre d'autres produits. Il retourne ainsi au système antique du troc.

En creusant un peu le sujet, on reconnaît du reste que ce n'est pas dans l'antiquité seule que le troc a constitué le véritable procédé de commerce.

Le papier-monnaie est utile à un pays qui, traversant une crise momentanée, a besoin de remplacer la monnaie d'or ou d'argent absente. Le papier substitué à la vraie monnaie ne représente, alors, qu'un emprunt sans date de remboursement. Il perd sa valeur, je l'ai dit plus haut, d'abord par sa multiplication et ensuite par le retard de son remboursement.

Les États ne doivent donc jamais oublier que le billet de banque à cours forcé constitue une monnaie qui s'use avec le temps et dont la valeur tend toujours vers zéro.

CHAPITRE II

LES FACTEURS ANCIENS ET MODERNES DE LA RICHESSE

Une agriculture médiocre, un commerce lent et incertain constituaient dans le monde antique les sources principales de la richesse. Il était alors admis pour un peuple que le meilleur moyen de s'enrichir consistait à piller ses voisins.

De nos jours, la progressive interdépendance des nations commençait à ébranler, au moins chez quelques économistes, les vieilles idées sur l'utilité des conquêtes. Des faits nombreux prouvaient que les peuples gagnaient beaucoup plus à échanger leurs produits qu'à se détruire. L'expérience montrait aussi que pour s'ouvrir des débouchés commerciaux avec une nation, il était inutile de la conquérir. C'était par exemple avec des pays comme les États-Unis, que l'Allemagne faisait le plus fructueux commerce.

Ces constatations, bien qu'évidentes, appartenaient à cet ordre de vérités que j'ai qualifiées ailleurs d'inactives parce que leur évidence ne les rend pas assez fortes pour dominer des impulsions sentimentales ou mystiques comme la jalousie, la haine, le besoin d'hégémonie, etc., capables d'entraîner les peuples vers de folles aventures.

Quatre années de lutte et de destruction conférèrent cependant une certaine puissance aux vérités jadis inactives. Elles prouvèrent surtout que les guerres de conquêtes ne pouvaient enrichir personne, puisque celle dont nous sortons a ruiné les vainqueurs au moins autant que les vaincus.

* * * * *

Les peuples consacrent maintenant tous leurs efforts à réparer leurs pertes, payer leurs dettes et reconstituer leurs capitaux perdus.

De quelles sources, dans l'avenir, dérivera pour eux la richesse?

Ces sources, de nature diverse, seront toutes dominées par un principe fondamental que je résume dans la formule suivante:

__La fortune d'un individu ou d'un peuple dépend en grande partie de la rapidité de circulation du capital dont il dispose.__

Cette formule est voisine de celle qui régit, en mécanique, la grandeur du travail. Il est égal, on le sait, au demi produit de la masse par le carré de la vitesse.

En économie politique, la masse est représentée par le capital disponible, la vitesse par la rapidité de sa circulation.

Peu importe que le capital initial soit minime. Si sa circulation est rapide, un très petit capital dépassera vite en grandeur un capital considérable, mais à faible vitesse de circulation.

Ici encore, l'analogie mécanique subsiste. Une balle de masse petite, mais animée d'une grande vitesse, est plus meurtrière qu'une masse métallique cent fois plus lourde, mais animée d'une vitesse faible. Toute la balistique moderne a été transformée par l'application de ce principe. Il tend également à transformer l'industrie.

* * * * *

Les principes qui précèdent conduisent à une conception nouvelle de la richesse.

Dans le monde antique, le trésor d'un pays était constitué par l'accumulation de pièces d'or ou d'argent enfermées au fond de coffres hermétiquement clos, d'où elles sortaient rarement.

Avec l'évolution moderne, le trésor est entièrement sorti de son coffre. Il constitue une masse mobile dont la grandeur varie, ainsi que je viens de le dire, avec la rapidité de sa circulation.

Supposons, pour fixer les idées, qu'un commerçant possède un capital de 1.000 francs qu'il consacre à l'achat d'une certaine quantité de marchandises revendues ensuite avec 10 p. 100 de bénéfice. Si cette opération est renouvelée dix fois dans la même semaine, le capital sera doublé à la fin de la semaine.

Continuant ces opérations, le commerçant sera bientôt plus riche que l'homme possédant 50.000 francs de capital immobilisé ou ne rapportant qu'un faible revenu.

Il résulte également de ces élémentaires calculs que l'importance du bénéfice commercial ou industriel dépend non du gain réalisé à chaque opération, mais de la fréquence de ces opérations.

Il en résulte encore que plus le gain est répété, plus il peut se réduire. La réduction du gain facilite à son tour l'accélération de la circulation du capital, puisqu'elle met la marchandise à la portée d'un plus grand nombre d'acheteurs.

L'acheteur et le vendeur gagnent donc tous deux à la rapidité de circulation du capital. C'est sur ce principe que sont fondés les grands magasins de nouveautés qui remplacèrent les petites boutiques où le marchand, vendant peu, était obligé de vendre cher.

Les exemples que je viens d'indiquer permettent de présenter sous la forme suivante la formule énoncée plus haut: _L'accroissement de vitesse de la circulation d'un capital équivaut à l'augmentation de ce capital._

Cette formule régira de plus en plus le monde industriel moderne. Quels sont les moyens de l'appliquer?

Les facteurs pouvant accélérer la vitesse de circulation d'un capital avaient été très étudiés par les Américains et les Allemands avant la guerre. C'est justement pour cette raison que leur développement économique dépassait le nôtre.

La nécessité de la rapidité dans la production et dans l'écoulement de cette production étant admise, on voit immédiatement l'importance du perfectionnement des méthodes de production, de l'outillage et du développement des moyens de transport.

Je ne saurais examiner ici l'influence des divers facteurs de l'intensification industrielle et commerciale, c'est-à-dire de la rapidité de production et d'écoulement des produits. Il en est un, cependant,--l'accroissement du rendement agricole--que je mentionnerai en passant, car son importance se révélera prépondérante dans la phase de disette dont le monde est menacé.

Le rendement agricole de la France était, avant la guerre, aussi médiocre que sa production industrielle. Les terres à blé ne rapportaient guère que 12 hectolitres à l'hectare alors que les terres allemandes, quoique inférieures en qualité, fournissaient le double, grâce à l'utilisation des engrais.

Qu'il s'agît d'agriculture ou d'industrie, l'insuffisance de notre enseignement technique constituait une cause d'infériorité. Cet

enseignement est à refaire entièrement.

* * * * *

Dans un intéressant travail publié par la revue l'Expansion Économique, M. l'ingénieur Loiret a donné de frappants exemples des différences de rendement pouvant être obtenues de la main-d'œuvre et des machines, suivant les connaissances techniques de ceux qui les utilisent.

L'auteur rappelle, notamment, l'exemple classique de Taylor qui, grâce à l'élimination méthodique des mouvements inutiles, arrivait à faire charger 47 tonnes de fonte dans un wagon par un ouvrier, alors que ses camarades opérant sans méthodes n'en chargeaient que 12 dans le même temps.

Il cite ensuite des usines de matériel électrique au rendement plus que doublé par de meilleures méthodes, d'autres ayant pu diminuer leur prix de revient de 40 p. 100, ce qui permettait d'augmenter notablement le salaire de l'ouvrier. Prétendre élever ce salaire sans accroître en même temps le rendement ne fait qu'entraîner la hausse des prix de revient. Le fabricant est alors concurrencé par des rivaux mieux outillés et sa marchandise devient invendable.

L'auteur fait également remarquer que l'utilisation méthodique du charbon peut réduire sa consommation de 30 p. 100. Il rappelle qu'au concours de chauffeurs organisé en 1905, à l'exposition de Liège, avec mêmes appareils et mêmes combustibles, la différence de rendement entre le premier et le dernier concurrent atteignit 50 p. 100.

La nécessité de perfectionner l'instruction technique des ouvriers et de leurs chefs apparaît capitale. La main-d'œuvre devient de plus en plus rare et coûteuse, alors qu'il serait nécessaire de réduire le prix de revient.

Une grande partie de nos dettes étant extérieures ne pourront être payées qu'avec l'excédent de notre production agricole et industrielle.

* * * * *

Toutes ces considérations montrent qu'un capital matériel, constitué par de l'argent, des usines ou des récoltes, peut considérablement grandir quand il est multiplié par un certain coefficient individuel que j'appellerai le _coefficient de capacité mentale_. C'est de lui que dépend le facteur vitesse de production, dont j'ai montré l'importance.

Il est donc visible, contrairement aux rêves égalitaires des socialistes, que, dans l'avenir, plus encore que dans le passé, la richesse d'un peuple dépendra surtout de ses élites scientifiques, industrielles et commerciales.

Les pays où, sous l'influence socialiste, le développement de l'étatisme continue à paralyser les initiatives individuelles se trouveront dans un état d'infériorité écrasante à l'égard des pays où, comme en Amérique, l'action de l'État est réduite à son minimum et l'initiative des citoyens portée à son maximum.

* * * * *

Nous avons dû nous limiter dans ce chapitre à la démonstration du rôle de la vitesse dans la création des valeurs.

En étudiant son influence sur l'évolution du monde actuel, il serait facile de prouver que notre civilisation se trouvera de plus en plus dominée par ce facteur. C'est lui, surtout, qui différencie le dernier siècle de tous ceux qui l'avaient précédé pendant plusieurs milliers d'années d'histoire.

De Sésostriis à César, à Louis XIV et à Napoléon, la fabrication des produits, la circulation des hommes et même celle des idées se faisaient avec une grande lenteur.

La découverte de la houille, _créatrice de la vitesse_, rendit possibles les transports rapides et les usines à fabrication gigantesque. La vie des peuples et aussi leurs pensées furent alors transformées.

L'existence moderne est suspendue à la production de la houille et s'arrêterait instantanément si cette source venait à disparaître. Une grève prolongée des mineurs suffirait à mettre en danger toute l'évolution économique et Sociale de l'Angleterre. L'importance de la houille dans la vie matérielle et morale des peuples justifie le chapitre qui lui est consacré dans cet ouvrage.

Quel que soit, aujourd'hui, l'élément de civilisation considéré, les efforts de la science tendent à accélérer sa vitesse. On pourrait même dire que ce rôle de la vitesse est d'accroître la longueur de l'existence, à la condition d'admettre cet aphorisme que j'ai déjà formulé ailleurs: _la durée de la vie ne dépend pas du nombre des jours, mais de la diversité des sensations accumulées pendant ces jours_.

CHAPITRE III

LES MYSTÈRES APPARENTS DU CHANGE

Lorsqu'en 1525, Jacques de Chabannes, seigneur de La Palice et maréchal de France, mourut devant Pavie, il laissait la réputation d'un vaillant soldat, mais nullement celle d'un philosophe. La postérité seule devait--sans qu'on sache d'ailleurs pourquoi--faire de cet honnête guerrier le père de la seule philosophie génératrice de vérités que les hommes ne contestent pas et pour la défense desquelles ils éprouvent rarement le besoin de s'égorger.

Les vérités dites de La Palice constituent, souvent d'ailleurs, les plus importantes conclusions de nos connaissances. On n'exagérerait pas beaucoup en affirmant que les grands progrès de la science consistent à transformer en vérités de La Palice, c'est-à-dire évidentes, des hypothèses d'abord incertaines. J'ai montré, jadis, qu'un des principes essentiels de la thermodynamique, sur lequel la sagacité des physiciens s'exerça péniblement pendant cinquante ans, pouvait être ramené à cette vérité de La Palice: qu'un fleuve ne remonte pas vers sa source.

Il en est de même dans beaucoup de sciences. Tout récemment, un de nos plus illustres maréchaux assurait que les seules vérités utiles à la guerre étaient des vérités de la Palice.

Mêmes observations pour certaines sciences d'aspect sévère, développées dans de lourds volumes, comme l'économie politique. Elle contient en nombre respectable des vérités de La Palice. Tel, par exemple, le principe fondamental de l'offre et de la demande que la plus humble cuisinière comprend fort bien

lorsque le prix des œufs qu'elle achète au marché augmente avec leur rareté.

La plupart des autres théories d'économie politique deviennent aussi simples dès qu'on les dépouille de la gangue obscure accumulée par les commentateurs.

* * * * *

Ce préambule a pour dessein de préparer le lecteur à l'examen d'une question qui bouleverse aujourd'hui la vie financière des peuples: celle du change. Progressivement chargée d'un entassement d'erreurs, elle est devenue, malgré son extrême simplicité, un phénomène mystérieux supposé régi par d'incompréhensibles forces occultes ou par les ténébreuses volontés de subtils spéculateurs.

Admettons qu'un philosophe nourri des vérités de La Palice entreprenne d'expliquer le problème du change, malgré ses obscurités. Comment y réussira-t-il?

Par un rapide examen et sans recourir aux lumières d'aucun économiste, il remarquerait facilement que la perte au change, c'est-à-dire la diminution du pouvoir d'achat d'une monnaie, varie avec le degré de confiance accordé au pays possédant cette monnaie. Si pour se procurer en Suisse ou en Angleterre un objet valant cent francs en France, nous devons payer trois cents francs, c'est-à-dire si le franc a perdu les deux tiers de son pouvoir nominatif d'achat, cela signifie simplement que la confiance dans notre solvabilité est notablement réduite.

Le change représente donc un thermomètre psychologique de la confiance à l'égard du pays auquel le producteur vend sa

marchandise.

De cette définition résulte clairement que la formule «stabiliser le change», répétée par tant d'économistes et tentée par divers pays constitue une absurdité. Stabiliser le change équivaldrait à stabiliser un instrument de mesure quelconque, le baromètre par exemple.

Quelles causes peuvent faire varier cette confiance, dont les oscillations se traduisent par celles du change? On énoncerait encore une vérité de La Palice en assurant que, si les dépenses d'un particulier, d'un industriel ou d'un État, restent longtemps supérieures à ses recettes, la confiance en son crédit diminuera rapidement.

Elle se réduira plus encore si, pour payer ses dettes, le débiteur est obligé de multiplier les emprunts.

Lorsque c'est l'État qui réalise cette opération, les emprunts prennent des formes variées qui en dissimulent un peu la nature. La plus usitée est le papier-monnaie, billet de banque à cours forcé, n'impliquant aucune date de remboursement.

De tels billets constituent, évidemment, des emprunts sans autre garantie que la confiance inspirée par l'État emprunteur. Si cet État multiplie ses billets, (phénomène qualifié d'inflation fiduciaire), la confiance diminue de plus en plus et, finalement, devient à peu près nulle. C'est à cette dernière et inévitable phase de la vie du papier-monnaie que sont arrivées l'Autriche, la Russie, la Pologne, etc. La dévalorisation totale du papier représente la disparition également totale de la confiance qu'il inspirait d'abord.

* * * * *

Le thermomètre de la confiance constitué par le change est fort sensible. C'est ainsi qu'on le vit en France subir une brusque chute à la suite d'une déclaration trop solennellement pessimiste faite à la Chambre des Députés sur le déficit de notre situation budgétaire.

Que les spéculateurs profitent de telles circonstances pour accentuer le mouvement dans le sens de certains intérêts, n'est pas douteux: mais leur action est toujours limitée et passagère. Les oscillations provoquées dans la courbe de la confiance, n'en changent pas l'allure.

Aujourd'hui, nous subissons les résultats de la désastreuse formule: «L'Allemagne paiera», qui conduisit, dans les pays dévastés, à tant de dépenses inutiles. Personne ne soupçonnait alors que, grâce à une inflation fiduciaire assez développée pour ôter toute valeur au mark-papier, l'Allemagne réussirait à éviter tout paiement. M. de La Palice l'aurait deviné peut-être, mais nos diplomates ne le pressentirent pas.

* * * * *

Parmi les causes de dépréciation du change, causes se ramenant toujours plus ou moins à une diminution de la confiance, on peut citer encore un déséquilibre de la balance commerciale, c'est-à-dire du rapport entre l'importation et l'exportation.

Le Brésil en fournit un excellent exemple. Pendant la guerre, ses exportations en Europe progressaient rapidement tandis que ses importations diminuaient chaque jour. L'Europe ayant besoin

d'une foule de marchandises alors qu'elle n'avait rien à vendre, l'or afflua au Brésil et son change monta rapidement.

La guerre finie, l'Europe n'eut plus besoin d'acheter au Brésil qui lui, au contraire, pour refaire ses stocks épuisés, dut faire de grands achats à l'étranger. Ses importations dépassèrent alors de beaucoup ses exportations et son change baissa bientôt. Il continuera à baisser, jusqu'à ce que l'augmentation de sa production lui permette de compenser ses importations. Ce pays eut, d'ailleurs, l'intelligence de ne pas élever de barrières douanières contre l'importation étrangère, ainsi que le firent tant d'autres peuples.

* * * * *

Lorsque toute confiance est perdue dans la valeur d'une monnaie artificielle comme le papier et que le pays émetteur de cette monnaie dépréciée n'a ni or ni argent, peut-on dire qu'il ne possède plus de monnaie?

En aucune façon. L'or, je ne saurais trop le répéter, contrairement à l'opinion de divers économistes, représente une marchandise analogue à toute autre marchandise et peut être remplacé par beaucoup d'autres. Les diverses marchandises sont d'un transport moins facile que l'or et l'argent sans doute, mais leur pouvoir d'achat reste aussi efficace.

Une marchandise négociable quelconque, un sac de blé ou de houille par exemple, représente donc une monnaie, tout comme le poids déterminé d'or constitué par une pièce de vingt francs, simplement parce qu'elle est échangeable contre des quantités déterminées d'autres marchandises.

J'ai déjà rappelé qu'un peuple riche est celui qui possède un excédent de marchandises échangeables; un peuple pauvre, celui qui, n'en possédant pas assez, est obligé d'emprunter. Il paie alors son vendeur non avec des marchandises, mais avec du papier représentant en réalité une promesse incertaine de marchandise.

Plus une nation est riche en marchandises négociables, moins elle a besoin d'or ou d'argent. Que, pour faciliter les échanges de marchandises, cette nation emploie de l'or, des traites, des billets de banque, des chèques, etc., il n'importe. Dans l'échange de marchandises contre d'autres marchandises, la confiance n'intervient pas, puisque l'acheteur se borne à troquer directement ou indirectement une marchandise contre une autre marchandise de même valeur. Il paie comptant, en réalité, bien que l'or ou l'argent n'interviennent pas dans l'opération.

* * * * *

En attendant que s'équilibre la balance commerciale des divers pays, c'est-à-dire que leurs importations puissent être soldées avec des exportations, les variations du pouvoir d'achat des monnaies fiduciaires engendrent des complications formidables.

Les pays dont la monnaie a conservé sa valeur souffrent parfois presque autant de cette supériorité que d'autres pays souffrent de la dévalorisation de leurs billets. Quand, par suite de la perte au change, nous payons une marchandise trois fois sa valeur en Angleterre ou en Amérique, c'est exactement comme si ces pays avaient triplé leurs prix de vente.

Cette élévation artificielle des prix rendant naturellement les ventes difficiles, un grand nombre d'usines étrangères sont obli-

gées de se fermer.

Mais, si les peuples à monnaie non dépréciée ne peuvent exporter facilement leurs produits, ils ont un grand intérêt à importer, puisque, grâce au change, ils ne paient les objets achetés que le tiers ou la moitié de leur valeur. C'est ainsi que l'Angleterre a pu se procurer récemment en France des quantités énormes de sucre, bien au-dessous des prix anglais. Ainsi également des étrangers ont pu acquérir au tiers de leur valeur en France et en Allemagne des immeubles et des usines importantes.

Les répercussions des variations du pouvoir d'achat d'une même monnaie dans divers pays ne s'exercent pas seulement sur le commerce, mais aussi dans les relations entre peuples. Supposons qu'un Français voyageant en Italie et en Suisse loge dans des hôtels cotés vingt francs par jour. En raison du change, il paiera dans des hôtels équivalents dix francs par jour en Italie et soixante francs en Suisse. Pour le même motif, l'objet payé vingt francs en France coûtera dix francs en Italie et soixante francs en Suisse, en Angleterre et aux États-Unis.

* * * * *

Une des conclusions de ce qui précède, est que tous les pays à monnaie dépréciée ont avantage à exporter et non à importer. L'intérêt des pays à monnaie non dépréciée est, au contraire, d'importer et non d'exporter.

Malheureusement, ces deux opérations: importer et exporter, étant complémentaires l'une de l'autre, ne peuvent s'isoler. Un peuple se bornant à exporter ou à importer serait vite ruiné.

C'est précisément parce que chez la plupart des nations l'équilibre n'existe plus entre les importations et les exportations que le désordre financier est général. Les uns ne peuvent exporter suffisamment, la valeur de leurs marchandises se trouvant triplée par la perte au change, les autres ne peuvent importer, précisément en raison de cette élévation des prix.

Comment se terminera pareille situation? Elle a été encore très obscurcie par les divagations de certains économistes sur la stabilisation du mark ou les avantages de l'inflation fiduciaire. J'imagine, cependant, qu'en y réfléchissant un peu ils découvrieraient assez vite que les marchandises s'échangeant simplement contre d'autres marchandises, les questions de monnaie perdront toute importance dès que les quantités de marchandises à échanger seront en quantité suffisante pour rétablir l'équilibre entre la production et la consommation. La monnaie fiduciaire ne sera plus alors qu'un signe conventionnel analogue à un chèque ou à une quittance. Il est évident, par exemple, que si j'envoie à un négociant étranger une certaine quantité de fer payable avec une quantité correspondante de blé, au cours du marché mondial, toute opération de change s'évanouit.

* * * * *

Ce n'est pas à l'âge moderne seulement que le papier-monnaie et les variations du change qu'il entraîne ont fait leur apparition dans le monde. La France de la Révolution eut déjà des assignats dont on connaît l'histoire.

Le gouvernement britannique fit également usage de papier-monnaie dans ses guerres contre Napoléon. Les billets de la Banque d'Angleterre eurent cours forcé de février 1797 à mai

1821, soit pendant vingt-quatre ans. Les Anglais purent ainsi se procurer les ressources nécessaires pour briser la puissance de Napoléon. Leurs billets ne perdirent jamais plus de 25 % de leur valeur métallique et seulement 2 % en 1817.

Dans sa guerre de Sécession, l'Amérique employa aussi le papier-monnaie. Son cours forcé dura de 1862 à 1879 et, pendant les premières années, il perdit jusqu'à 50 % de sa valeur métallique. La guerre finie, cette dépréciation s'atténua rapidement et cessa même avant la suppression du cours forcé.

Comment les Anglais et les Américains réussirent-ils à rétablir la valeur intégrale du papier? Ce fut uniquement la prospérité de leur commerce qui fit renaître la confiance.

Ces exemples prouvent que les écarts du change, qui pèsent si lourdement aujourd'hui sur le prix de la vie, sont liés intimement à la restauration économique de l'Europe. Cette restauration se ramène, on ne saurait trop le répéter, à ces deux points: 1^o produire à des prix permettant la vente des marchandises susceptibles d'exportation; 2^o accroître, au moins en France, la production des matières agricoles qui constituent une monnaie supérieure à toutes les autres. Les peuples équilibrant alors leurs recettes et leurs dépenses, l'anarchie financière cessera aussitôt.

Les quatorze conférences successivement réunies pendant quatre ans pour découvrir d'autres solutions sont restées impuissantes. Il s'y est dépensé beaucoup d'éloquence, très peu de science et moins encore de bon sens.

CHAPITRE IV

COMMENT UNE DETTE PEUT VARIER AVEC LE TEMPS

Parmi les illusions dont sont victimes les peuples actuels on peut citer celles relatives à la grandeur de la dette allemande.

La détermination du chiffre exact de cette dette est difficile, parce qu'il peut varier dans d'immenses proportions, suivant les modes de paiements, leur retard, etc. Quelques calculs vont montrer l'énormité de ces différences.

Admettons, pour être plus clair, que la dette de l'Allemagne, fixée finalement à 132 milliards, soit seulement de 100 milliards, portant 5 % d'intérêts, et recherchons ce qu'elle peut devenir en faisant simplement varier les dates de paiement.

Supposons que l'Allemagne verse seulement un milliard par an, et voyons, en chiffres ronds, comment croîtra sa dette.

Une formule bien connue montre que, en dix ans, la dette de 100 milliards se montera à 150 milliards 312 millions; en vingt ans à 232 milliards 264 millions; en trente ans à 365 milliards 755 millions; en quarante ans à 583 milliards 200 millions; en cinquante ans à 937 milliards 392 millions.

La dette aura donc presque décuplé en cinquante ans et se sera élevée à un chiffre que tous les trésors réunis du monde ne pourraient payer.

Supposons, maintenant, que l'Allemagne veuille amortir sa dette de 100 milliards, portant 5 % d'intérêts. Il lui faudrait verser annuellement 5 milliards 477 millions.

Si on suppose que la dette ne porte pas intérêts, un versement annuel de 2 milliards pendant cinquante ans suffirait à l'annuler.

Tous les moratoires que sollicite l'Allemagne auraient pour résultat, remarque importante, de réduire beaucoup la valeur réelle de sa dette, par la perte résultant du jeu des intérêts composés.

La valeur _actuelle_ d'une somme de 1 milliard, dont on retarde le paiement pendant onze ans, n'est en effet que de 584 millions 679.000 francs. Avec un retard de vingt ans, sa valeur _actuelle_ tombe à 377 millions, puis à 87 millions seulement si le paiement est reculé de cinquante ans. S'il l'était de quatre siècles, la valeur _actuelle_ du milliard tomberait à trois francs seulement.

Cette réduction à 3 francs d'une dette de mille millions est un des exemples montrant le mieux le rôle du temps en matière financière. Grâce à son intervention, il est possible de réduire dans d'immenses proportions la valeur d'une somme quelconque, ou, au contraire, de l'accroître infiniment. On a calculé que 1 franc placé à intérêts composés sous J.-C. aurait, maintenant, une valeur représentée par un globe d'or plus gros que la Terre.

C'est grâce à cette influence du temps qu'on peut se procurer un immeuble ayant une valeur très supérieure aux ressources actuelles de l'acquéreur. Avec un chiffre d'amortissement annuel faible, mais prolongé, la dette s'éteint assez rapidement. Notre institution du Crédit Foncier est basée sur ce principe.

La vie individuelle étant très courte, le montant d'un amortissement annuel est relativement élevé, si la dette doit être amortie rapidement. Mais pour une collectivité, dont la vie est théoriquement éternelle, l'annuité peut devenir aussi petite qu'on le désire.

C'est pour cette raison que les États peuvent emprunter de grosses sommes et les rembourser facilement. Ils reportent simplement sur un temps très long le paiement de sommes dont le remboursement immédiat serait impossible.

* * * * *

Les chiffres précédents montrent l'énormité des dettes qu'accumule, en théorie, sur l'Allemagne le moindre retard dans ses paiements. Il faudrait une dose invraisemblable d'illusions pour ne pas voir l'impossibilité d'obtenir d'elle de pareilles sommes.

Dans nos calculs, nous avons, cependant, ramené la dette à 100 milliards, au lieu des 132 milliards actuellement admis.

Au début, le chiffre de la dette allemande était beaucoup plus élevé. Il fut réduit à plusieurs reprises sous la pression du gouvernement anglais.

L'irritation de la France contre l'Angleterre tient justement à cette réduction de la dette germanique. D'abord fixée à 259 milliards de marks à Boulogne, elle fut ramenée à la Conférence de Paris, en 1921, à 226 milliards, payables en quarante-deux ans; puis, après celle de Londres, à 132 milliards, toujours payables en annuités.

Les hommes d'État anglais qui provoquèrent ces réductions eurent bien tort, en vérité, d'irriter une puissante alliée pour des chiffres dont le côté illusoire n'aurait pas dû leur échapper. Supposaient-ils vraiment que, pendant un demi-siècle, un peuple de 60 millions d'âmes payerait un énorme tribut annuel à ses vainqueurs? Les réflexions suivantes de l'ancien premier ministre, M. Asquith, sont d'une indiscutable justesse:

«Ceux qui s’imaginent aujourd’hui qu’une poignée d’hommes assis à Paris autour d’une table, quelles que soient leur sagesse et leurs capacités politiques, puissent aviser à ce qui se passera d’ici vingt, trente ou quarante ans, sous le rapport des paiements, font preuve d’une dose de crédulité et d’un manque d’imagination qui ne font pas honneur aux hommes d’État de l’époque actuelle.»

Il serait inutile de rechercher ici quelles eussent été, pour les diverses nations de l’Europe, les conséquences des paiements de l’Allemagne, puisqu’elle s’est soustraite à toute possibilité de tels paiements par une inflation monétaire assez grande pour amener la valeur de ses billets de banque à un chiffre voisin de zéro. Nous avons vu dans un autre chapitre sur quels peuples retomberont, en réalité, les frais de la guerre.

CHAPITRE V

LES CAUSES DE LA VIE CHÈRE

Pour l’imagination populaire, les événements dérivent toujours d’une seule cause. Peu importe que cette cause soit réelle, il suffit qu’elle soit simple. L’enchaînement compliqué des phénomènes n’est pas accessible aux collectivités et pas davantage d’ailleurs aux législateurs conduits par des sentiments collectifs.

Les idées simples poussent les multitudes à exiger des solutions rudimentaires aux problèmes les plus difficiles. Le prix des marchandises ou des loyers vient-il à augmenter, quoi de plus facile en apparence que d’y remédier par une taxation. Des expériences multiples ont montré que le but atteint était exactement

contraire à l'espérance poursuivie, mais l'expérience figure bien rarement parmi les éléments de persuasion des peuples.

Pour qu'une idée simple soit écoutée, il suffit qu'elle soit chargée d'espérances.

Dans les pays où l'opinion règne sans contrepoids, les idées simples, quelle que soit leur fausseté, acquièrent vite une force telle que les gouvernements sont impuissants à les dominer. Il en résulte pour eux une très grande faiblesse et, par voie de conséquence, des changements de conduite incessants.

* * * * *

Une brève étude du problème de la vie chère permettra d'illustrer les propositions qui précèdent sur le danger des idées simples.

Pour l'esprit populaire, et même pour quelques esprits un peu cultivés, la vie chère a des causes simples, telles que par exemple l'avidité des intermédiaires. Cette persuasion fut si enracinée à un certain moment que pour obliger le gouvernement à sévir contre les marchands, la Confédération générale du travail décréta une grève générale.

Or, ce problème, si facile à résoudre pour les esprits peu réfléchis est, au contraire, d'une complication excessive. On en jugera par l'énumération qui va suivre de ses principales causes.

1^o _Influence des exigences du producteur._--L'élévation des salaires et des bénéfices commerciaux pendant la guerre a notablement accru les moyens d'achat de beaucoup de consommateurs, alors que la production diminuait. En raison de l'indestructible loi de l'offre et de la demande, les commerçants profi-

tèrent de l'accroissement des ressources de leurs clients pour élever le prix des marchandises.

Supposons, pour fixer les idées par un exemple très clair que, sur le marché hebdomadaire d'une île protégée de toute introduction étrangère par des barrières douanières prohibitives, arrivent chaque semaine cent lapins, et qu'il se présente deux cents acheteurs.

L'inéluctable loi de l'offre et de la demande précédemment rappelée fera monter le prix des lapins constituant l'offre jusqu'à ce que 100 des demandeurs soient éliminés par insuffisance de ressources.

Irrités de ce déboire, les 100 éliminés se mettent en grève pour obtenir de leurs patrons un accroissement de salaire leur permettant, à eux aussi, d'acheter un lapin.

Ayant conquis l'augmentation réclamée, ils retournent au prochain marché dans l'espoir d'obtenir le lapin convoité. Mais comme il faut toujours que 100 acheteurs soient éliminés, puisque chaque marché ne reçoit que cent lapins, le prix monte encore et atteint un niveau assez élevé pour que cent acheteurs seulement puissent obtenir l'animal convoité. Ce résultat restera invariablement le même, si élevé que soit le salaire des aspirants à la propriété d'un lapin.

Quand, par suite de la concurrence que se font les acheteurs, le prix du lapin devient extravagant, le public s'indigne et sollicite l'intervention du gouvernement.

Peu familiarisé avec les lois de l'offre et de la demande, celui-ci taxe à un maximum le prix de vente du lapin.

Le résultat est immédiat et, d'ailleurs, exactement contraire au but poursuivi. Sitôt la taxe promulguée, les cent lapins hebdomadaires disparaissent de l'étalage pour passer dans l'arrière-boutique où ils sont vendus plus cher encore, en raison des risques de poursuites auxquels le marchand s'expose.

Cet apologue n'est pas du tout aussi imaginaire qu'on pourrait le croire. Il synthétise des faits répétés des milliers de fois depuis les débuts de la guerre et qui n'ont, du reste, instruit personne. Les lois récentes sur les spéculations illicites, sur les loyers, etc., montrent l'incompréhension tout à fait totale de nos législateurs devant certains phénomènes économiques.

La loi de huit heures.--Alors que la production était insuffisante partout et qu'il eût fallu l'augmenter, les socialistes firent voter la loi interdisant d'employer les ouvriers plus de huit heures par jour. Ses résultats les plus directs furent d'accroître, notablement le prix de la vie et d'enrichir les marchands de vin.

Cette désastreuse loi eut d'autres conséquences encore. Les chemins de fer et les navires étant obligés de doubler leur personnel, le prix des transports se trouva énormément augmenté. L'augmentation devint telle que, sous peine de voir notre commerce maritime totalement anéanti par la concurrence étrangère, la loi de huit heures dut être supprimée pour la navigation.

Progrès de l'Étatisme et désorganisation administrative.-- Sous la poussée socialiste, l'extension de l'Étatisme et les complications bureaucratiques qu'il entraîne ont nécessité de colossales dépenses; d'où création forcée d'impôts nouveaux, et, par voie de conséquence, nouvelle élévation du prix de la vie.

La moindre mesure ne peut être prise, dans notre pays, sans le concours d'innombrables agents appartenant à divers ministères indépendants et qui ne s'entendent jamais. Si, comme nous l'avons relaté d'après un rapport présenté à la Chambre des députés, des bateaux étatisés partaient vides de Bizerte pour la France, alors qu'à côté d'eux pourrissaient des montagnes de céréales, c'était simplement parce que les agents qui donnaient aux bateaux l'ordre de partir n'avaient aucune relation avec ceux qui auraient pu donner l'ordre de les charger.

«Ni unité de conduite, ni coordination des organes, écrit M. G. Bourdon: les Ministères, les services se chevauchent, s'entremêlent, s'entrechoquent, se paralysent. A la tête, des hommes bien intentionnés, mais jetés dans une organisation sans cohérence, aux prises avec des rivalités de services concurrents, desservis par des agents tirillés en sens contraires; des instructions qui se déforment dans la cascade des hiérarchies; des ordres rapportés par des contre-ordres, contrebattus à leur tour par des autorités divergentes; des circulaires qui se superposent en se contredisant, et que les intéressés ne prennent même plus la peine de lire. Nous en sommes encore à chercher les secrets de l'organisation.»

Malgré les plus manifestes évidences, nous persistons dans nos méthodes. La gestion étatiste conduira fatalement à la ruine tous les pays ne sachant pas s'y soustraire.

Dans un travail fort documenté, M. le sénateur Gaston Japy donnait à ce sujet les chiffres suivants, fort démonstratifs.

En 1922, le déficit des Chemins de fer de l'État était de 430 millions. L'exploitation de la flotte commerciale étatiste coûtait

300 millions. La régie des tabacs rapporte au Trésor environ trois fois moins que les impôts sur le tabac en Angleterre, pays dans lequel l'administration ne s'occupe pas de fabriquer.

__L'inflation fiduciaire et l'élévation des salaires.__--La multiplication excessive des billets à cours forcé, dont nous avons plus haut étudié la genèse, entraîne des conséquences diverses que j'aurai plusieurs fois occasion d'examiner dans cet ouvrage. Je ne parlerai ici que de son influence sur l'augmentation du coût de la vie.

Un des premiers effets de cette inflation fut de permettre d'élever énormément les traitements des fonctionnaires, des employés de chemin de fer[5] et de tous les ouvriers.

[5] De 1.800 francs avant la guerre un homme d'équipe est passé à 6.000 francs avec 2 mois de congé par an, 8 heures de travail par jour et une retraite à 55 ans. Les dépenses annuelles des Compagnies pour le personnel ont passé de 750 millions à 3 milliards. Il en résulte que le déficit des Compagnies atteint aujourd'hui près de 4 milliards et, d'après les prévisions, sera bientôt augmenté d'environ 2 milliards. C'est une véritable course à la ruine.

Il en résulta pour eux la possibilité d'accroître leurs dépenses alors qu'il eût fallu les restreindre, puisque la production était insuffisante.

Les progrès de l'inflation fiduciaire réduisirent très rapidement la confiance en notre billet de banque à l'étranger. En Angleterre, en Amérique et en Suisse, le franc n'est plus accepté que pour le tiers environ de sa valeur.

Conséquences de la vie chère.--Les conséquences de la vie chère sont trop nombreuses pour être énumérées ici. Quelques-unes sont lointaines, telles que la réduction de la natalité; d'autres, comme la diminution de qualité d'un grand nombre d'objets fabriqués, sont immédiates.

Les prix de revient des produits de bonne qualité étant très élevés et les ressources de beaucoup d'acheteurs limitées,--car les nouveaux riches sont entourés d'une légion de nouveaux pauvres formée des débris de l'ancienne bourgeoisie,--il a bien fallu, pour abaisser les prix de vente, réduire notablement la qualité des objets. Qu'il s'agisse de vêtements ou d'articles d'ameublement, cette diminution de la qualité est telle que leur exportation deviendra bientôt impossible.

Valeur des moyens proposés pour remédier à la vie chère.--La totale impuissance des moyens essayés pour remédier à la vie chère, prouvent suffisamment à quel point sont méconnues certaines lois économiques fondamentales. Nos législateurs peuvent constater chaque jour que les lois réglant le déroulement des choses, dominent toutes leurs volontés.

Les remèdes législatifs tentés contre la vie chère furent les suivants: 1^o Élévation des salaires; 2^o Taxation des marchandises; 3^o Promulgation de pénalités sévères contre les spéculateurs et les marchands.

Tous ces remèdes à la vie chère n'ont fait que la rendre un peu plus chère encore. Il est facile d'expliquer pourquoi.

En ce qui concerne l'élévation des salaires, j'ai montré plus haut que cette élévation, _quelle qu'en puisse être le taux_, n'avait d'autre résultat que d'augmenter encore le prix des mar-

chandises. L'expérience a trop nettement vérifié cette assertion pour qu'il soit nécessaire d'y insister.

Les taxations auxquelles des législateurs, en vérité bien peu éclairés, reviennent inlassablement, ont la même influence que l'accroissement des salaires sur le coût de la vie. Ils en élèvent le prix et ne le réduisent jamais.

Si l'expérience, et non les exigences d'une opinion aveugle, avait guidé nos législateurs, ils se seraient souvenus que la Convention, après avoir essayé, elle aussi, de taxer les marchandises, finit par y renoncer et proclama publiquement son erreur.

Le troisième moyen pour remédier à la vie chère, c'est-à-dire les pénalités sévères contre les marchands vendant trop cher, a été plus illusoire encore que les précédents. Il se heurtait, en effet, comme je l'ai montré plus haut, par un exemple précis, à l'éternelle loi de l'offre et de la demande qui toujours fixa le prix des choses en dehors de l'intervention des législateurs.

En fait, toutes les lois imaginées contre «les mercantis» n'ont jamais fait baisser d'un centime le prix d'une denrée quelconque pendant ou après la guerre. Pour obéir en apparence aux règlements, les marchands mettaient en vente une faible quantité de produits au prix taxé. Elle était distribuée aux acquéreurs par petites portions, après des heures de stationnement devant les boutiques. La plus grande partie de la marchandise se trouvait livrée clandestinement ensuite aux clients consentant à la payer un prix plus élevé.

Quant aux lois nouvelles, notamment celles relatives aux taxations de loyers, leurs conséquences immédiates furent de raréfier encore la construction des immeubles, au moment où la crise des

loyers s'accroissait tous les jours. Les promoteurs de ces mesures ont fait preuve d'un aveuglement vraiment inconcevable. Il faudra bien les abroger après de ruineux essais, quand on constatera, par exemple, que personne ne consentira plus à bâtir des maisons. Ayant montré combien étaient illusoires les remèdes proposés jusqu'ici contre la vie chère, il nous reste à chercher s'il n'en existerait pas d'autres plus efficaces.

On n'en peut guère citer que trois: 1^o les associations coopératives de consommateurs; 2^o la suppression des taxes douanières; 3^o l'accroissement de la production.

L'efficacité des deux premiers moyens est immédiate, mais faible. Celle du troisième est lointaine, mais considérable. C'est même la seule sur laquelle on puisse sérieusement compter. Il est facile de le montrer sans qu'il soit besoin de longs développements.

Des associations coopératives, inutile de beaucoup parler, puisqu'elles ont toujours médiocrement réussi en France. Elles pourraient, mais en théorie seulement, faire bénéficier le public de l'écart énorme, moitié, généralement, depuis la guerre, existant entre le prix donné au producteur et celui payé par le consommateur. L'esprit de solidarité et d'organisation nécessaire à la réalisation des entreprises coopératives, manque en France malheureusement.

La facilité des importations qui résulterait d'une suppression de taxations douanières prohibitives serait un moyen meilleur que le précédent de réduire dans une notable mesure le prix de la vie, mais la puissance des grands producteurs sur le Parlement

est telle que nous sommes condamnés pour longtemps à un régime protectionniste excessif.

Nos gouvernants, qui semblent parfois hantés par la crainte de l'invasion des produits allemands sont en ceci victimes d'une illusion économique, à laquelle les Anglais, les Américains et les Italiens ont su se soustraire. En y réfléchissant un peu ils découvriront sûrement que si les Allemands arrivent à fabriquer de bonnes marchandises à des prix avantageux, elles se répandront sur notre marché, quelles que soient les barrières imaginées. D'abord achetées très au-dessous de leur valeur, grâce au cours du change, par l'Angleterre, la Belgique, la Suisse, etc., elles nous reviennent ensuite fortement majorées par les divers pays avec lesquels nous sommes bien obligés de faire du commerce, à moins de nous entourer d'une Muraille de Chine qui entraînerait une ruine définitive.

Les importations sans exportations compensatrices ne constituent d'ailleurs, je l'ai fait remarquer déjà, qu'une opération transitoire puisque les marchandises ne se paient en définitive qu'avec des marchandises. Sans doute, le crédit permet de remplacer ces dernières par du papier, c'est-à-dire par des promesses, mais un tel mécanisme ne peut se prolonger longtemps. L'importation sans exportation n'est qu'une forme d'emprunt et un peuple ne saurait vivre en empruntant toujours.

Pour réparer nos ruines, payer nos dettes, et diminuer le coût de la vie, il ne reste qu'un seul des moyens énumérés plus haut, intensifier énormément et à des prix rendant l'exportation possible notre production, la production agricole surtout.

La formule est d'un énoncé facile: il faudrait un volume pour bien montrer non seulement son importance, mais aussi les difficultés de sa réalisation.

Bien que la France soit un pays surtout agricole, son agriculture reste si mal exploitée qu'elle est obligée d'importer, pour des sommes énormes, du blé, du sucre, des fruits, des pommes de terre, etc.

Nos colonies ne sont pas mieux exploitées. Avant la guerre elles étaient commercialement dans les mains d'étrangers. _Le Journal de Genève_ insistait récemment sur la grandeur de notre empire colonial et sur notre prodigieuse incapacité à l'utiliser. «C'était l'étranger, disait-il, qui tirait parti des colonies françaises. La France abandonnait à ses rivaux plus de la moitié du commerce, comme en Tunisie, souvent même plus des trois quarts. En Indochine, elle ne tirait parti que du tiers des entrées et du cinquième des sorties.»

Toutes ces choses et bien d'autres du même ordre devront être dites, redites et répétées sans trêve. D'un labeur obstiné, intelligemment orienté, dépend notre avenir. Le travail bien dirigé, c'est l'assurance d'une destinée prospère. L'indolence, l'incapacité et les querelles de partis, c'est la décadence où sombrèrent tous les peuples qui ne surent pas s'adapter aux nécessités nouvelles que les événements faisaient surgir.

LIVRE IV - CHAPITRE PREMIER

LE DÉSÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE DU MONDE

LES FORCES NOUVELLES QUI MÈNENT LE MONDE

Les raisons premières étant inaccessibles, la nature intime des forces physiques demeure inconnue. Pour les définir, on en est réduit à dire qu'elles sont «des causes de mouvement».

La nature intime des mobiles qui font agir les hommes restant aussi ignorée que celle des forces physiques, il faut imiter la réserve des savants et donner simplement le nom de forces aux causes diverses de nos actions.

Ces forces peuvent être internes, c'est-à-dire issues de nous-mêmes: telles les forces biologiques, affectives, mystiques et intellectuelles. Elles peuvent aussi être indépendantes de nous: tels le milieu et les influences économiques.

Pendant toute la durée de la préhistoire, les forces biologiques, la faim surtout, dominèrent presque exclusivement l'existence. L'humanité n'avait d'autre idéal possible que se nourrir et se reproduire.

Après des entassements d'âges, la vie devint un peu plus facile et des ébauches de sociétés naquirent. A la tribu nomade succédèrent des villages, des cités et enfin des empires.

C'est alors seulement que purent s'édifier les grandes civilisations. Elles furent de types différents, suivant les forces qui les orientèrent.

Les besoins biologiques et certains éléments affectifs, tels que l'ambition, engendrèrent des civilisations de type militaire analogues à celles de Rome et des grandes monarchies asiatiques.

Lorsque les forces intellectuelles devinrent prépondérantes, ce fut la civilisation hellénique avec ses merveilles de la pensée et de l'art. Quand les forces mystiques l'emportèrent, ce fut le Moyen âge avec ses cathédrales et sa vie religieuse intense.

* * * * *

Les grandes civilisations qui se développèrent à la surface du globe eurent donc des mobiles variés. Mais on retrouve chez toutes ce caractère commun d'être influencées par des divinités diverses douées d'un souverain pouvoir.

Bien qu'étant la simple synthèse des sentiments et des besoins des hommes, de leurs rêves, de leurs craintes et de leurs espérances, les Dieux furent considérés pendant longtemps comme seuls capables de diriger le monde et de fournir des explications aux «pourquoi» sans fin que se posaient des êtres entourés de choses redoutables qu'ils ne comprenaient pas.

A cette domination des forces mystiques, aucune collectivité, grande ou petite, ne put jamais se soustraire. Leur rôle fut tel que les plus importantes civilisations, celles dites bouddhique, chrétienne et musulmane, notamment, sont désignées par les noms de leurs Dieux.

Le besoin mystique de croyances semble un élément si irréductible de la nature humaine qu'aucune raison ne saurait l'ébranler. Quand les dieux personnels s'évanouissent, ils sont aussitôt remplacés par des divinités impersonnelles: dogmes et formules auxquels leurs adeptes attribuent les mêmes pouvoirs qu'aux anciens dieux. L'esprit religieux est, en réalité, aussi intense aujourd'hui qu'aux plus crédules périodes, c'est à peine s'il a changé de forme.

Les croyances nouvelles: socialisme, spiritisme, communisme, etc., ont les mêmes fondements psychologiques que l'ancienne foi. Ils possèdent leurs apôtres et aussi leurs martyrs. J'ai trop insisté dans divers ouvrages sur le rôle capital du mysticisme dans l'histoire pour qu'il soit utile d'y revenir encore.

* * * * *

Aux forces biologiques, affectives et mystiques qui conduisirent presque exclusivement les peuples pendant une partie de leur évolution s'ajoutèrent plus tard les forces intellectuelles dont le rôle est devenu considérable. Elles ont transformé toutes les conditions d'existence de l'homme. Leur action sur les sentiments, les passions et les croyances reste malheureusement faible. Loin de restreindre les haines qui séparent les nations et les classes de chaque nation, l'intelligence s'est mise à leur service et ne fait que rendre plus meurtriers les conflits qui divisèrent toujours les hommes.

Toutes les forces précédemment énumérées possèdent ce caractère commun de se trouver en nous-mêmes et d'être plus ou moins modifiables par les volontés issues de nos besoins et de nos croyances.

Mais, ainsi que je l'ai montré dès le début de cet ouvrage, les temps modernes ont vu naître des puissances nouvelles: les forces économiques, sur lesquelles volontés et croyances restent sans action.

Et c'est ainsi qu'après avoir été gouvernée par un panthéon d'illusions au cours de son histoire: illusions religieuses, politiques et sociales, l'humanité est arrivée à une phase nouvelle où les forces économiques dominent toutes les chimères.

Jadis peu actives, quand les peuples étaient séparés par d'infranchissables distances, ces forces sont devenues si prépondérantes qu'elles régissent impérieusement la destinée des nations. Elles les ont forcées à renoncer à leur isolement et créé entre elles une interdépendance accentuée chaque jour et qui finira par dominer les haines.

La ruine économique de l'Europe à la suite de la défaite allemande est un exemple frappant de cette interdépendance.

L'Angleterre, qui a vu ses exportations réduites de moitié depuis qu'elle a perdu la clientèle germanique, se demande comment sortir d'une situation acculant au chômage et à la misère plusieurs millions de ses ouvriers.

* * * * *

Si nous revenons si souvent au cours de cet ouvrage sur le rôle des forces économiques, c'est que leur influence grandit chaque jour. Elles se trouvent en lutte aujourd'hui contre celles qui menaient jadis le monde. Sans doute, des législateurs imprévoyants, des adeptes de chimères troubleront encore l'existence des peuples, mais leur action restera éphémère. Le monde prochain aura pour maître des forces économiques nouvelles dérivées elles-mêmes des forces matérielles, jadis insoupçonnées, qui ont transformé l'existence des peuples. Nous allons montrer leur rôle.

CHAPITRE II

RÔLE SOCIAL DES FORCES NOUVELLES DÉRIVÉES DE LA HOUILLE ET DU PÉTROLE

Ignoré jusqu'à une époque bien récente puisqu'elle ne remonte guère plus haut que Napoléon, le rôle des puissances motrices nouvelles est devenu si prépondérant que la civilisation n'est plus concevable sans elles.

La puissance des États modernes se mesure de plus en plus à leur richesse en houille ou en pétrole. Privés de ces générateurs de forces ils tomberaient fatalement sous la tutelle économique d'abord, politique ensuite de ceux qui en possèdent.

Le rôle des grandes puissances motrices modernes apparaît d'une saisissante façon quand on traduit en chiffres leur production mécanique et qu'on la compare à celle que pouvaient jadis développer l'homme et les animaux.

Des calculs qu'il serait trop long d'expliquer ici, m'ont permis de démontrer que les 190 millions de tonnes de charbon extraites annuellement par l'Allemagne de ses mines avant la guerre pouvaient accomplir un travail mécanique égal à celui qu'auraient fourni 950 millions d'ouvriers. L'ouvrier-houille possède en plus cette immense supériorité qu'il fabrique pour trois francs un travail pour lequel l'ouvrier humain demanderait au moins 1.500 francs[6].

[6] J'ai indiqué les bases de mes calculs dans mon livre: *Enseignements Psychologiques de la Guerre*. Un membre éminent de l'Académie des Sciences, M. Lecornu, les adopte dans son ouvrage: *La Mécanique*. Ses résultats ne diffèrent un peu des

miens, que parce qu'il a pris un chiffre plus élevé pour le prix de la houille en Allemagne avant la guerre. Avec les prix actuels de la houille, mes chiffres devraient être naturellement modifiés suivant ces prix.

Ajoutons encore que 5.000 mineurs, travaillant pendant un an, suffisent à extraire un million de tonnes de houille capables de produire le travail de cinq millions d'ouvriers.

Augmenter la richesse d'un pays en houille revient, en réalité, à multiplier énormément le nombre de ses habitants. Beaucoup de houille et peu d'habitants valent mieux que peu de houille avec beaucoup d'habitants.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que la houille est aussi une véritable créatrice d'habitants. Le savant professeur de Launay a démontré que les grandes villes anglaises ont vu croître énormément leur population avec la production houillère de leur voisinage. Glasgow, par exemple, qui avait 80.000 habitants en 1801, en a 800.000 aujourd'hui. Sheffield, qui n'était qu'un bourg féodal à la même époque, compte maintenant 380.000 habitants. De 5.000 habitants en 1700, Liverpool est monté à 750.000. Ces populations nouvelles représentent de la houille transformée, et elles seraient condamnées à mourir de faim si un cataclysme géologique venait détruire le charbon dont elles sont nées et dont elles vivent.

* * * * *

Le plus sommaire coup d'œil jeté autour de soi montre à quel point la civilisation moderne repose sur l'usage de la houille ou des produits similaires tels que le pétrole. Chacun voit bien que si ces produits disparaissaient, les chemins de fer s'arrêteraient;

mais il faut des statistiques pour montrer que ce ne sont pas nos locomotives qui absorbent le plus de charbon. Les chemins de fer dépensent 18 p. 100 seulement de la consommation totale de la houille, alors que l'industrie, y compris la métallurgie, exige 47 p. 100; les usages domestiques, 19 p. 100; les usines à gaz 7 p. 100.

Pendant la guerre, le rôle de la houille et du pétrole a été prépondérant. Sans eux, nous n'aurions eu ni canons, ni munitions, ni vivres, et les Américains n'auraient pu franchir l'océan pour venir prendre part à la lutte.

La houille est dans l'âge actuel si indispensable à tous les peuples que ceux qui n'en possèdent pas assez, comme l'Italie, semblent destinés à devenir vassaux des pays qui en possèdent beaucoup, comme l'Angleterre.

On sait quel formidable moyen de pression la possession du charbon donne à cette dernière sur les nations réduites à lui en acheter pour alimenter leur industrie.

C'est ainsi qu'au congrès de Spa, la Grande-Bretagne força la France, grâce à des droits d'exportation exorbitants, à lui payer 100 shillings la tonne de charbon livrée pour 40 shillings à ses nationaux. Seule la concurrence du charbon américain mit fin à cette exploitation qui montra notamment combien peu pèsent les alliances devant les intérêts économiques.

Le rôle dominateur conféré à certains peuples par leur richesse houillère est également mis en évidence par l'histoire industrielle et commerciale de l'Allemagne. Son grand développement, commencé en 1880 seulement, résulta surtout d'une surproduction considérable de ses mines.

Produisant plus de houille, elle fabriqua davantage. Fabriquant davantage, elle dut accroître ses exportations et se créer, par conséquent, des débouchés nouveaux. En 1913, son exportation atteignait l'énorme chiffre de 13 milliards.

Fatalement, alors, elle se heurta partout à la concurrence anglaise. Dans l'espérance de l'abattre, l'Allemagne se constitua une puissante marine militaire et prépara la guerre qui finit par éclater. La richesse en houille de l'Allemagne fut donc une des causes indirectes du conflit qui devait bouleverser le monde.

* * * * *

Pour pronostiquer avec vraisemblance l'avenir économique des peuples, il suffit de connaître leur production en charbon. Les États-Unis en extraient annuellement près de 600 millions de tonnes; la Grande-Bretagne, 300 millions (chiffre auquel arrivait l'Allemagne avant la guerre); la France, 40 millions sur les 60 millions dont elle a besoin. L'Espagne, presque au bas de l'échelle industrielle du monde, en produit 4 millions et demi seulement.

Tous les faits que je viens de rappeler montrent que la richesse en charbon qui détermine la puissance industrielle des peuples déterminera aussi leur situation politique. Un pays obligé d'acheter au dehors et de transporter à grands frais la houille dont il a besoin ne peut fabriquer économiquement, et par conséquent exporter. Il doit donc concentrer ses efforts sur des produits n'exigeant pas beaucoup de force motrice: horlogerie, objets d'art, modes, etc., et s'attacher surtout à perfectionner l'agriculture, base nécessaire de son existence.

Les peuples latins dont les capacités industrielles sont médiocres, ont donc tout intérêt à porter leurs efforts sur l'agriculture et la fabrication d'objets de luxe. Ces nécessités sont les conséquences de ces lois économiques dont j'ai montré la force.

* * * * *

De nouvelles découvertes scientifiques permettront sans doute un jour de remplacer la houille comme source de force motrice. Des recherches de laboratoire m'ayant demandé une dizaine d'années de travail me conduisirent à prouver qu'une matière quelconque, un minime fragment de cuivre par exemple, est un réservoir colossal d'une énergie jadis insoupçonnée, que j'ai appelée: l'_énergie intra-atomique_[7]. Nous ne pouvons en extraire actuellement que d'infimes parcelles, mais si on réussit, dans l'avenir, à dissocier facilement la matière, la face du monde sera changée. Une source indéfinie de force motrice, et par conséquent de richesse, étant à la disposition de l'homme, les problèmes politiques et sociaux d'aujourd'hui ne se poseront plus.

[7] Ces recherches sont exposées dans mon volume: _L'Évolution de la Matière_ (trente-septième édition) avec 68 figures dessinées au laboratoire de l'auteur.

* * * * *

En attendant ces réalisations peut-être lointaines, il faut vivre avec l'heure présente, tâcher de mieux employer le peu de houille que nous possédons, et chercher le moyen de compléter notre production.

En ce qui concerne l'utilisation de la houille, il reste à effectuer bien des progrès, puisque 90 p. 100 de la chaleur produite par sa combustion est entièrement perdu.

Actuellement les moyens de remplacer la houille sont peu nombreux. On ne possède encore que le pétrole et les chutes d'eau comme équivalents.

Le pétrole remplace très avantageusement la houille puisqu'un kilogramme de pétrole fournit 11.600 calories, alors qu'un kilogramme de houille n'en produit guère que 10.000. Tous les nouveaux cuirassés anglais emploient exclusivement le pétrole comme combustible.

L'emploi du pétrole, si supérieur à la houille par sa facilité de transport et la commodité de son emploi, se répand de plus en plus. Pendant la guerre il fut capital. Plusieurs généraux ont affirmé que ce fut seulement grâce au pétrole que purent être rapidement transportées les munitions et les troupes qui sauvèrent Verdun.

Ce qui précède explique pourquoi le pétrole a joué dans la politique des Anglais un rôle si important. C'est pour s'emparer de sources pétrolifères nouvelles que furent entreprises leurs guerres en Orient.

Actuellement l'Angleterre possède la plupart des concessions de pétrole en Europe, en Asie, en Afrique et dans une partie du Mexique.

Mais les sources de pétrole s'usent vite et on prévoit pour un délai prochain leur complet épuisement. L'Amérique a calculé que le pétrole de son sol sera tari en 18 ans. Cherchant du pétrole

partout et trouvant toujours l'Angleterre sur son chemin, elle en a conclu que l'Empire britannique voulait arrêter l'essor naval des États-Unis. C'est une menace de futurs conflits.

* * * * *

Comme succédané du charbon et du pétrole, on peut citer la houille blanche, c'est-à-dire la puissance motrice que peut fournir l'eau des lacs, des torrents et des glaciers, tombant d'un niveau supérieur à un niveau inférieur, sous l'influence de la pesanteur.

Quelques statisticiens assurent que l'utilisation de toutes nos chutes d'eau produirait l'équivalent de 20 millions de tonnes de houille, chiffre à peu près correspondant à notre déficit annuel avant la guerre.

Nous n'en utilisons que 2 millions aujourd'hui et, pour capter les 18 millions restant, il faudrait de telles dépenses, que l'intérêt du capital engagé représenterait peut-être une somme supérieure à celle nécessitée par l'achat du charbon à l'étranger.

Remarquons, en passant, que la houille blanche joue déjà, dans certains départements, un rôle social important. N'étant pas transportable elle doit être employée sous forme d'électricité, dans un rayon peu éloigné de sa production. Conduite par de minuscules fils, cette électricité anime de petits moteurs beaucoup moins encombrants que les grosses machines entretenues par du charbon. Il en résulte que, dans les pays à houille blanche: Haute-Loire, Jura, Pyrénées, etc., le petit moteur électrique, si facile à employer chez soi, détermine un retour du travail à domicile et l'abandon de l'usine. C'est toute une évolution sociale qui s'ébauche ainsi.

CHAPITRE III

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

A cet âge heureux de l'enfance où le merveilleux ne se distingue pas de la réalité, ni le possible de l'impossible, les hasards d'une lecture mirent sous mes yeux le récit des mésaventures d'un jeune ambitieux ayant vendu son ombre au diable en échange d'une série d'avantages dont la liste s'estompe dans la brume de mes souvenirs.

Réfléchissant plus tard à ce conte, il me parut renfermer un sens profond, ignoré peut-être de son auteur. N'est-il pas visible, en effet, que les événements, les personnages, les codes, les empires sont doublés d'ombres où réside leur vraie force?

Ces ombres ont dominé l'Histoire. Ce ne furent pas les légionnaires, mais l'ombre redoutée de Rome qui gouverna le monde pendant des siècles. Elle le gouverna jusqu'au jour où cette ombre souveraine fut vaincue par d'autres ombres plus puissantes. Toutes les grandes civilisations furent également régies par des ombres.

De nos jours, les ombres se heurtent au mur d'airain des nécessités économiques. Cependant, leur force est restée très grande. On peut s'en rendre compte par un coup d'œil rapide, sur la situation économique de l'Allemagne.

* * * * *

Parmi les plus imprévues conséquences de la guerre figure pour divers peuples européens, l'Allemagne notamment, la perte de leur monnaie.

Je n'ai jamais lu les énormes volumes consacrés à l'économie politique par de respectables professeurs. Cependant, je doute qu'on y parle de phénomènes monétaires comparables à ceux observés actuellement.

Dans le passé, les crises monétaires furent fréquentes, les faillites d'État nombreuses; mais ces phénomènes restaient transitoires. Quand la monnaie dépréciée avait perdu tout pouvoir d'achat, comme les assignats à la fin de la Révolution française, elle était retirée de la circulation et remplacée par une autre. Sans doute, les rentiers étaient ruinés; mais les plaintes des rentiers appauvris n'ayant jamais intéressé personne, leurs lamentations restaient sans échos. Des couches sociales nouvelles prenaient leur place et le monde continuait sa marche.

* * * * *

Les choses sont bien autrement compliquées, aujourd'hui. Des peuples privés de leur monnaie habituelle comme les Allemands, continuent à vivre sans gêne et même à prospérer. D'autres pays, les États-Unis, par exemple, malgré un énorme excédent de monnaie métallique, se trouvent entravés dans leur commerce au point que des classes entières de citoyens y côtoient la misère.

Ces phénomènes, si singuliers en apparence, s'éclaircissent dès qu'on cesse de confondre la richesse réelle avec l'ombre de la richesse. On constate alors, comme je l'ai déjà répété plusieurs fois, que les monnaies d'or et d'argent sont des marchandises susceptibles d'être remplacées par d'autres marchandises.

L'or, l'argent, le fer, la laine, le coton, pouvant se substituer l'un à l'autre, comme nous l'avons vu en étudiant les sources réelles de la richesse, il importe peu qu'un pays ait perdu sa mon-

naie métallique, s'il peut lui substituer une autre monnaie d'échange: le blé ou la houille, par exemple.

La seule supériorité des monnaies d'or ou d'argent est d'être échangeables dans tous les pays, alors que les marchandises non métalliques sont acceptées seulement par les peuples qui en ont besoin.

* * * * *

Des raisons diverses et trop connues pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici ont, depuis la guerre, conduit plusieurs nations à créer une monnaie artificielle constituée par des billets de banque qui, n'étant pas remboursables à volonté, représentent simplement des titres d'emprunt sans date de remboursement. Cette ombre de monnaie n'offre qu'une ombre de garantie: la confiance du créancier à l'égard de l'emprunteur. Une telle confiance se réduit naturellement avec les années et se rapproche progressivement de zéro, comme nous le voyons aujourd'hui pour l'Allemagne. Si le zéro ne s'y trouve pas encore atteint, c'est que la valeur du billet, si réduite qu'elle puisse être, représente encore une ombre d'espérance.

* * * * *

Toutes ces dissertations sur la nature réelle de la monnaie ne peuvent influencer l'esprit qu'à la condition d'être appuyées sur des faits.

Or, ces faits sont catégoriques puisqu'ils montrent, comme on le rappelait plus haut, que des pays regorgeant d'or peuvent être très gênés, alors que d'autres n'en possédant plus du tout possèdent une situation prospère.

En ce qui concerne le premier cas, richesse d'or en réserve, l'exemple des États-Unis prouve bien que l'or n'est pas la vraie richesse ou du moins ne constitue une richesse que s'il peut circuler et devenir ainsi une marchandise d'échanges.

Mais en raison de l'appauvrissement général, une foule de matières n'ont plus d'acheteurs. Il s'en trouve d'autant moins que l'élévation énorme des changes a triplé le prix des marchandises pour les acheteurs d'objets provenant de l'Angleterre et de l'Amérique, sans, d'ailleurs, que les vendeurs retirent aucun profit de cette majoration.

Sans doute les Américains pourraient consacrer tout leur or à l'achat extérieur de marchandises, mais alors leur provision de ce métal serait vite épuisée. N'étant pas renouvelée, puisqu'on leur achète de moins en moins, ils seraient bientôt eux aussi dépourvus de monnaie métallique.

* * * * *

Par son inflation illimitée l'Allemagne s'est évidemment privée d'un précieux moyen d'échange, mais comme elle en possède d'autres, son état général est resté prospère. Jamais en effet elle n'a autant construit de navires et d'usines qu'aujourd'hui. Jamais ses usines, dont aucune ne fut atteinte par la guerre, ne se montrèrent plus florissantes. Leurs produits, fabriqués à bas prix, inondent le monde. La marine allemande se reconstitue rapidement et nous aura bientôt dépassés. En 1922, le trafic du port de Hambourg était supérieur à son trafic d'avant-guerre.

Cette indubitable prospérité est, en partie, la conséquence de théories financières contraires assurément aux vieux enseignements des économistes, mais dont voici les résultats: 1^o enrichir

l'industrie de l'Allemagne; 2^o lui permettre d'éviter le paiement de la majeure partie de ses dettes de guerre.

Tous les économistes savaient depuis longtemps que l'inflation du papier-monnaie entraîne vite sa dépréciation totale; mais ce qu'ils n'avaient pas vu, et ce que perçurent les Allemands, c'est que, si cette inflation conduit à la ruine, elle peut, chez un peuple industriel et pendant un temps assez long, constituer une richesse assurément fictive, mais convertible en valeurs réelles nullement fictives.

C'est grâce, justement, à cette richesse fictive créée par l'impression illimitée de papier-monnaie, que l'Allemagne réussit, pendant quatre ans, à construire des chemins de fer, des usines, des vaisseaux, et acheter les matières premières nécessaires à son industrie. Toutes les marchandises qu'elle exportait--et dont la fabrication fut payée aux ouvriers avec du papier--étaient livrées à l'étranger contre des dollars américains ou des livres anglaises.

L'opération revenait donc, en réalité, à échanger contre de l'or ou de l'argent du papier n'ayant d'autre valeur réelle que le coût de son impression.

Des opérations aussi artificielles ne pouvaient naturellement se prolonger; mais, pendant qu'elles durèrent, l'Allemagne put donner à sa navigation, à ses usines, à son commerce un essor considérable.

Il serait inutile d'insister ici sur une situation économique qui a donné lieu à tant de discussions. Je me bornerai à faire observer que les opinions formulées plus haut sont également celles de toutes les personnes ayant visité récemment l'Allemagne, notamment du professeur Blondel qui a fait une étude particulière de la

question. Il fait voir comment a été reconstituée une Allemagne économique hors d'une Allemagne officielle ruinée.

Dans son travail l'auteur montre que les grands Cartels des industries chimiques, sucrières, électriques, etc., donnent des dividendes dépassant souvent 50 p. 100 et il ajoute:

«Comment s'y prennent donc les Allemands, avec leur change en apparence si mauvais, pour se procurer les matières premières qui leur font défaut? Le prix de revient des objets manufacturés étant peu élevé, ils vendent ce qu'ils fabriquent dans des conditions qui leur permettent de faire une concurrence victorieuse aux pays où le change est élevé; mais ils ont soin de ne pas ramener en Allemagne l'argent qu'ils ont gagné; ils le laissent à l'étranger, investi dans des entreprises d'apparence étrangère qui, en réalité, sont allemandes--et de préférence dans celles de ces entreprises qui peuvent les aider à se procurer les matières premières dont ils ont besoin. Ce système leur permet au point de vue des impôts d'échapper aux lois nouvelles que l'Allemagne a votées. Les fortunes qu'il faudrait pouvoir frapper sont en grande partie à l'étranger. Il y a 14 millions d'Allemands aux États-Unis et avec leur aide les Allemands d'Allemagne ont placé une partie de leur fortune dans le Nouveau-Monde. Il y a des milliers d'Allemands qui sont dans de très bonnes situations sur tous les points importants du globe. Le gouvernement lui-même reconnaît qu'il lui est impossible de contrôler la fortune de ses nationaux ainsi mise en lieu sûr. L'une des principales fautes que nous avons commises en 1918 a été de ne pas comprendre qu'il fallait immédiatement prendre des gages, qu'il fallait organiser immédiatement un contrôle sur la fabrication des usines, sur l'importation et l'exportation. Les Allemands nous montrent au-

jourd'hui des caisses vides. Ils ont converti leurs marks en dollars, en livres sterlings, en florins hollandais.»

On peut ajouter à ce qui précède qu'une des causes de la situation économique actuelle de l'Allemagne résulte de la destruction systématique par ses armées de la presque totalité des établissements industriels du Nord de la France. Les usines métallurgiques, électriques, mécaniques, les mines, etc., ont été anéanties après que les Allemands se furent emparés de leurs installations. On peut apprécier la grandeur de ces ravages en considérant que la France a déjà dépensé 80 milliards pour reconstruire une partie de ce qui avait été détruit.

* * * * *

L'illustre philosophe Boutroux, auteur d'un livre célèbre publié dans ma Bibliothèque de Philosophie Scientifique et auquel je reprochais ses hésitations à conclure, me répondit:

--La plupart des choses n'impliquent pas de conclusions.

Il voulait dire par là, sans doute, qu'une conclusion représente une fin et que le déroulement des faits ne s'arrêtant pas, conclure définitivement est le plus souvent impossible.

L'heure de donner une conclusion aux pages qui précèdent n'a pas sonné. Les peuples continuent à être conduits par des ombres. Ils s'en dégagent lentement sous l'influence de forces nouvelles devenues les grandes régulatrices du monde.

CHAPITRE IV

LES ÉLÉMENTS PSYCHOLOGIQUES DE LA FISCALITÉ

Il y a peu d'années encore, la psychologie classique se composait de dissertations théoriques dépourvues d'intérêt pratique. Les hommes d'État prenaient pour guides des règles empiriques léguées par la tradition et dont l'insuffisance se manifestait fréquemment.

La guerre, et tous les événements qui l'ont suivie, mirent la psychologie au premier rang des sciences utiles. Comment gouverner un peuple, diriger des armées, ou même une modeste usine, si l'on ignore l'art de manier les sentiments et les passions des hommes?

J'ai souvent rappelé que les Allemands perdirent la guerre pour avoir méconnu certaines règles fondamentales de psychologie. C'est parce qu'il les connaissait qu'un célèbre maréchal mit fin, en 1917, en France, à un mouvement révolutionnaire, étendu à plusieurs corps d'armée, et qui menaçait de conduire la guerre vers une issue désastreuse.

A peine entrés dans le conflit, les Américains reconnurent à la psychologie appliquée une telle utilité qu'ils firent rédiger, pour l'usage des officiers, un gros volume dans lequel sont examinés tous les cas pouvant se présenter dans le maniement des troupes: réprimer une émeute, stimuler l'énergie affaiblie des combattants, provoquer l'enthousiasme, etc.

Nos professeurs ne témoignent pas la même estime pour la psychologie. J'ai déjà rappelé qu'à l'École des Sciences Politiques, pas un des nombreux cours qu'on y professe ne lui est consacré.

* * * * *

En raison de leur extrême rareté, les livres de psychologie appliquée ne manquent ni de traducteurs, ni d'acheteurs. Pour cette cause, sans doute, mon petit livre: *_Lois Psychologiques de l'Évolution des Peuples_*, publié il y a vingt-cinq ans, fut traduit en beaucoup de langues et compta parmi ses traducteurs des hommes d'État éminents[8].

[8] La traduction en arabe a été faite par Fathy pacha, alors Ministre de la Justice au Caire; la traduction en japonais, par le baron Motono, Ministre des Affaires Étrangères du Japon; celle en turc par le Dr Ab. Djevdet Bey, Directeur des services sanitaires de la Turquie. L'ancien Président des États-Unis, M. Roosevelt, a souvent répété que ce petit volume ne le quittait jamais.

Si je cite cet ouvrage, malgré son ancienneté, c'est qu'il contient la démonstration de certains principes psychologiques toujours applicables, non seulement au gouvernement des hommes et à l'interprétation de l'Histoire mais, comme nous allons le montrer bientôt, à des questions techniques journalières, l'établissement d'un impôt par exemple.

Ne pouvant reproduire tous les principes exposés dans ce livre je me bornerai à en rappeler ici quelques-uns.

* * * * *

Les peuples ayant un long passé historique possèdent des caractères psychologiques presque aussi stables que leurs caractères anatomiques.

De ces caractères dérivent leurs institutions, leurs idées, leur littérature et leurs arts.

Les caractères psychologiques dont l'ensemble constitue l'âme d'un peuple différant beaucoup d'un pays à un autre, les divers peuples sentent, raisonnent, et réagissent de façons dissimilaires dans des circonstances identiques.

Les institutions, les croyances, les langues et les arts ne peuvent, malgré tant d'apparences contraires, se transmettre d'un peuple à un autre sans subir des transformations profondes.

Tous les individus d'une race inférieure présentent entre eux une similitude très grande. Dans les races supérieures, au contraire, ils se différencient de plus en plus avec les progrès de la civilisation. Ce n'est donc pas vers l'égalité que marchent les hommes civilisés mais vers une inégalité croissante. L'égalité, c'est le communisme des premiers âges, la différenciation, c'est le Progrès.

Le niveau d'un peuple sur l'échelle de la civilisation se révèle surtout par le nombre de cerveaux supérieurs qu'il possède.

* * * * *

Ces lois fondamentales s'appliquent, je le répète, à tous les éléments de la vie politique et sociale. Pour en donner un exemple concret, examinons un cas bien déterminé: l'établissement d'un impôt acceptable sur le revenu.

Un impôt quelconque est toujours désagréable évidemment, mais il devient impraticable quand il heurte la mentalité du peuple auquel on prétend l'imposer.

Chez des peuples disciplinés et très respectueux des règlements: anglais et allemands, par exemple, on peut exiger de

chaque citoyen une déclaration dont la vérification par les agents du fisc sera docilement admise.

Il en sera tout autrement chez des peuples individualistes ne voulant supporter aucune inquisition dans l'existence privée. L'impôt ne sera toléré par eux que s'il est établi sur des signes extérieurs (loyer, nombre de domestiques, etc.) n'impliquant aucune investigation dans la vie personnelle.

Ces principes fondamentaux sont, nous allons le voir, entièrement méconnus aujourd'hui.

* * * * *

Les dettes de la France, qui étaient de 28 milliards en 1914, se sont élevées à 328 milliards en 1922, alors que les recettes annuelles de la totalité des impôts atteignent difficilement 23 milliards, somme qui sera bientôt à peine suffisante pour payer les intérêts de nos dettes. Comment sortir d'une telle situation?

Tous nos ministres des Finances ont cherché à résoudre cet insoluble problème. Ne pouvant guère augmenter encore les impôts, ils tâchent d'augmenter leur rendement.

C'est dans ce but que notre Ministre des Finances, M. de Lusteyrie, proposa au parlement, sur le conseil de ses chefs de service, une série de mesures vexatoires qui eussent bientôt entraîné une évasion générale des capitaux.

Dans le but d'exposer verbalement à cet éminent ministre les objections d'ordre psychologique rendant périlleuses et inefficaces les mesures projetées, je l'invitai au déjeuner hebdomadaire que je fondai jadis avec le professeur Dastre et où des

hommes les plus éminents de chaque profession viennent discuter leurs idées.

Le ministre eut l'amabilité de se rendre à cette invitation. Une indisposition m'ayant empêché d'assister au déjeuner, je lui exposai mes objections dans une lettre dont voici un passage:

«Vous désirez, naturellement, accroître le produit de l'impôt sur le revenu. Mais, pour un accroissement problématique très faible, vous proposez une inquisition fiscale si vexatoire et si compliquée qu'elle exaspérera forcément les contribuables et créera beaucoup d'ennemis au régime.

«Même plus élevé qu'aujourd'hui, un impôt sur le revenu, établi d'après des signes extérieurs, sera toujours beaucoup mieux accepté qu'un impôt basé sur des déclarations impliquant les vérifications des agents administratifs.

«Il est facile, au moins dans beaucoup de cas, de savoir quel coefficient devrait être appliqué aux signes extérieurs de la richesse: loyer, domestiques, etc., pour que l'impôt sur le revenu devienne, sans vexations, égal ou même supérieur à ce qu'il est actuellement.

«Je vous propose donc la recherche suivante:

«Prendre au hasard, dans diverses localités, les cotes de cent contribuables, constater ce qu'ils paient actuellement et rechercher de combien il aurait fallu les taxer, d'après leur loyer et autres signes extérieurs, pour arriver à un chiffre d'impôt exactement égal ou même supérieur à celui payé par eux maintenant.

«Ces éléments étant déterminés, rien ne serait plus facile que d'établir un impôt sur le revenu, dégagé d'inquisition fiscale, que

tout le monde accepterait sans récriminations.»

Le ministre voulut bien me répondre qu'il «allait faire examiner avec la plus sérieuse attention mes suggestions», mais devant l'opposition des socialistes de la Chambre, il ne put finalement en adopter qu'une partie.

* * * * *

Notre déjeuner étant surtout un lieu de discussion, j'y soumis à la critique les idées qui précèdent. Leur justesse psychologique ne fut pas contestée. Mais on montra aisément que mon projet n'avait aucune chance d'être entièrement adopté pour deux raisons, psychologiquement détestables, mais politiquement très fortes.

La première était l'intense hostilité qu'il rencontrerait chez les socialistes.

La seconde, plus forte, bien que moins bonne encore, était qu'un impôt établi automatiquement d'après des signes extérieurs indiscutables priverait les comités et les préfets qui, faisant les élections, gouvernent en réalité la France, d'un moyen d'action extrêmement efficace. L'inquisition fiscale, telle que les socialistes voudraient l'exercer, est comparable à une vis de pression irrésistible. Pour les amis, la vis serait largement desserrée et vigoureusement resserrée pour les ennemis.

La valeur politique de ces arguments est incontestable. N'oublions pas, toutefois, que ce fut souvent par l'application de mesures trop contraires à la mentalité d'un peuple que des régimes politiques périclitaient. Cette mentalité fait partie des forces qui

mènent le monde et que les institutions et les lois ne sauraient changer.

CHAPITRE V

PRINCIPES FONDAMENTAUX D'ÉCONOMIE POLITIQUE

La destinée des peuples est déterminée par des influences psychologiques et des nécessités économiques. Les premières engendrent les pensées et les croyances d'où dérive la conduite. Les secondes fixent les conditions matérielles de l'existence.

Ces grandes lois économiques et psychologiques étant inflexibles, leur violation s'explique toujours.

L'économie politique embrasse une foule de questions: capital, travail, propriété, épargne, etc., dont l'exposé forme généralement de gros volumes.

Leurs auteurs sont d'ailleurs dominés par des théories sur lesquelles l'accord semble impossible. Libre-Échangistes, Protectionnistes, Interventionnistes, etc... se querellent depuis longtemps sans avoir jamais réussi à se convertir.

Dans l'état actuel de nos connaissances et en tenant compte des Enseignements de la guerre les principes fondamentaux de l'Économie politique peuvent, je crois, se résumer dans les propositions suivantes.

* * * * *

1° La richesse d'un peuple dépend surtout de l'intensité de sa production et de la rapidité d'écoulement de cette production.

2° Un produit ne peut être exporté utilement que si son prix de vente ne dépasse pas celui des concurrents étrangers. Il en résulte que les méthodes de fabrication, la division du travail et l'abondance des capitaux d'exploitation jouent un rôle prépondérant en matière d'exportation.

3° L'activité dans la circulation terrestre et maritime peut devenir à elle seule une source de richesse. Des pays petits et sans production comme la Hollande se sont jadis enrichis, simplement par le transport de marchandises qu'ils ne fabriquaient pas.

4° Les marchandises ne pouvant se payer qu'avec d'autres marchandises, un pays important beaucoup plus qu'il n'exporte est obligé de recourir au crédit. Continuer à importer plus que l'on exporte engendre la ruine, à moins de posséder, comme la France avant la guerre, une grande réserve de valeurs mobilières placées depuis longtemps au dehors et portant intérêt.

5° La production étatiste, c'est-à-dire la socialisation et la monopolisation substituées aux initiatives privées, a pour résultat invariable une raréfaction de la production et l'accroissement énorme des prix de revient. La psychologie suffisait à prévoir ce phénomène surabondamment démontré par l'expérience.

6° En dehors de son rôle d'étalon, la monnaie métallique représente simplement une marchandise d'un poids déterminé, échangeable contre d'autres marchandises qui, au besoin, peuvent, elles aussi, servir de monnaie. Il en résulte qu'un peuple peut être dans une situation prospère sans posséder aucune monnaie métallique.

7° La monnaie fiduciaire constituée par des billets ne conserve sa valeur que si elle est échangeable dans un délai assez court contre de la monnaie métallique ou des marchandises. La prolongation du cours forcé du papier réduit rapidement son pouvoir d'achat.

8° Le prix de vente d'une marchandise étant automatiquement déterminé par le rapport entre l'offre et la demande, aucune loi ne saurait fixer sa valeur. Le seul résultat possible des taxations est, d'abord, de raréfier la marchandise taxée, puis de provoquer sa vente clandestine à des prix dépassant ceux qui motivèrent la taxation.

9° Protectionnisme et libre-échange correspondent à des phases différentes de la vitalité industrielle d'un pays. A une vitalité faible, le protectionnisme est utile, bien que coûteux et ralentissant le progrès des industries protégées contre la concurrence étrangère.

10° L'aisance d'un ouvrier ne dépend pas de l'élévation de son salaire, mais du pouvoir d'achat de ce salaire. Dans les pays où la production reste inférieure à la consommation, chaque élévation de salaire a pour conséquence l'élévation du prix des objets de consommation dans une proportion supérieure à l'accroissement des salaires. Chez les peuples à production insuffisante, l'aisance de l'ouvrier diminue à mesure que son salaire augmente.

11° Réduire le nombre des heures de travail dans un pays appauvri, où la production est inférieure aux besoins, c'est accroître la pauvreté de ce pays et rendre la vie plus chère.

12° Quand, sous l'influence de grandes catastrophes, les croyances politiques, religieuses et sociales qui formaient l'arma-

ture mentale d'un peuple s'affaiblissent, elles sont bientôt remplacées par des aspirations nouvelles dépassant toute possibilité de réalisation.

13° Les peuples méconnaissant le rôle des nécessités économiques, se laissent dominer par des illusions mystiques ou sentimentales étrangères aux réalités et génératrices de bouleversements profonds.

* * * * *

Ces brèves vérités n'instruiront probablement personne. Il n'était pas cependant inutile de les formuler. Les pensées sont comparables à ces graines qui entraînées par le vent arrivent à germer sur les plus durs rochers.

LIVRE V - CHAPITRE PREMIER

LES NOUVEAUX POUVOIRS COLLECTIFS

LES ILLUSIONS MYSTIQUES SUR LE POUVOIR DES COLLECTIVITÉS

«Le bon sens, écrit Descartes au début de son célèbre _Discours de la Méthode_, est la chose du monde la mieux partagée: car chacun pense en être si bien pourvu que ceux mêmes qui sont les plus difficiles à contenter en toutes autres choses n'ont point coutume d'en désirer plus qu'ils n'en ont.

«Cela témoigne, ajoute le grand philosophe, que la puissance de bien juger et distinguer le vrai d'avec le faux, qui est propre-

ment ce qu'on nomme le bon sens ou la raison, est naturellement égale en tous les hommes.»

A moins que l'opinion émise par Descartes soit simplement ironique, on s'explique difficilement pareil optimisme. Il semble assez évident en effet que loin d'être «la chose du monde la mieux partagée», le bon sens est au contraire la plus rare.

Chacun possède assurément ce bon sens nécessaire à l'exercice d'un métier, que l'on pourrait appeler le bon sens professionnel. Il n'en est nullement de même pour ce bon sens général qui, dans les diverses circonstances de la vie, montre l'enchaînement des causes et détermine la conduite.

Le bon sens collectif est-il plus sûr que le bon sens individuel? Malgré un universel préjugé il est encore plus rare. Des milliers d'exemples, parmi lesquels pourraient figurer les conférences ayant précédé et suivi la guerre, montrent à quel point le bon sens collectif est rare même chez des collectivités d'élites.

Malgré les preuves expérimentales de cette dernière vérité, la croyance mystique dans l'intelligence des collectivités est telle que, durant la guerre, comme durant la paix, ce fut toujours à des collectivités que les hommes d'État demandèrent la solution des plus difficiles problèmes.

Elles n'en résolurent aucun. Les quatorze conférences réunies depuis la fin des hostilités n'ont servi qu'à montrer la faible valeur des collectivités.

De vagues discours sur la fraternité des peuples et les bienfaits de la paix y furent prononcés et chaleureusement applaudis. Nulle solution efficace n'en résulta.

Parmi les vaines conférences, auxquelles je fais allusion, on ne doit pas compter celles qui aboutirent au traité de paix. Bien que dû à la collaboration de nombreux auteurs, ce traité ne constitue pas, en réalité, une œuvre collective. La collectivité n'intervint que pour formuler en termes obscurs une rédaction dérivée de principes chimériques et d'intérêts dont l'origine exacte ne fut pas d'abord comprise.

Ils furent, d'ailleurs, parfois assez contradictoires, ces principes. Ceux du président Wilson découlaient de rêves humanitaires destinés à créer le bonheur du genre humain.

Ceux du ministre Lloyd George, véritable inspirateur du traité, étaient fort différents. Ses buts essentiels furent l'agrandissement territorial de l'Angleterre, la fondation de l'hégémonie britannique, la recherche des moyens à employer pour empêcher la France de devenir trop forte devant une Allemagne trop faible. Cette dernière préoccupation l'empêcha de favoriser la désagrégation alors spontanée de l'unité allemande, d'où serait résultée une paix prolongée.

Un tel exemple marque bien le seul rôle réel des congrès. Ils servent surtout à conférer l'autorité du nombre aux décisions d'individualités assez fortes pour imposer leur volonté. Le collectif ne sert alors qu'à fortifier l'individuel.

* * * * *

Je ne saurais développer ici ce sujet que j'ai longuement traité ailleurs. Les savants désireux d'écrire des livres de psychologie moins vides que ceux dont se contente notre enseignement classique n'auront qu'à étudier les événements écoulés depuis les dé-

buts de la guerre. Jamais mine plus féconde ne s'offrit aux observateurs.

Un important chapitre de ces futurs livres serait utilement consacré à la persistance des illusions sur la supériorité attribuée aux jugements collectifs.

Tous les hommes politiques, en Angleterre surtout, restent en effet convaincus de l'efficacité des discussions collectives--bien qu'elles aient failli nous faire perdre la guerre--pour résoudre les problèmes dont la solution échappe aux individus isolés. Pendant les quatre années de guerre, conférences et conseils de guerre se multiplièrent à l'infini sans autres résultats que d'inutiles batailles. Ce fut seulement quand les conférenciers se virent au bord de l'abîme qu'ils renoncèrent momentanément à leurs illusions sur la puissance intellectuelle des collectivités. Le commandement individuel remplaça alors le commandement collectif et la victoire changea de camp.

Des expériences analogues se succèdent en Russie depuis plusieurs années. Les théoriciens qui l'ont conduite à sa ruine étaient persuadés, eux aussi, que les collectivités qualifiées soviets transformeraient leur pays en paradis. Elles en firent un enfer.

* * * * *

Une des caractéristiques intéressantes des discussions collectives est que les questions importantes sont généralement écartées par les orateurs. Ce fait constaté dans la plupart des conférences de la paix fut surtout frappant dans celles de Washington et de Lausanne.

Durant celle de Washington, le problème qui obsédait tous les esprits, celui du droit réclamé par le Japon d'établir ses nationaux aux États-Unis, ne fut même pas effleuré. Pendant celles de Lausanne aucun des orateurs en présence, ceux de la Turquie et de l'Angleterre surtout, ne dirent jamais un seul mot des préoccupations réelles qui remplissaient leurs pensées.

Malgré ces évidences, l'âge actuel se voit de plus en plus dirigé par des volontés collectives. Dès qu'une question difficile se présente, les gouvernants nomment, pour la résoudre, des commissions bientôt divisées en sous-commissions, qui découpent les problèmes en minuscules fragments, puis élaborent des solutions moyennes susceptibles des plus contradictoires interprétations.

En s'abandonnant ainsi aux décisions collectives les hommes d'État modernes ne font qu'obéir à une des grandes tendances qui mènent le monde aujourd'hui.

La direction collective et la direction individualiste représentent deux principes en conflit dont aucun ne saurait triompher, par cette simple raison que l'un ne pourrait subsister sans l'autre.

L'évolution moderne a évidemment de plus en plus conduit au travail collectif. L'usine, la mine, le chemin de fer, l'armée, la diplomatie même, sont des œuvres collectives mais ne pouvant prospérer qu'à la condition d'être dirigées par des individualités suffisamment habiles.

Cette nécessité d'une direction unique résulte de principes psychologiques irréductibles que j'ai exposés ailleurs et qu'il serait trop long de rappeler ici. Ils expliquent aussi bien l'insuccès

des congrès et des entreprises étatistes que celui de nos armées, tant qu'elles restèrent sous des influences collectives.

De ces fondamentales notions de psychologie, ni le socialisme, ni le collectivisme, ni le radicalisme, ni la plupart des partis politiques ne veulent tenir compte. L'avenir seul leur apprendra que la nature de l'homme est l'héritage d'un long passé et ne se change pas au gré de nos désirs.

CHAPITRE II

LE CONGRÈS DE GÈNES COMME EXEMPLE DES RÉSULTATS QU'UNE COLLECTIVITÉ PEUT OBTENIR

Nous venons de montrer que les congrès ou tout autre collectivité du même ordre sont impuissants à résoudre les problèmes qui leur sont posés. Nous allons voir qu'ils arrivent parfois à des résultats différant complètement de ceux espérés.

Ce phénomène s'observa souvent au cours des nombreuses conférences réunies dans diverses capitales de l'Europe depuis les débuts de la paix. Elles eurent la plupart pour inspirateur, celle de Gênes notamment, le subtil ministre, M. Lloyd George, qui présidait alors aux destinées de l'Angleterre.

Le but avoué de la Conférence de Gênes était la restauration économique de l'Europe et l'établissement d'une paix durable.

Elle fut, d'ailleurs, accueillie avec peu d'enthousiasme par les États convoqués. Tous comprenaient l'intérêt de l'Angleterre, qui ne vit que d'exportations, à se créer des débouchés nouveaux

pour relever son commerce; mais aucun d'eux n'arrivait à saisir en quoi une collectivité aussi hétérogène que celle des constructeurs de la Tour de Babel serait apte à découvrir des méthodes de restauration ayant échappé aux spécialistes les plus habiles.

En fait, les causes de l'anarchie économique européenne que devaient expliquer les délégués réunis à Gênes étaient si visibles qu'il n'était vraiment pas besoin de nouvelles lumières pour les mettre en évidence. On peut les résumer comme il suit:

Avant la guerre, les progrès de la technique industrielle et la facilité des moyens de transport avaient conduit chaque peuple à se spécialiser dans la fabrication de certains produits, et ils vivaient de l'échange de ces produits. Les nations formaient un bloc économique assez bien équilibré.

Et non seulement cet équilibre est rompu aujourd'hui, mais l'atmosphère de haine et de méfiance qui pèse sur le monde conduit les peuples à s'entourer de barrières douanières, sous prétexte de protéger leurs industries nationales. Elles sont si bien protégées d'ailleurs, qu'on peut observer dans beaucoup de pays une surproduction de produits presque invendables. Tel le fer, pour la France, par exemple.

Toutes ces choses étant connues, les diverses délégations n'ont pu que répéter ce que chacun savait déjà depuis longtemps. Était-il dans le pouvoir d'un congrès d'y trouver un remède ou même de faire varier d'un centime le cours du change dans aucun pays?

* * * * *

La conférence de Gênes ne pouvait réussir à solutionner les grandes questions générales. Elle a montré la même impuissance sur des questions particulières, notamment celle des mines russes de pétrole dont se sont emparés les bolchevistes.

On assure que ce fut la question du pétrole, capitale pour l'Angleterre, qui l'amena à provoquer la conférence de Gênes. Elle s'est cependant exagéré un peu la puissance pétrolifère de la Russie. Alors qu'avant la guerre, la production des États-Unis atteignait trente-neuf millions de tonnes, celle de la Russie dépassait à peine neuf millions. La production des autres pays limitrophes: Pologne, Roumanie, etc., est relativement insignifiante.

Bien que l'extraction annuelle du pétrole dans le monde dépasse à peine 100 millions de tonnes, alors que celle du charbon s'élève à 1.300 millions.

Ce liquide est si précieux dans une foule d'usages que l'on comprend les efforts de l'Angleterre pour mettre la main sur les principales sources du monde. En vingt ans, elle a réussi à devenir maîtresse de tous les gisements pétrolifères importants de l'univers, ceux des États-Unis exceptés. Aujourd'hui, l'Angleterre peut concurrencer la colossale Compagnie américaine, la Standard Oil, dont le budget dépasse celui de bien des États. Les autres Compagnies sont anglo-hollandaises et réunies dans un grand trust comprenant, notamment, la Royal Dutch, la Mexican Eagle, la Shell, etc. Ce consortium tombe, d'ailleurs, de plus en plus sous la domination britannique.

Ces faits qui semblent nous éloigner du but de ce chapitre devaient cependant être rappelés pour montrer combien les buts cachés d'un congrès peuvent différer des buts proclamés.

Pendant quelques jours, très peu d'ailleurs, le premier ministre anglais demeura maître du Congrès. Mais les haines et les conflits d'intérêts contradictoires rendirent bientôt ses efforts impuissants. Finalement, la direction du Congrès passa des mains anglaises dans celles des extrémistes russes conformément à une loi constante des collectivités politiques.

«Certes, écrivait Le Journal de Genève, les délégués bolchevistes n'en espéraient pas autant quand ils se glissaient à travers l'Europe, tremblant de rencontrer quelqu'une de leurs victimes, inquiets de l'accueil qui les attendait.»

Si la conférence de Gènes échoua plus encore que ses aînées, c'est qu'à l'impuissance habituelle de ces collectivités se joignit l'influence de forces mystiques très puissantes sur les collectivités mais dont l'instigateur de ce congrès, M. Lloyd George, ne comprit jamais le rôle. J'ai rappelé comment, pour s'être attaqué à l'Islam, puissance mystique redoutable, l'empire britannique perdit en quelques mois l'Égypte, la Perse, la Mésopotamie et voit actuellement son empire de l'Inde très ébranlé.

A Gènes, le même ministre se heurta encore à une autre force mystique: le communisme, religion nouvelle, toute-puissante sur l'âme des croyants.

Pour obtenir les capitaux dont ils avaient un si impérieux besoin, les délégués russes eussent volontiers abandonné l'exploitation des mines de pétrole dont ils ne tirent aucun parti et signé tous les engagements, puisque les promesses faites à des infidèles n'engagent pas les croyants. Mais renoncer publiquement aux principes fondamentaux de leur foi en admettant des propriétés

privées était impossible. Un tel abandon se fût aussitôt trouvé désavoué par leurs coreligionnaires.

Les Anglais auraient pu se consoler aisément du refus des bolchevistes en songeant que leurs concessions les plus complètes ne pouvaient pas beaucoup modifier la crise économique dont ils souffrent «puisque, dans les années précédant la guerre, moins de 3 % du commerce extérieur de l'Angleterre se faisait avec la Russie».

* * * * *

Toujours confiant dans l'illusoire pouvoir des collectivités, M. Lloyd George se proposait de faire signer à Gênes par les délégués des puissances un «pacte de non agression» qu'il considérerait sans doute comme une sorte de monnaie d'échange capable de séduire ses alliés. Je me demande encore à quoi pouvait bien penser l'auteur d'un tel projet? Pouvait-il vraiment supposer l'existence dans le monde d'un homme d'État assez naïf pour croire à l'efficacité d'un pareil pacte. Un tel engagement n'empêcherait jamais une agression brusquée puisque l'agresseur pourrait toujours se justifier en affirmant que son territoire a été bombardé par des avions analogues à ceux de Nuremberg qui servirent à l'Allemagne de prétexte pour nous déclarer la guerre en 1914.

Il semble d'ailleurs évident que les Russes n'auraient jamais signé le pacte proposé. Le sombre juif qui, le sabre d'une main, l'évangile judéo-communiste de l'autre, dirige les massacres et les pillages de l'armée rouge, faisait annoncer hautement à Gênes l'invasion de l'Europe par sa troupe dans l'espoir d'intimider les membres du congrès. Confiants dans l'influence que peuvent

exercer la crainte et les menaces sur l'âme des collectivités, les délégués russes ramenaient leurs discours sous des formes peu déguisées, à ce dilemme: de l'argent ou une invasion.

Les arrogances et les maladresses de la bande bolcheviste évitèrent aux hommes d'État anglais de subir la honte de paraître influencés par de tels propos. M. Lloyd George lui-même recula et la conférence se termina comme toutes les précédentes, par une démonstration nouvelle de la totale impuissance des collectivités à résoudre un problème, surtout quand les membres de cette collectivité représentent des intérêts différents.

CHAPITRE III

LES GRANDES COLLECTIVITÉS PARLEMENTAIRES

Tous les gouvernements modernes ont à leur tête des collectivités désignées sous le nom de Parlements. Ils ne constituent pas assurément la meilleure forme de gouvernement possible, mais à peu près la seule acceptable aujourd'hui. Les démocraties triomphantes oscillèrent toujours entre la dictature et la domination du nombre.

Les parlements possèdent les caractères des collectivités. Ils en ont la mobilité, les indécisions, les violences et obéissent aussi à ces formules mystiques, dont l'influence sur la foule fut toujours si grande.

Une des caractéristiques des Parlements actuels est l'extension des partis extrêmes: socialisme, communisme, etc. Notre Parlement ne diffère pas sensiblement à ce point de vue des

autres assemblées européennes. Il compte lui aussi un certain nombre de conservateurs et une minorité d'extrémistes: socialistes révolutionnaires, internationalistes, etc.

Ainsi qu'il arrive toujours, ces partis extrêmes ont rallié de plus en plus à eux les anciens partis jadis considérés comme avancés, le radicalisme notamment.

Leurs projets sont chaque jour plus révolutionnaires. Un des membres de ce groupe les a brièvement formulés dans les termes suivants: «Exproprier l'individu et lui enlever, pour les socialiser, les moyens de production qu'il détient.»

Quant à l'impôt sur le revenu, le même député s'exprimait ainsi: «Plus l'impôt sera vexatoire et inquisitorial, plus il servira les fins du collectivisme.»

Ces aveux dégagent une rayonnante clarté. Les socialistes savent très bien que ruiner les classes industrielles et commerciales, serait fatalement ruiner par incidence les autres classes, mais c'est là, justement, le but poursuivi pour arriver à une révolution qu'ils s'imaginent devoir tourner à leur profit.

Révolutionnaires dans leurs propos, ces apôtres d'une foi nouvelle le sont beaucoup moins dans leurs pensées. Ils ne savent pas toujours gouverner leurs paroles, mais des maîtres redoutés les obligent à gouverner leurs actions. Solidement hiérarchisés, ils acceptent, avec une respectueuse crainte, les programmes imposés par les chefs de comités, français ou moscovites connaissant très bien l'art de se faire obéir.

Les origines de ces nouveaux apôtres sont diverses. Quelques-uns vinrent au socialisme révolutionnaire parce qu'il semblait

une carrière d'avenir. Il en est cependant quelques-uns convaincus de la valeur de la foi nouvelle. Ce sont généralement des esprits mystiques dont les conceptions politiques revêtent toujours la forme d'une croyance religieuse. Les mots et les formules ont pour eux une puissance magique. Ils savent de source sûre qu'avec quelques impérieux décrets on peut faire régner le bonheur ici-bas.

Pris en bloc, ils constituent une masse révoltée en apparence, mais docile en réalité. Leur âme grégaire est facilement maniée par les meneurs. Leur personnalité faible est enveloppée d'influences collectives très fortes.

Les socialistes révolutionnaires sont dangereux surtout par la crainte qu'ils inspirent. Les timides s'effacent toujours devant les violents. L'histoire de nos grandes assemblées révolutionnaires a constamment vérifié cette loi. La Montagne de notre grande révolution terrorisa longtemps la Plaine, trois fois plus nombreuse pourtant. La veille même du jour où tomba Robespierre, il était chaudement acclamé par des collègues qui quelques heures plus tard devaient l'envoyer à l'échafaud.

C'est pour ces raisons psychologiques très simples que les socialistes absorbent de plus en plus l'ancien parti radical. La faiblesse de ce dernier est grande, parce que ses convictions sont incertaines. Il suit les socialistes comme la Plaine suivait Robespierre par peur du couteau que d'ailleurs elle n'évita pas.

Il est frappant de constater combien a progressé depuis quelques années le rôle de la peur dans nos assemblées parlementaires. Ce n'est plus avec leur volonté que les ministres agissent, mais avec les erreurs qu'on leur impose. D'opinions

personnelles, ils ont depuis longtemps renoncé à en posséder et surtout à en défendre.

Ce qui manque le plus souvent aux gouvernants modernes, ce n'est pas l'intelligence, mais le caractère. Au lieu de tâcher d'éclairer et diriger L'opinion, ils se mettent à sa remorque. L'opinion, pour eux, c'est celle de quelques sectaires ou d'obscurs comités puisant leur force apparente dans la violence.

Certes, les socialistes n'ont pas plus de caractère que leurs adversaires, mais l'habitude d'obéir à des meneurs despotiques leur confère la puissance qu'une troupe disciplinée possède toujours.

* * * * *

Une assemblée n'est, en général, ni très bonne ni très mauvaise. Elle est ce que la font ses meneurs. C'est pourquoi une volonté forte et continue permet de se rendre facilement maître des collectivités.

Le problème de chaque assemblée nouvelle est de savoir si, de la foule flottante de ses membres surgira quelques hommes de volonté tenace, capables de continuité dans l'effort et possédant assez de jugement pour distinguer les possibilités des chimères.

Autour de tels chefs, les opinions hésitantes se groupent bientôt. Depuis l'aurore de l'humanité et dans tout le cours de l'histoire, les hommes ne se sont jamais révoltés pendant longtemps. Leur secret désir fut toujours d'être gouvernés.

Les gouvernants qui disent nettement ce qu'ils veulent acquièrent rapidement l'autorité et le prestige, bases nécessaires d'un pouvoir durable. Ils réunissent alors facilement une majorité obéissant à quelques idées directrices fondamentales au lieu de

suivre tous les courants momentanés qui agitent les hommes dont la mentalité n'est pas orientée. Les assemblées ont l'âme incertaine des foules et se rangent d'instinct derrière le chef qui leur montre clairement le chemin.

* * * * *

Les grandes questions à résoudre au sein des parlements ne peuvent être résolues qu'avec une majorité fortement groupée autour d'un homme d'État capable de la diriger et non avec ces majorités de hasard que la même semaine voit naître et disparaître.

Tous les autres moyens proposés, y compris l'édification de nouvelles Constitutions, représentent de vaines paroles. Les Anglais n'ont pas changé leur constitution depuis la reine Anne, et à vrai dire ils n'en ont jamais possédé une définitivement formulée.

C'est l'inaltérable foi mystique des peuples latins dans le pouvoir surnaturel des formules qui leur fait si souvent changer de constitutions. Ces changements restèrent toujours d'ailleurs sans effet.

Les institutions n'ont aucune vertu. Ce n'est pas avec elles qu'on refait les âmes. Un peuple ne saurait obtenir un gouvernement meilleur que lui-même. Aux âmes incertaines correspondront toujours des gouvernements incertains.

La plus dangereuse et malheureusement la plus irréductible des erreurs latines, est justement de croire que les sociétés peuvent se reconstruire avec des lois. C'est la généralité de cette erreur qui donne au socialisme sa principale force.

Quels que soient les ambitions et les rêves des politiciens, le monde marche en dehors d'eux et de plus en plus sans eux. Savants, artistes, industriels, agriculteurs, c'est-à-dire les hommes qui font la force et la richesse d'une nation, ne demandent à la politique que de ne pas les entraver. Les théoriciens révolutionnaires sont incapables de rien créer mais ils peuvent détruire. Le monde a été souvent victime de leurs aberrations. Sous leur néfaste influence bien des pays, depuis la Grèce antique, sombrèrent dans la ruine ou la servitude.

CHAPITRE IV

L'ÉVOLUTION DES COLLECTIVITÉS VERS DES FORMES DIVERSES DE DESPOTISME

La dernière grève des chemins de fer belges et les mouvements analogues en France, en Angleterre et dans divers pays sont des indices des nouvelles aspirations populaires.

Plusieurs de ces grèves, en effet, résultèrent non d'une discussion de salaires, mais des prétentions politiques de la classe ouvrière. Les formules nouvelles: la mine aux mineurs, les chemins de fer aux cheminots, la dictature du prolétariat, etc., traduisent nettement les nouvelles conceptions du prolétariat.

Il devient évident, aujourd'hui, que les peuples, et leurs gouvernements aussi, évoluent vers des formes nouvelles de dictature. Collectives en apparence, elles sont toujours individuelles en réalité. Même chez les socialistes les plus avancés, comme les

communistes russes, un gouvernement collectif représente simplement, il faut le rappeler, la dictature de quelques meneurs.

Ces despotismes, les multitudes les acceptent toujours aisément parce qu'elles n'ont jamais en réalité compris d'autres formes de gouvernement. Leurs chefs de syndicats, par exemple, sont de petits potentats aussi facilement obéis que les anciens despotes asiatiques. Les serviteurs de ces despotes modernes ont l'illusion d'être des maîtres et une telle illusion leur suffit.

* * * * *

Donc, aujourd'hui, l'ouvrier aspire non seulement à une élévation constante des salaires, mais surtout au renversement de la société dite capitaliste, que remplacerait une dictature à son profit.

Les classes ouvrières croient aussi pouvoir établir une paix universelle en rapprochant les travailleurs de tous les pays. Mais dans leur rêve elles oublient que d'après les constants enseignements de l'Histoire, les gouvernements populaires furent toujours plus belliqueux que les gouvernements monarchiques.

L'internationalisme superficiel des classes ouvrières se heurte, d'ailleurs, à un développement nouveau du nationalisme dans tous les pays. Séparés par leurs haines et leurs intérêts, les peuples s'entourent de barrières douanières ou militaires chaque jour plus hautes. Dans la devise républicaine toujours inscrite sur nos murs, la fraternité figure encore. Elle a depuis longtemps disparu des cœurs!

* * * * *

Les causes des nouvelles aspirations populaires sont variées. Ne pouvant les étudier toutes ici, je me bornerai à remarquer qu'elles ont été fortifiées par la totale impuissance des gouvernants, d'abord à empêcher une guerre désastreuse, puis à obtenir une paix capable d'éviter de nouveaux conflits.

Un gouvernement, quel qu'il soit, ne se maintient que par le prestige qu'engendre le succès. Il s'affaiblit puis disparaît quand s'évanouit son prestige.

Le prestige disparaît sous des influences diverses, notamment une défaite militaire. Sa chute peut alors être instantanée. Ce fut justement le cas de l'Empire en France, après Sedan, du tsarisme en Russie, après ses défaites, de toutes les monarchies allemandes après le désastre germanique.

Pareil phénomène est assez naturel. On comprend que les catastrophes dont un peuple est victime l'amènent à se révolter contre les gouvernants qui ne surent pas les empêcher.

Le gouvernement vainqueur voit au contraire croître son prestige, pourvu que sa victoire soit bien réelle.

Or, si notre victoire fut très réelle, ses conséquences ne se montrent pas brillantes. La France victorieuse est plus appauvrie que l'Allemagne, qui ne fut jamais ravagée. Elle n'a obtenu aucune indemnité et se trouve obligée d'exécuter elle-même des réparations, dont la valeur s'élève déjà à 80 milliards.

Les Allemands éclairés reconnaissent eux-mêmes que leur situation est financièrement meilleure que celle de la France.

«Au point de vue financier, écrit l'Allemand Parvus, notre situation n'est pas plus mauvaise, elle est plutôt meilleure que celle

des États victorieux. Ces derniers nous ont imposé des contributions énormes, mais ils se sont aussi imposé à eux-mêmes des armements énormes. Les contributions qu'on nous a imposées sont tout de même limitées, tandis que les armements ne connaissent pas de limites et ont tendance à s'étendre toujours davantage. En outre, nous économisons au moins 500.000 hommes par an, qui, au lieu d'être dans les casernes, sont employés dans l'industrie, où ils peuvent créer annuellement au moins 2 milliards de marks-or de valeurs nouvelles.»

Abandonnée par l'Amérique d'abord, par l'Angleterre ensuite, la France sent davantage chaque jour isolement et les dangers qui en résultent, notamment son celui d'une nouvelle invasion.

Sa situation à l'égard de ses anciens alliés n'est pas non plus satisfaisante. Un écrivain anglais, qui ne compte cependant pas parmi nos amis, M. Keynes, le constate dans les termes suivants :

«La France, bien que victorieuse, doit payer à ses alliés plus de quatre fois l'indemnité que, vaincue en 1870, elle paya à l'Allemagne. La main de Bismarck fut légère pour elle en face de la main de ses alliés.»

* * * * *

Le mécontentement général est donc assez justifié et contribue aux aspirations dictatoriales de la classe ouvrière. On remarquera pourtant que cette classe, dont les réclamations sont si bruyantes, n'a nullement souffert financièrement de la guerre.

Elle a vu au contraire sa situation très améliorée alors que l'ancienne bourgeoisie a au contraire beaucoup périclité. Quelques chiffres suffiront à le montrer.

L'ouvrier et l'employé gagnent quatre ou cinq fois plus aujourd'hui qu'avant la guerre, alors que les carrières libérales ont vu leurs revenus s'élever à peine d'un tiers. Certains ouvriers de choix comme les correcteurs d'imprimerie par exemple, arrivent à gagner plus de quarante francs par jour.

Pour les rentiers de l'État, du commerce ou de l'industrie, la situation est devenue tout à fait précaire. Supposons un de ces rentiers qui, après une vie active de travail manuel ou intellectuel, se soit, vers sa soixantième année, retiré avec six mille francs de rente, pour ne parler que des plus fortunés. Dans l'espoir d'être sûr du lendemain, il a placé son capital en rentes sur l'État, ou en obligations de chemins de fer, etc.

De ces valeurs dites «de tout repos», il continue à toucher les mêmes revenus; mais comme la monnaie fiduciaire avec laquelle il est payé a perdu les deux tiers de son pouvoir d'achat, c'est exactement comme si on lui avait retiré les deux tiers de son revenu. Ses six mille francs de rentes sont donc, en réalité, tombés à deux mille.

L'ouvrier ignore de telles réductions. Son salaire s'élève presque automatiquement dès que s'abaisse le pouvoir d'achat de la monnaie avec laquelle il est payé.

* * * * *

Ces considérations nous ont éloigné du sujet fondamental de ce chapitre: l'évolution des pouvoirs politiques vers des formes diverses de dictature.

Après avoir indiqué cette évolution dans les classes populaires, il nous reste à la constater dans la classe politique chargée

du gouvernement des nations.

Cette évolution a été précédée d'une désagrégation complète des anciens partis politiques. Ils ont tous pris cet aspect de vétusté qui annonce la fin des choses.

Radicaux, socialistes unifiés, royalistes, communistes même et bien d'autres, parlent une langue usée n'ayant plus d'écho dans les âmes.

Les questions qui passionnaient hier et qu'ils voudraient faire revivre ne provoquent plus que l'indifférence devant les réalités de l'heure présente. Qui s'intéresse, maintenant, à des sujets tels que la lutte contre le cléricalisme, la laïcisation des hôpitaux et des écoles, l'expulsion des congrégations, la séparation de l'Église et de l'État, etc.?

Les vieux partis politiques des autres peuples subissent la même décadence. L'ancienne politique anglaise, par exemple, se montre de plus en plus impossible aujourd'hui. Que deviennent les doctrines «sur le splendide isolement», la prétention de régner sur les mers, de dominer l'Orient? etc.

Mais les idées et les dieux ne périssent pas en un jour. Avant de descendre au sépulcre, ils luttent longtemps.

Et c'est pourquoi nous voyons dans tous les pays les vieux partis essayer de reconquérir du prestige en superposant à leurs vieilles doctrines des idées nouvelles, les plus extrêmes surtout.

* * * * *

Pendant que les partis politiques discutent, les gouvernements sont obligés d'agir. Devant la lenteur et l'impuissance des collec-

tivités tous les premiers ministres des divers pays sont progressivement devenus de véritables potentats. Les autres ministres, jadis leurs égaux, ne représentent plus que des subordonnés exécutant simplement les ordres du maître.

Ce pouvoir absolu, né pendant la guerre, ne diffère essentiellement des anciennes autocraties que sur un seul point. L'autocrate de jadis ne pouvait être renversé que par une révolution, alors que l'autocrate moderne peut l'être par un vote. Ainsi M. Lloyd George, après avoir gouverné dictatorialement l'Angleterre et un peu aussi l'Europe pendant plusieurs années, fut-il renversé par un simple vote, à la suite de sa désastreuse politique en Orient.

Jusqu'ici, les premiers ministres se sont inclinés devant les votes des Parlements qui les renversaient. Mais une évolution nouvelle, déjà commencée en Italie, se dessine maintenant. Le dédain pour les votes parlementaires du premier ministre, issu du triomphe du fascisme, semble indiquer que le renversement des ministres ne sera pas toujours aussi facile qu'actuellement.

* * * * *

Les intérêts des peuples sont tellement enchevêtrés que l'absolutisme, qui grandit à l'intérieur des pays, diminue de plus en plus au contraire à l'extérieur. Pour les questions d'intérêts communs, il a fallu recourir à des ébauches de gouvernements collectifs: congrès, conférences, délégations, Société des Nations, etc. Ils se multiplient chaque jour, sans, d'ailleurs, que les résultats obtenus soient devenus bien efficaces.

Le plus célèbre de ces pouvoirs collectifs est la Société des Nations dont nous parlerons en détail bientôt. Son influence actuelle est à peu près nulle, mais il est bien visible que le jour où

elle posséderait une autorité réelle, c'est-à-dire le moyen de faire respecter ses décisions, le monde se trouverait régi par un supergouvernement absolu.

C'est parce qu'ils ont nettement perçu cette évidence, échappée aux hommes d'État européens, que les États-Unis ont, je l'ai fait remarquer déjà, énergiquement refusé de faire partie de la Société des Nations. Il leur semblait inadmissible qu'un grand peuple pût être forcé d'obéir aux décisions d'une collectivité étrangère.

* * * * *

De toutes les formes de despotisme dont le monde est menacé, la plus intolérable serait sûrement celle du socialisme triomphant. Il ferait peser sur les pays tombés sous ses lois une misère sans espoir.

Après avoir ruiné la Russie et ravagé pendant quelques mois l'Allemagne et la Hongrie, il menaçait la vie sociale de l'Italie qui s'en débarrassa par le violent mouvement de réaction du fascisme.

La France est, heureusement, un des pays le moins exposé à la réalisation des doctrines socialistes, grâce à la classe agricole, qui forme la partie stable de sa population.

Le paysan français est devenu le principal détenteur de la vraie richesse. Peu lui importe que le franc perde les deux tiers de son pouvoir d'achat, ou davantage. Ses produits agricoles: blé, sucre, bétail, etc., constituent une monnaie d'échange dont la valeur ne baisse pas, et que l'avalissement du papier-monnaie ne saurait toucher.

La classe rurale s'est enrichie beaucoup pendant la guerre et ne demande qu'à conserver la terre acquise. Elle n'a besoin de personne, et tout le monde a besoin d'elle.

Cette classe est restée durant la paix, comme elle le fut, au cours de la guerre, la véritable armature de sociétés agitées par des ambitieux avides et des hallucinés chimériques. Elle constitue un des noyaux de résistance aux dictatures populaires qui ont déjà causé tant de ravages en Europe.

CHAPITRE V

LES ILLUSIONS SUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

L'histoire des illusions dont les peuples disparus ont été victimes remplirait un lourd volume. Celles qui dominent les temps modernes formeraient un volume plus lourd encore.

A aucune époque, en effet, même aux âges de foi naïve des croisades, le monde n'a été plus influencé qu'aujourd'hui par des illusions mystiques et les formules qui en dérivent.

Il serait difficile, par exemple, de méconnaître qu'au nombre des causes essentielles de la grande guerre, figurèrent, en premier rang, les illusions mystiques d'un peuple convaincu que la volonté du ciel et sa supériorité ethnique le destinaient à régir l'univers.

La paix qui termina cette mystique épopée vit naître d'autres illusions aussi funestes. Elles bouleversent maintenant l'Europe

et la menacent de guerres, beaucoup plus destructives que les conflits dont le monde est à peine sorti.

La science moderne sépare les continents, transmet au loin la pensée avec la vitesse de l'éclair; mais elle n'est pas assez puissante pour dissiper les illusions qui aveuglent les hommes.

Parmi ces illusions figurent celles servant de base à la Société des Nations.

S'il suffisait, pour établir des institutions durables, de la volonté d'un homme et de l'assentiment des peuples, la Société des Nations se fût imposée d'une façon définitive.

Elle eut, en effet, pour créateur un chef d'État que les circonstances avaient doué d'un absolu pouvoir. Son projet, renouvelant d'anciens projets analogues, fut accueilli avec enthousiasme par les nations auxquelles il faisait espérer une paix éternelle. De toutes les contrées du globe, l'Amérique fut seule à repousser le présent offert au monde par un de ses fils. L'étonnement en Europe fut grand, mais la foi persista inébranlée jusqu'au jour où elle se heurta au mur de l'expérience.

* * * * *

Bien peu d'années nous séparent de l'époque où, sur des bases d'aspect indestructible, s'éleva la Société des Nations. Aujourd'hui, les désillusions à son égard sont aussi profondes que furent grandes les espérances. Son impuissance se manifesta complète, en effet, sur toutes les questions.

Aucun de ses avis ne fut écouté, sauf la décision relative au partage de la Haute-Silésie.

En dehors de ce cas, assez exceptionnel puisque les intéressés acceptaient d'avance sans discussion la solution formulée, toutes les autres décisions de la Société des Nations se virent rejetées par les parties en présence.

Le premier différend dont elle eut à s'occuper fut celui porté devant son tribunal par la Bolivie contre le Chili.

Le représentant du Chili refusa de reconnaître la compétence de la Société des Nations, ajoutant, avec ironie, que si elle avait la prétention de refaire la carte du monde, «cet organisme, créé pour consolider la paix, finirait par déclencher la guerre universelle». Le même représentant dénia d'ailleurs à la Société des Nations le droit d'intervenir dans les affaires d'Amérique.

L'assemblée accepta modestement la leçon, puis pour sauver un peu les apparences, nomma une Commission destinée à définir ses pouvoirs.

Les Polonais ne furent pas moins catégoriques. Avec un dédain sans-gêne, la diète de Pologne déclara, relativement à l'attribution du territoire de Vilna, «que la Pologne ne donnera jamais son assentiment à la solution adoptée par la Société des Nations».

* * * * *

Pour donner quelque force à ses décisions, que personne ne respectait, la Société des Nations proposa de s'attribuer le droit d'établir un blocus économique contre les États refusant de lui obéir.

Menace bien vaine. Un tel blocus, en effet, exigerait, pour être constitué, l'improbable assentiment des quarante États représen-

tés. On sait, d'ailleurs, que, malgré sa toute-puissance, Napoléon ne réussit pas à maintenir pareil blocus contre l'Angleterre.

Le représentant de l'Italie fit justement observer que cette méthode du blocus était inapplicable en raison de la nécessité «de respecter l'autonomie des divers États». Il est évident qu'à moins de renoncer à son indépendance, aucun État ne saurait s'incliner devant les décisions d'une sorte de super-gouvernement étranger.

* * * * *

Si l'impuissance de la Société des Nations est complète, c'est qu'elle n'a aucun moyen de faire respecter ses décisions. Tous les codes religieux ou sociaux, sans une seule exception, s'appuient sur ces éléments fondamentaux, châtiments et récompenses, Paradis et Enfer.

Les décisions de la Société des Nations représentant un code dépourvu de sanctions reste sans force. Pourrait-on songer à la doter d'une armée capable de faire respecter ses arrêts? Une telle armée ne serait efficace qu'à la condition d'être nombreuse et, par conséquent, coûteuse. Composée, d'ailleurs, de soldats empruntés à tous les pays, elle n'aurait aucune cohésion et serait peu redoutable.

Affirmer qu'un code dépourvu de sanctions, c'est-à-dire de contrainte, ne sera jamais respecté, revient à soutenir que la force, constituant l'armature nécessaire du droit, il n'existe pas de droit sans force.

Cette vérité, que la puérile phraséologie des moralistes essaie vainement d'obscurcir, est reconnue par tous les juristes ayant

un peu creusé les fondements de leur science.

Dans son livre récent: Les Constantes du Droit, le grand juriste belge, Edmond Picard, insiste longuement sur ce fait que «l'élément contrainte est fondamental dans le droit», et il ajoute:

«La formule que la force ne peut créer le droit n'est qu'un cri naïf de généreuse ignorance juridique.»

Qu'une force soit morale ou matérielle, le résultat est le même dès que cette force parvient à s'imposer. Si le pape Grégoire VII put jadis obliger un puissant empereur d'Allemagne à venir le solliciter à genoux devant la porte de sa cathédrale, à Canossa, c'est que ce pape disposait, aux yeux de l'empereur, de toutes les forces du Ciel et de l'Enfer. Doué d'un tel pouvoir, le pontife paraissait invincible.

Le prestige peut donc devenir une force morale supérieure aux forces matérielles. Si la Société des Nations finissait, à une époque encore imprévisible, par acquérir un suffisant prestige, son influence serait réelle. Pour le moment, elle est totalement nulle.

* * * * *

Inutile de dissenter sur le rôle futur de la Société des Nations. Les haines actuelles entre peuples sont trop vives, les intérêts qui les séparent trop contradictoires, pour qu'un tribunal international puisse arrêter aucun conflit.

Ce ne seront pas, assurément, ses décisions qui empêcheront l'Égypte, la Turquie et l'Inde, etc., de réclamer à main armée leur indépendance, lorsqu'elles seront devenues assez fortes pour se faire entendre. Ce n'est pas non plus un tel tribunal qui empêche-

ra le Japon, trop peuplé, d'exiger la libre entrée de ses nationaux sur le territoire des États-Unis.

Personne ne peut vraiment croire aujourd'hui qu'une Société des Nations puisse liquider les difficultés que nous voyons grandir entre les États et supprimer toutes les causes de conflit?

* * * * *

Les anciens défenseurs de la Société des Nations ont eux-mêmes rapidement perdu leur confiance. J'en citerai comme preuve les passages suivants du journal *«Le Temps»*, qui fut à un certain moment son plus ardent prosélyte.

«_La Société des Nations est-elle en mesure d'empêcher ou d'arrêter une guerre? L'expérience répond._

«_En 1920, les bolchevistes russes ont failli prendre Varsovie. La Société des Nations s'est bien gardée d'intervenir._

«_En 1921, les Grecs font la guerre aux Turcs. La Société des Nations s'abstient soigneusement de s'en occuper._

«_A vrai dire, elle a tenté de régler l'affaire de Wilna. Mais le Gouvernement lithuanien a refusé froidement la transaction approuvée par le Conseil de la Société des Nations._

«_Tel est le genre d'autorité que possède la Société des Nations, lorsqu'il s'agit d'empêcher ou d'arrêter l'effusion du sang._»

* * * * *

Les membres de la Société des Nations désireux de rehausser un peu leur maigre prestige, et persuadés, d'ailleurs, de la grande

utilité de leurs fonctions, se sont attribué, ainsi qu'à la foule de leurs protégés, des émoluments tout à fait princiers. Dans le rapport de M. Noblemaire, on voit que les secrétaires reçoivent un traitement annuel de 250.000 francs. Les sous-secrétaires se contentent de 200.000 francs. Les chefs de sections, parmi lesquels figure un socialiste fort connu, touchent 300.000 francs. De modestes employés ont la solde d'un maréchal de France.

Ce personnel royalement doté a été recruté un peu partout, suivant le poids des recommandations. On y voit figurer un petit professeur de lycée, un modeste correspondant de journaux, etc...

Les membres de la Société des Nations ne furent pas, d'ailleurs, les seuls à s'attribuer d'extravagants salaires. La France et l'Europe sont submergées aujourd'hui par d'innombrables délégations parasites qui, depuis les agents chargés de liquider les stocks jusqu'à ceux surveillant les réparations, se trouvent, grâce à leurs traitements princiers, en voie de réaliser des fortunes. A Vienne, par exemple, les membres de la Commission des réparations sont logés dans des palais somptueux et entourés d'un luxe asiatique.

De même, en Allemagne. D'après les renseignements publiés par Le Matin, le traitement des fonctionnaires de la Commission des réparations varie entre 30.000 et 400.000 francs.

Nous avons reproduit ces chiffres, parce qu'ils contribuent à montrer combien, dans les conflits modernes, devient dur le sort du vaincu. C'est là un enseignement philosophique que méditeraient avec profit les théoriciens comptant uniquement sur des Sociétés pacifistes pour assurer la paix et empêcher les invasions.

Derrière le voile dangereux de leurs illusions, fermente la haine d'un peuple de soixante millions d'hommes qui ne songe même pas à dissimuler son intense désir de revanche dès qu'il croira la France affaiblie par ses dissensions. Plus encore qu'autrefois, les futures luttes ignoreront la pitié et justifieront la sentence prononcée voici deux mille ans par le Gaulois Brennus: «Malheur aux vaincus!» Il formulait ainsi une de ces vérités éternelles qui gouverneront les êtres jusqu'au refroidissement total de notre planète.

Malgré sa totale impuissance actuelle, la Société des Nations mérite cependant d'être conservée pour tenter d'apaiser à leurs débuts les petites querelles sans importance qui, envenimées par l'amour-propre, deviennent l'origine de grands conflits. Dans l'atmosphère d'instabilité et de menaces qui enveloppe l'Europe, il n'est pas inutile d'avoir un tribunal possédant, si peu que ce soit, des vestiges de l'autorité et du prestige que perdent chaque jour les dieux, les institutions et les rois.

CHAPITRE VI

LE RÔLE POLITIQUE DU PRESTIGE

J'ai déjà insisté sur le rôle du prestige dans la vie des peuples. Il ne sera pas inutile d'y revenir encore.

Les économistes assurent que les guerres deviennent inutiles, puisqu'elles ruinent le vainqueur autant que le vaincu. Il ne faut pas oublier cependant que la victoire reste la grande génératrice du prestige nécessaire à la prospérité des peuples.

Aujourd'hui comme à tous les âges de l'histoire, les hommes ont été gouvernés par le prestige. C'est la guerre avec la Russie qui a élevé le Japon au rang des grandes puissances et c'est la guerre également qui a transféré à l'Angleterre l'hégémonie européenne que possédait jadis l'Allemagne.

La conférence de Lausanne et l'occupation de la Ruhr aussi, constituent d'éclatantes preuves de l'influence que le prestige donne à un peuple. Ces deux événements représentent peut-être, au double point de vue politique et psychologique, les plus importants observés depuis le traité de paix.

En ce qui concerne la France, son entrée dans la Ruhr, malgré l'énergique opposition britannique, marqua une libération du joug grandissant de l'Angleterre et le début du relèvement de notre prestige.

Quant à la Turquie, la veille de la foudroyante victoire de Kemal sur les Grecs, les chancelleries étudiaient les moyens d'expulser définitivement les Turcs de l'Europe et ne daignaient même pas recevoir leurs envoyés.

Au lendemain de la victoire turque, changement radical et instantané. L'altier ministre des Affaires Étrangères britannique alla lui-même discuter pendant trois mois à Lausanne avec des délégués turcs, que le prestige acquis par la victoire rendait aussi exigeants qu'ironiques, les conditions d'une paix forçant l'Angleterre à renoncer à toutes ses prétentions.

La France, associée à ces discussions, dut subir les conséquences des trop visibles divergences séparant les Alliés. Les Turcs en profitèrent pour présenter des réclamations qu'ils n'eussent jamais osé formuler devant des adversaires plus unis.

* * * * *

L'occupation de la Ruhr a bouleversé toutes les idées du gouvernement anglais persuadé que la France resterait à la remorque des volontés britanniques.

Lorsqu'elle soutenait l'Allemagne contre nous, l'Angleterre obéissait à des intérêts politiques dont il ne faut pas méconnaître la force.

La conduite d'un adversaire n'est compréhensible qu'après avoir réalisé l'effort nécessaire pour raisonner avec ses idées.

Essayons donc de substituer à notre mentalité celle des diplomates anglais depuis les débuts de la paix et demandons-nous quels furent les mobiles directeurs de leur politique.

Après s'être emparé de tout ce qu'elle trouvait prendre à l'Allemagne: colonies, vaisseaux de guerre, marine marchande, etc., l'Angleterre avait un intérêt évident à favoriser son relèvement économique afin de lui vendre, comme autrefois, ses marchandises. Il fallait donc empêcher que l'argent allemand, au lieu d'être dirigé vers les caisses des commerçants britanniques, fût versé à la France pour réparer ses départements ravagés.

En dehors des avantages commerciaux que la Grande-Bretagne retirait de son assistance aux Allemands, elle suivait cette règle traditionnelle de sa politique: empêcher la France de devenir trop forte devant une Allemagne trop faible.

Ce résumé de la politique anglaise plus développé dans d'autres parties de cet ouvrage permet de comprendre son opposition et pourquoi le prestige de la France se fût affaibli complètement en Europe si elle ne l'avait pas reconquis par un acte d'in-

dépendance. L'hégémonie anglaise eût alors définitivement remplacé en Europe l'hégémonie germanique.

Beaucoup d'Anglais éclairés avouent maintenant l'imprudence de leur politique. Le duc de Northumberland reconnaissait dans une conférence que tous les efforts du gouvernement anglais avaient eu pour but «de permettre à l'Allemagne d'échapper aux conséquences de sa défaite... M. Lloyd George est allé jusqu'à menacer de rompre avec la France et de conclure une alliance avec l'Allemagne».

Le même orateur terminait en disant qu'avec la continuation d'une telle politique, «aussi sûrement que le soleil se lèvera demain, nous aurons avant longtemps une nouvelle guerre en Europe».

* * * * *

Le rôle capital du prestige est souvent oublié de nos gouvernants. Ils l'oublièrent totalement en pénétrant timidement dans la Ruhr alors qu'il fallait y entrer au contraire solennellement tambours battants, drapeaux déployés et escortés de mitrailleuses.

Malheureusement, les chefs de cette expédition oublièrent entièrement certains éléments fondamentaux de la genèse du prestige, celui-ci, entre autres: le prestige qu'on n'a pas su imposer aux débuts d'une opération ne s'obtient que très difficilement plus tard.

C'est justement par suite de la négligence d'un tel principe, qu'au lieu de pénétrer militairement dans la Ruhr, les troupes françaises y entrèrent timidement, de façon à ne gêner personne.

Jamais les Allemands n'eussent commis pareille faute de psychologie. Suivant leurs méthodes, appliquées tant de fois dans nos départements envahis, les auteurs des premiers sabotages ou déraillements eussent été fusillés sommairement. Un nombre infime d'exemples suffisait.

Notre ignorance psychologique eut pour conséquence une insurrection générale. Comme le faisait justement observer l'ancien chancelier allemand Hermann Muller, «l'état d'esprit régnant dans la Ruhr n'aurait pu être maintenu que si les masses avaient eu l'impression que la résistance était _matériellement impossible_».

Comment nos dirigeants ont-ils pu négliger d'aussi élémentaires principes de la psychologie des foules, et oublier qu'un peu plus de vigueur eût facilement fait comprendre à la population l'impossibilité de toute résistance?

* * * * *

Ce n'est pas, en réalité, avec la force mais avec le prestige que les maîtres des peuples ont toujours gouverné. Leur puissance disparaît quand s'évanouit leur prestige. Cette règle fondamentale de l'art de gouverner ne souffre guère d'exception.

Le prestige restera toujours le grand élément dominateur de multitudes aussi incapables de pressentir les événements prochains que de comprendre les réalités présentes. L'homme d'État doué de prestige sait inspirer les opinions collectives et donne ainsi la force du nombre à ses décisions personnelles. C'est surtout dans cette opération que réside aujourd'hui l'art de gouverner.

En fait, depuis les débuts de la guerre, l'Europe a été dominée par un petit nombre de chefs absolus doués de prestige, et n'utilisant les collectivités que pour conférer la force nécessaire à leurs résolutions personnelles.

Tel fut notamment le rôle du président Wilson, considéré comme le représentant d'un peuple ayant aidé à terminer la guerre. Son immense prestige lui permit de bouleverser toutes les créations de l'histoire et transformer la plus vieille monarchie de l'Europe en petits États sans existence économique possible.

Ce fut également sur le prestige que s'appuya pour exercer pendant plusieurs années une véritable dictature européenne le premier ministre britannique, M. Lloyd George. Grâce à ce prestige, il put pendant la rédaction du traité de paix empêcher la France de reprendre la vieille frontière du Rhin, si nécessaire à sa sécurité pourtant. Toujours appuyé sur le même prestige il aida plus tard l'Allemagne à refuser le paiement des réparations dues à la France.

Ce pouvoir sans contrôle, car un parlement subjugué n'est pas un contrôle, peut devenir d'ailleurs générateur de catastrophes. On ne le verra que plus tard pour l'action du président Wilson. On l'a déjà vu pour celle du premier ministre anglais lorsque sa méconnaissance de certaines forces psychologiques fit perdre à son pays, l'Irlande, la Perse, l'Égypte, la Mésopotamie et la domination de l'Orient.

Sans doute, le clavier des mobiles déterminant les actions contient beaucoup de régions inexplorées. Mais nos connaissances sont cependant assez étendues pour être utilisables. Les hommes d'État ne doivent pas oublier que si les lois économiques

conditionnent la vie matérielle des peuples, les lois psychologiques régissent leurs opinions et leur conduite.

LIVRE VI - CHAPITRE PREMIER

COMMENT SE RÉFORME LA MENTALITÉ D'UN PEUPLE

LES IDÉES AMÉRICAINES SUR L'ÉDUCATION

Lorsque le 27 mai 1905 la grande flotte de l'Empire russe se trouva totalement anéantie, en quelques heures, à Tōshima par les cuirassés japonais, la stupeur fut grande dans le monde. Il devenait brusquement évident, en effet, que contrairement à toutes les idées reçues, l'infime Japon à peine connu depuis un demi-siècle, était devenu une grande puissance. On le vit mieux encore en apprenant que dans toutes les batailles livrées au Japon, les Russes, bien que toujours fort supérieurs en nombre, avaient été invariablement vaincus.

A une question sur les causes de cette supériorité que je posai alors à l'ambassadeur du Japon à Paris, M. Motono, l'éminent homme d'État me répondit:

«Le développement actuel du Japon tient surtout à l'éducation qu'il sut choisir quand une révolution le fit récemment sortir du régime féodal. Cette éducation intelligemment choisie fut orientée de façon à développer aussi les qualités de caractère léguées par nos aïeux.»

Pendant la même période, d'un demi-siècle à peine, l'Allemagne avait réussi à se placer, au point de vue scientifique et in-

dustriel, à la tête des Nations. Cette supériorité, elle l'obtint également grâce à des méthodes d'enseignement fort différentes des nôtres et grâce aussi d'après la déclaration d'un de ses Ministres aux qualités d'ordre et de discipline inculqués par son régime militaire.

* * * * *

Les chapitres qui précèdent ont montré à quel point la guerre avait déséquilibré la vie des peuples.

Ce déséquilibre, nous l'avons rencontré partout: déséquilibre politique, déséquilibre économique, déséquilibre financier, déséquilibre des pensées.

Le monde détruit est à refaire, mais ils ne sont pas nombreux, les moyens de le reconstruire.

Compter sur les institutions politiques serait tout à fait chimérique. Étant des effets et non des causes, elles suivent l'état mental d'un peuple, mais ne le précèdent pas.

Les influences capables de modifier l'âme d'une nation, notamment celle des générations assez jeunes pour que leurs idées n'aient pas encore été fixées dans un moule définitif se ramènent, en dehors des religions dont l'influence n'est possible qu'aux siècles de foi, à ces deux moyens: L'Éducation et le régime militaire.

Bien des années se sont écoulées depuis que j'inscrivais comme épigraphe sur un de mes ouvrages: _le choix d'un système d'éducation est beaucoup plus important pour un peuple que le choix de son gouvernement._

Les erreurs en matière d'éducation sont devenues fort dangereuses.

A l'époque où l'industrie n'était pas née, où les forces de l'économie politique n'avaient pas surgi, où les hommes trouvaient dès leur naissance une ligne d'existence toute tracée et où l'éducation ne représentait qu'un luxe sans grande importance, son action restait un peu secondaire.

Actuellement, la valeur d'un individu dépend en grande partie de l'éducation qu'il a reçue. On ne s'étonnera donc pas qu'ayant déjà traité ce sujet dans plusieurs ouvrages, j'y revienne encore.

* * * * *

J'ai beaucoup regretté la mort de Théodore Roosevelt qui fut un des plus remarquables présidents des États-Unis.

Je ne l'ai pas regretté seulement parce qu'il fut toujours un grand ami de la France, mais aussi parce que je comptais sur son concours pour rendre à mon pays un important service.

J'étais, depuis longtemps déjà, connu du célèbre homme d'État par mes livres. Je n'eus occasion de le rencontrer que deux mois avant la guerre, à un déjeuner qui lui était offert par mon éminent ami, Hanotaux, ancien ministre des Affaires étrangères. M. Roosevelt avait désigné lui-même les convives qu'il désirait voir à ses côtés.

Pendant le repas, l'ancien président fut, à la fois, étincelant et profond. Sa logique ferme et précise arrivait vite au nœud de chaque question.

Après avoir parlé du rôle des idées dans l'orientation des grands conducteurs de peuples, Roosevelt, fixant sur moi son pénétrant regard, me dit d'une voix grave:

--Il est un petit livre qui ne m'a jamais quitté dans tous mes voyages et qui resta toujours sur ma table pendant ma présidence. Ce livre est votre volume: Lois Psychologiques de l'Évolution des Peuples.

Le président expliqua longuement, ensuite, les enseignements que, suivant lui, cet ouvrage contenait.

Je m'inclinai, très charmé, assurément, mais un peu étonné que les vues d'un modeste philosophe pussent avoir un aussi lointain rayonnement. Sans doute les hommes de pensée sont les inspireurs des hommes d'action, mais les seconds reconnaissent rarement l'influence des premiers.

Dès ce moment, naquit dans mon esprit un projet auquel l'illustre président voulut bien s'associer, mais que sa mort interrompit. Si j'en parle dans ce chapitre, c'est dans l'espoir qu'il tombera sous les yeux d'un de ses compatriotes assez influent pour en provoquer la réalisation.

* * * * *

On sait, par les innombrables écrits publiés depuis longtemps, combien est lamentablement inférieur notre système d'éducation classique.

Tous les efforts tentés pour le modifier ont complètement échoué. Cet enseignement reste ce qu'il était jadis: purement livresque et n'exerçant que la mémoire. Il en résulte, comme l'avait

déjà fait observer Taine, que les connaissances ainsi acquises se trouvent oubliées six mois après l'examen.

Notre antique système pouvait être suffisant aux époques qui demandaient surtout des juristes et des orateurs. L'évolution actuelle du monde l'a rendu funeste. Nous sommes d'ailleurs, avec les Espagnols et les Russes, à peu près les seuls peuples de l'univers l'ayant conservé.

Changer de nous-mêmes nos méthodes semble impossible puisque toutes les tentatives de réforme ont invariablement échoué.

La raison en est qu'aucun des réformateurs ne comprit que c'étaient les méthodes d'enseignement et non les programmes qu'il fallait transformer. Tous les programmes sont bons. La façon dont ils sont appliqués détermine leur valeur.

On saisit nettement les causes de l'incompréhension des maîtres de notre Université, en parcourant leurs déclarations. L'infériorité de notre enseignement y est unanimement signalée, mais les explications qu'en donnent ces savants professeurs prouvent qu'ils n'en ont jamais perçu les vraies causes.

Du haut en bas de l'échelle universitaire, l'incompréhension est la même.

Les professeurs se trouvent seulement d'accord pour reconnaître que nos méthodes d'enseignement sont détestables. Une partie de mon ouvrage: *Psychologie de l'Éducation*, arrivé aujourd'hui à sa vingt-septième édition, et que le président de l'Académie des Sciences de l'empire russe fit jadis traduire pour servir de guide à l'enseignement en Russie, est consacrée à l'énu-

mération des critiques que formulèrent les universitaires convoqués devant une grande commission d'enquête. Notre éducation classique ne trouva presque aucun défenseur parmi eux.

Une preuve nouvelle de notre inaptitude à changer nous-mêmes nos méthodes me fut donnée lors d'une circonstance relatée dans le livre cité à l'instant, mais qu'il ne sera pas inutile de rappeler ici.

A la suite de la publication de cet ouvrage je reçus la visite d'un illustre savant, M. Léon Labbé, qui me tint à peu près ce langage:

--Étant sénateur, membre de l'Académie des Sciences, membre de l'Académie de Médecine et professeur à la faculté, je possède plusieurs tribunes d'où je puis me faire entendre. La réforme de notre éducation me semble absolument urgente. Voulez-vous me préparer des notes pour un discours que je prononcerai d'abord au Sénat?

Je réunis immédiatement les notes réclamées. L'éminent savant revint plusieurs fois; mais ayant consulté en même temps des professeurs qui lui montrèrent l'impossibilité de toute réforme, il reconnut avec tristesse, dans une de ses dernières visites, que pour modifier notre système d'éducation il faudrait changer d'abord l'âme des professeurs, puis celle des parents et enfin celle des élèves. Hercule lui-même eût reculé devant une telle tâche.

* * * * *

La guerre militaire est à peu près terminée, mais une guerre économique va nécessairement la suivre.

Les succès des peuples qui nous avaient dépassés avant le grand conflit étaient dus surtout à un système d'éducation complètement différent du nôtre.

Cette dissemblance paraît particulièrement frappante aux États-Unis. C'est à leur éducation que les Américains doivent le dédain des complications administratives, la rapidité de décision et d'exécution, l'initiative, la méthode, en un mot toutes les qualités manifestées dans les travaux qu'ils exécutèrent en France durant la guerre, et que constatait aisément l'observateur le moins exercé.

L'éducation américaine se préoccupe surtout de créer des habitudes mentales. Peu importe ce que l'élève apprend si sa réflexion, son esprit d'observation, son jugement et sa volonté ont été développés.

Alors que notre enseignement classique cherche uniquement, sans d'ailleurs y réussir beaucoup, à instruire, l'enseignement américain cherche surtout à éduquer. Éducation de l'esprit, éducation du caractère. Tandis que le manuel appris par cœur constitue la base fondamentale de notre enseignement, les universitaires américains ont découvert depuis longtemps qu'une acquisition faite seulement par la mémoire y reste juste le temps nécessaire pour subir un examen.

Les livres sont, pour cette raison, à peu près entièrement éliminés des classes américaines et remplacés par l'étude expérimentale des phénomènes.

On trouvera un long exposé de ces méthodes dans le très remarquable livre du professeur Buyse, écrit à la suite d'une mis-

sion en Amérique dont l'avait chargée le gouvernement belge avant la guerre.

Un illustre savant français écrivait, à ce sujet, que «des peuples éduqués avec de pareilles méthodes sont appelés à former une humanité supérieure à la nôtre». Voici d'ailleurs, un court extrait du volume de Buyse:

«Tout est expérimental dans l'éducation américaine. Les branches d'enseignement les plus abstraites sont présentées sous des formes matérielles et concrètes et nécessitent, pour être assimilées, aussi bien l'habileté des mains que la vivacité de penser.

A nos méthodes passives basées sur la mémoire des mots, les Américains opposent leur méthode active et éducative qui met en œuvre l'effort, la volonté, l'habileté.

Pour eux, les écoles européennes témoignent de la plus grossière méconnaissance de la nature enfantine et humaine.»

Étant bien démontré par des faits répétés qu'on ne peut demander une réforme réelle à des professeurs dont le moule universitaire a depuis longtemps pétrifié l'esprit, il faut rechercher d'autres moyens de transformations. Les trouver devient indispensable pour n'être pas vaincu dans la lutte économique qui va commencer.

* * * * *

Après y avoir longuement réfléchi, il me sembla que la seule possibilité de modifier tout notre système d'enseignement était de fonder en France une Université américaine avec des professeurs exclusivement américains.

Les résultats obtenus auraient vite démontré la valeur de leurs méthodes et la contagion de l'exemple eût obligé peu à peu notre Université à se transformer.

Tel était le projet dont j'espérais la réalisation grâce au concours de M. Roosevelt, lui faisant observer qu'il resterait probablement après la guerre assez de jeunes Américains en France pour alimenter une Université américaine, en attendant que des étudiants français se décidassent à la fréquenter.

L'illustre homme d'État avait accepté ma proposition et me demandait de lui indiquer exactement la marche qu'on pourrait adopter. Sa mort a malheureusement empêché l'exécution de ce projet.

Nos journaux ont ouvert une souscription pour des laboratoires dont les mieux dotés restaient le plus souvent vides. Une souscription faite pour réaliser en France une école du type américain eût été infiniment plus utile.

CHAPITRE II

LES RÉFORMES DE L'ENSEIGNEMENT EN FRANCE ET LES UNIVERSITÉS GERMANIQUES

Il y a déjà vingt ans que M. Ribot, l'éminent président de la Commission parlementaire réunie pour examiner la valeur de notre enseignement universitaire, formulait comme conclusion de cette enquête la dure sentence que voici:

«_Notre système d'éducation est dans une certaine mesure responsable des maux de la société française._»

Malgré cette solennelle déclaration, rien, absolument rien, n'a été changé dans nos méthodes universitaires. Les manuels que, du baccalauréat à l'agrégation, les candidats doivent apprendre par cœur sont de plus en plus lourds, les grands laboratoires entretenus par l'État de plus en plus vides. Les rares savants indépendants qui subsistaient encore disparaissent chaque jour. Les professeurs officiels restent seuls maîtres et ne se doutent même pas à quel point est funeste l'influence qu'ils exercent sur l'avenir de leur pays.

On devait naturellement s'attendre à voir l'Université déduire des vertus manifestées par l'armée pendant la guerre que l'honneur en revenait à son enseignement. Elle oubliait ainsi que la très immense majorité des hommes qui déployèrent ces qualités--officiers ou soldats--s'étaient formés en dehors de toute influence universitaire.

* * * * *

Les ministres de l'Instruction Publique qui, depuis un demi-siècle, tentèrent vainement de réformer notre enseignement universitaire ont dû souvent songer à la légende de Sisyphe, condamné par les dieux à remonter éternellement au sommet d'une montagne un rocher qui en retombait toujours.

Reconnaissant, comme ses prédécesseurs, la triste médiocrité de notre enseignement, un nouveau ministre de l'Instruction Publique se proposa récemment de le modifier une fois encore.

Son idéal était de renforcer l'enseignement du grec et du latin auquel, avec une foi religieuse partagée par beaucoup de braves gens, il attribuait une mystique vertu.

L'auteur de ces nouvelles réformes eut raison de répéter, avec la totalité de ses prédécesseurs, que le but de l'enseignement doit être la formation de l'esprit. Peu importerait, évidemment, ce qui serait enseigné, fût-ce le sanscrit, si une telle formation était obtenue.

* * * * *

La position qu'occupe un pays sur l'échelle de la civilisation dépend du niveau de son élite. La valeur de cette élite se mesure surtout à la qualité des savants indépendants que l'enseignement a su former.

Leur rôle est très net. Si les professeurs ont pour mission d'enseigner la science déjà réalisée, c'est aux savants indépendants qu'il appartient de la perfectionner.

L'immense influence de cette catégorie de savants ne peut se contester. Toutes les grandes lois fondamentales de la physique: lois d'Ohm, principe de Carnot, conservation de l'énergie, etc., leur sont dues. A eux également revient la presque totalité des inventions qui ont renouvelé la face de la civilisation: machine à vapeur, chemins de fer, photographie, télégraphie électrique, téléphonie, industrie du froid, etc.

La grande force de l'éducation en Allemagne et aux États-Unis est d'avoir su créer une légion de ces savants indépendants. L'évolution industrielle et économique de ces pays représente leur œuvre.

La supériorité, si mal comprise en France, des universités allemandes, ne résulte pas de différences des programmes. Ils sont les mêmes partout. Elle tient à des causes d'ordre psychologique, notamment au recrutement des professeurs.

En France, on ne devient professeur qu'après une série de concours exigeant beaucoup de mémoire, mais ne demandant aucune recherche personnelle.

Les longues années passées chez nous à loger dans la mémoire le contenu de gros manuels et à «contempler des équations au lieu de regarder les phénomènes», sont consacrées en Allemagne, par le candidat professeur, à exécuter des travaux personnels dans un des nombreux laboratoires libéralement ouverts à tous les chercheurs. Puis, l'enseignement étant libre, le futur professeur ouvre un cours, payé, comme tous les cours, par les élèves. Si ces derniers en tirent profit, la réputation du maître grandit et il finit par être appelé dans une des chaires officielles des 25 universités allemandes. Il recevra alors un traitement régulier, mais la plus grande partie de ses émoluments restera toujours payée par les élèves. Il en est de même en Belgique. Je tiens de l'ancien professeur de physique de l'université de Liège, M. de Heen, que ses leçons lui rapportaient plus de 60.000 francs par an.

C'est donc, on le voit, l'élève qui, indirectement, choisit les professeurs, en Allemagne. «Privat-docent» ou titulaire d'une chaire officielle, le maître a le plus grand intérêt à s'occuper de ses élèves, puisque la majeure partie de son traitement provient de leurs rétributions. Dès que l'enseignement se montre insuffisant, les élèves disparaissent.

Un des résultats finals des méthodes universitaires allemandes est d'inculquer le goût de l'étude et des recherches. Les nôtres finissent par inspirer, au contraire, l'horreur de toute cette science livresque si péniblement acquise. Dès qu'ils possèdent les diplômes nécessaires pour obtenir une place, les professeurs ne produisent plus rien. Nos grands laboratoires restent le plus souvent vides. Il est donc bien inutile d'en réclamer de nouveaux.

* * * * *

Alors que les savants indépendants sont très encouragés en Angleterre, en Amérique et en Allemagne, ils se voient si mal accueillis en France que leur nombre diminue tous les jours. Les rares survivants disparaîtront bientôt entièrement.

Les savants qui ont tant contribué à créer la puissance économique de l'Allemagne la reconstruiront rapidement. Profitant des leçons du passé, cette Allemagne nouvelle sera terriblement dangereuse.

Je livre ces réflexions aux méditations des universitaires qui ne cessent de manifester leur hostilité aux savants indépendants, si indispensables pourtant à la grandeur de leur pays.

Entamer l'épaisse carapace d'illusions dont certains maîtres de l'université restent enveloppés étant impossible, tout ce qu'on peut espérer c'est de faire réfléchir les esprits que la lourde empreinte universitaire n'a pas figés encore. De l'éducation des générations qui grandissent, éducation du caractère tout autant que de l'intelligence, notre avenir dépend. Il faut le répéter toujours.

* * * * *

Nos méthodes universitaires ne sont pas seulement impuissantes à développer l'intelligence. Elles le sont plus encore à former le caractère. Or, les hommes sont beaucoup plus guidés par leur caractère que par leur intelligence.

Si notre Université ne se préoccupe pas de la formation du caractère, c'est parce que cette formation ne saurait être constatée par les examens, but essentiel de son enseignement. Peu lui importe donc que beaucoup de ses élèves n'ayant acquis aucune qualité de caractère soient condamnés à traverser le monde sans y rien comprendre et, par conséquent, sans pouvoir y jouer un utile rôle.

Les aptitudes psychologiques caractéristiques des divers peuples représentant un héritage ancestral, on ne saurait évidemment agir très profondément sur elles. Il existe cependant certaines méthodes capables d'influencer, ou tout au moins d'orienter, ces éléments fondamentaux de la personnalité.

La possibilité de telles modifications est prouvée en constatant les transformations subies pendant cinquante ans par l'Allemagne et le Japon. C'est grâce à elles, je le répète, que l'Allemagne, malgré la diversité des races qui la composent, devint la première puissance industrielle du monde, et que le Japon, petite île, ne possédant jadis ni pouvoir ni prestige, devint un puissant empire.

Notre avenir ne dépend pas seulement des aptitudes techniques de nos ouvriers mais surtout des capacités des élites qui les dirigent. Or, ces élites, au moment de la guerre, se laissaient de plus en plus dépasser par des concurrents étrangers.

Les raisons de leur insuffisance étaient identiques dans les branches les plus diverses de notre activité.

On le constate facilement en parcourant les soixante volumes publiés durant la guerre par la Société d'Expansion Économique sur nos principales industries. Je les ai résumées dans un précédent ouvrage[9]. Tous les auteurs de ces enquêtes donnent les mêmes explications psychologiques de la décadence profonde révélée par la statistique de nos diverses entreprises. Nulle part il n'est parlé de l'insuffisance intellectuelle des chefs mais, à chaque page, d'insuffisances psychologiques résultant de défauts de caractère observés dans toutes les professions.

[9] _Psychologie des temps nouveaux_.

C'est à supprimer ces défauts que devrait tendre notre régime universitaire. En réalité, il n'y tend pas du tout.

Actuellement, notre Université fabrique à coups de manuels d'innombrables diplômés, mais elle reste impuissante à former des élites. Le personnel dirigeant, issu à peu près exclusivement des concours, constitue souvent une bien médiocre élite.

J'aurai à revenir bientôt sur l'éducation du caractère et à montrer comment la discipline, l'ordre et la méthode qui firent la force de l'Allemagne lui furent inculqués par son régime militaire. En Angleterre et en Amérique, où ce régime n'existait pas, il a été remplacé par des sports, qualifiés justement d'éducateurs, car ils impliquent les mêmes qualités que celles résultant du service militaire.

Insister serait inutile. Notre enseignement universitaire est arrivé à cette phase de décrépitude sans remède où sombrent les

institutions qui ne surent pas évoluer.

CHAPITRE III - L'ENSEIGNEMENT DE LA MORALE A L'ÉCOLE

Les lecteurs de cet ouvrage ne sont pas très familiarisés, peut-être, avec l'histoire de l'empereur Akbar. Ce fut pourtant le plus puissant souverain de son époque. Pendant un règne de cinquante ans, il créa dans l'Inde des villes merveilleuses et des palais de rêves.

Akbar n'était pas seulement grand bâtisseur, il fut aussi un judicieux philosophe. Les religions lui apparaissant comme des incarnations diverses des mystères qui nous entourent, il projeta de les fondre en une seule et réunit dans ce but plusieurs théologiens.

La tentative ne fut pas heureuse. Les membres de la docte assemblée n'échangèrent que des invectives et de vigoureux horions.

Soupçonnant dès lors, et bien avant les philosophes modernes, que les croyances sont indépendantes de la raison, Akbar abandonna son projet et se contenta de faire régner une tolérance absolue dans son immense empire. Ses sujets furent libres d'adorer les dieux qu'ils préféraient ou de n'en pas adorer du tout. Les biens religieux furent respectés. Les pères de famille eurent le droit de faire éduquer leurs enfants par des bouddhistes, des brahmanes, des musulmans ou des chrétiens.

* * * * *

Les peuples de l'Europe mirent longtemps à imiter l'exemple du grand empereur. Après s'être massacrés et persécutés au cours d'interminables querelles religieuses, ils finirent cependant, eux aussi, par découvrir que la force ne peut rien contre la foi. Aujourd'hui, la presque totalité des nations civilisées pratique une large tolérance religieuse. Seules la France et la Turquie firent exception pendant longtemps.

Durant de nombreuses années l'anticléricalisme constitua le fond de la politique radicale. Son principal but était de substituer aux écoles libres, coûtant fort peu, des écoles gouvernementales qui exigèrent une dépense de plusieurs centaines de millions.

Bien que cette substitution n'ait été imitée par aucun des peuples civilisés de l'univers, nos gouvernants s'en montrèrent cependant très fiers. Peut-on rêver plus noble tâche, en effet, que de protéger l'âme des enfants contre les superstitions des âges de barbarie? Une telle entreprise ne dérive-t-elle pas de principes scientifiques très sûrs?

On le crut longtemps et c'est pourquoi tant de mentalités incertaines acceptèrent des persécutions considérées comme nécessaires. Les politiciens restaient sans prestige, mais puisqu'ils parlaient au nom de la science, on se résignait à subir leurs violences.

Et voici que, à la suite d'investigations approfondies, la philosophie, la psychologie et d'autres sciences encore, viennent dévoiler les erreurs de la ruineuse conception dont fut bouleversée la France pendant trente ans.

* * * * *

Bien que l'évolution des idées nouvelles sur les religions ne puisse être résumée en quelques lignes, on peut en marquer les principaux points.

Tout d'abord, la psychologie a montré que les croyances n'étaient nullement enfantées par la crainte, mais correspondaient à des besoins irréductibles de l'esprit.

Qu'elles soient religieuses, politiques ou sociales les croyances sont régies par une même logique, la logique mystique, indépendante de la logique rationnelle.

Beaucoup d'esprits révolutionnaires ne sont, en réalité, que des croyants ayant changé les noms de leurs dieux. Socialistes, francs-maçons, communistes, adorateurs de fétiches ou de formules destinées à régénérer le genre humain, ne doivent l'intensité de leur fanatisme qu'au développement exagéré de cet esprit mystique, qui anime tous les apôtres d'une nouvelle foi.

Ces remarques constituent le côté théorique de la question. Le point de vue pratique est fourni par une philosophie nouvelle, le pragmatisme, très en vogue actuellement dans les universités d'Amérique.

Cette philosophie proclame que la notion d'utilité, toujours visible, doit passer avant celle de vérité difficilement accessible. Si, comme l'observation le démontre, les croyances augmentent la puissance de l'individu et l'élèvent au-dessus de lui-même, il serait absurde de rejeter de l'éducation un pareil moyen d'action.

Les psychologues, même libres penseurs, reconnaissent tous, également, la force que donne à l'homme la possession d'une

croyance. Pour qui en douterait, je me bornerai à citer les lignes suivantes, écrites par un professeur de la Sorbonne, aussi peu suspect de cléricalisme que je le suis moi-même :

«La vie religieuse, dit-il, suppose la mise en œuvre de forces qui élèvent l'individu au-dessus de lui-même... Le croyant peut davantage que l'incroyant. Ce pouvoir n'est pas illusoire, C'est lui qui a permis à l'humanité de vivre.»

* * * * *

Par une voie différente, on peut encore démontrer l'utilité de l'enseignement religieux à l'école. Dans le livre célèbre : *«la Science et l'hypothèse»*, qu'il écrivit jadis, à ma demande, pour la collection que je dirige, l'illustre mathématicien Henri Poincaré prouve qu'aucune science, y compris les mathématiques, ne saurait vivre sans hypothèses. C'est ainsi, par exemple, que la propagation de la lumière et des ondes électriques, qui impressionnent le récepteur du télégraphe sans fil serait inexplicable sans l'hypothèse de l'éther. La nature de cet éther est entièrement ignorée. On ne sait pas si sa densité est infiniment grande ou infiniment petite. On n'est même pas sûr qu'il existe, et cependant la science ne peut s'en passer. Quand on refuse d'accepter l'hypothèse pour guide, il faut se résigner à prendre le hasard pour maître.

Les hypothèses religieuses sont comparables aux hypothèses scientifiques et il est aussi difficile de se passer des premières que des secondes. Sur les hypothèses scientifiques repose tout l'édifice de nos connaissances. Sur les hypothèses religieuses toutes les civilisations furent bâties.

Il ne subsiste donc aujourd'hui aucune raison, ni scientifique, ni philosophique, ni pratique, permettant de justifier les persécu-

tions dont l'enseignement religieux fut l'objet et dont l'Alsace, après son retour à la France, faillit être victime.

Loin de constituer un danger, cet enseignement est au contraire fort utile. Grâce à lui se créent facilement chez l'enfant des habitudes inconscientes qui survivront plus tard, quand il perdra ses croyances.

* * * * *

Est-ce à dire qu'il faille obliger le maître d'école à enseigner comme vérités des hypothèses auxquelles il ne croit pas? En aucune façon.

Le libre penseur le plus sceptique ne trahirait aucune de ses convictions en disant à ses élèves que tous les peuples ont eu des religions en rapport avec leurs sentiments et leurs besoins et que, sur ces religions, furent édifiées les lois, les coutumes, les civilisations. Il enseignerait que tous les dogmes prescrivent des règles morales nécessaires à la vie des sociétés. Finalement, il exposerait brièvement aux élèves la religion de leurs pères, en faisant remarquer que ce n'est pas dans l'enfance que sa valeur pourrait être discutée.

Je ne crois pas qu'aucun savant moderne conteste la valeur des assertions qui précèdent. Elle ne peut être mise en doute que par des législateurs auxquels leur fanatisme mystique et la terreur de l'opinion collective ôtent toute liberté de jugement.

On ne peut, cependant, les considérer comme dépourvus de toute philosophie, ces modernes apôtres. Mais leur rudimentaire philosophie est celle qu'un éminent romancier rendit célèbre dans la personne de M. Homais. L'esprit qu'incarnait cette âme

simple régna longtemps en maître au Parlement. Il fit expulser des hôpitaux les Sœurs qui soignaient admirablement les malades et enveloppaient d'espérances leurs derniers moments. Il a fait chasser de France les milliers de professeurs de l'institut des Frères, qui donnaient l'instruction gratuite à des centaines de milliers d'enfants et avaient créé un enseignement agricole et professionnel sans rival, disparu avec eux.

Lorsque les notions psychologiques esquissées dans ce chapitre seront mieux connues, on considérera l'intolérance comme une calamité aussi ruineuse que dangereuse et l'opinion se dressera vigoureusement contre ses perniciox apôtres. Dominant les fanatismes de l'heure présente, les historiens de l'avenir n'auront pas de peine à montrer ce que l'intolérance religieuse a coûté et de quels précieux éléments d'éducation elle nous a privés.

CHAPITRE IV

LA CRÉATION D'HABITUDES MORALES PAR L'ARMÉE

Dans leurs discours, tous les chefs d'État parlent de désarmement, mais ils augmentent en même temps leurs budgets de guerre, sachant bien que les seules chances de paix résident dans la puissance des armées. Aujourd'hui, plus encore que dans le passé, pour durer il faut rester fort.

Ces armements sont financièrement désastreux puisqu'ils obligent des peuples demi-ruinés à s'appauvrir davantage; mais l'exemple de l'Allemagne suffit à montrer ce que coûte, de nos jours, une défaite.

La nécessité de conserver sur pied de dispendieuses troupes semble d'autant plus lourde qu'une armée représente un outil rarement employé.

On est alors conduit à se poser la question suivante: cet outil, fort coûteux, ne serait-il pas utilisable autrement que pour la guerre? Or, il est facile de démontrer qu'en dehors de son but guerrier, l'éducation militaire pourrait rendre à un peuple les plus signalés services.

On se souvient des déclarations du célèbre chimiste Ostwald, affirmant que la suprématie industrielle des Germains tenait à ce que seuls ils possédaient le secret de l'organisation.

Cette supériorité, dont Ostwald lui-même ne comprenait pas très bien l'origine, résulte beaucoup moins des qualités intellectuelles acquises à l'Université que de certaines qualités de caractère: ordre, discipline, ponctualité, solidarité, sentiment du devoir, etc., que l'université n'enseigne pas.

Le ministre Helfferich avait une vision beaucoup plus juste des causes de la supériorité de ses compatriotes quand il la déclarait issue du passage forcé de tous les jeunes Allemands par la caserne, où ils acquéraient les qualités de caractère indispensables à la nouvelle évolution scientifique et industrielle du monde.

Inutile d'objecter que les Américains, jadis sans armée, atteignirent cependant une grande prospérité industrielle. Leurs qualités d'ordre, de solidarité, de ponctualité, de discipline étaient dues, comme celles des Anglais, à la pratique de sports où la discipline s'impose aussi rigoureusement qu'à la caserne.

* * * * *

Comment le régime militaire peut-il inculquer de telles qualités? Ici, nous nous trouvons en présence du formidable problème de la morale dont on peut dire qu'il fut la pierre d'achoppement de tous les philosophes[10].

[10] On peut juger, par le passage suivant de l'éminent philosophe Boutroux, à quel point sont confuses les idées sur la morale de nos plus illustres universitaires: «A travers leur extrême variété, tous les systèmes de morales ont consisté à prendre pour principe une certaine notion du bien comme objet définitif proposé à notre activité et à chercher ensuite, dans un libre consentement de l'intelligence du cœur et de la volonté, le ressort de l'action dirigé vers cette fin.»

Ce problème est, au fond, assez simple, bien que des hommes comme Kant en aient complètement méconnu les éléments.

Pour l'illustre philosophe, il n'existait pas une morale possible sans sanctions, c'est-à-dire sans récompense et sans châtiment. Le crime, restant souvent impuni ici-bas, et la vertu privée de récompense, Kant en déduisait la nécessité d'une vie future et d'un Dieu rémunérateur.

Une morale dépourvue de sanction serait donc, suivant Kant, impossible.

Ces conceptions sont restées classiques dans notre enseignement, et je tiens de l'éminent philosophe Bergson qu'il fut pendant longtemps à peu près seul avec l'auteur de cet ouvrage à les rejeter complètement.

S'il les repoussait, c'était d'ailleurs pour des raisons un peu différentes de celles que j'ai exposées dans un autre livre et dont

voici la substance:

Kant, comme tous les philosophes rationalistes, croyait l'homme guidé dans la vie par son intelligence alors qu'il est, en réalité, conduit surtout par les sentiments dont dérive son caractère.

En fait, ce n'est guère la crainte du châtiment et l'espoir d'une récompense qui font respecter le devoir moral. Ce respect ne se trouve constitué qu'après être devenu une habitude. L'homme obéit alors à certaines règles de conduite sans les discuter. C'est à ce moment précis que sa morale est formée.

La morale purement rationnelle des professeurs, dans laquelle chaque acte exigerait une délibération intellectuelle, formerait une pauvre morale. L'homme n'ayant pas d'autre règle de conduite inspirerait peu de confiance.

L'erreur de Kant dérivait de ce que, ignorant la force d'un inconscient convenablement éduqué, il ne pouvait le supposer assez fort pour remplacer les sanctions présentes ou futures. Ces sanctions lui semblaient donc indispensables.

* * * * *

Comment créer cette morale inconsciente, seul guide sûr de la conduite? Comment, en d'autres termes, transformer en habitudes l'observation des lois morales sans lesquelles une société tombe vite dans l'anarchie?

Une seule méthode permet d'obtenir ce résultat: répéter longtemps l'acte qui doit devenir habitude.

Cet acte représentant d'abord une gêne, l'élève n'arrive à le pratiquer que par contrainte, c'est-à-dire sous l'influence d'une discipline rigide.

Pareille discipline étant difficile dans la famille et à l'école, beaucoup d'hommes n'ont d'autre morale que celle du groupe social auquel ils appartiennent, en dehors de la crainte, assez faible aujourd'hui, qu'inspire le gendarme.

Cette discipline rigide, mais nécessaire pour créer une moralité inconsciente, s'obtient au contraire facilement à l'armée, parce qu'elle possède des moyens de contrainte auxquels on ne résiste pas. Leur rigueur n'est, d'ailleurs, pénible qu'au début, car à la discipline externe imposée se substitue bientôt la discipline interne, spontanée, constituant l'habitude.

L'homme ainsi formé est comparable au cycliste circulant sans effort dans les chemins les plus difficiles, alors qu'à ses débuts il n'y parvenait qu'avec peine.

Les peuples ayant acquis la discipline interne, constituant une morale stabilisée, sont, par ce seul fait, très supérieurs à ceux qui ne la possèdent pas.

* * * * *

La création d'habitudes morales au moyen de la discipline militaire repose sur le principe psychologique très sûr des associations par contiguïté. On peut le formuler de la façon suivante:

Lorsque des impressions ont été produites simultanément, ou se sont succédé immédiatement, il suffit que l'une d'elles se présente à l'esprit pour que les autres soient évoquées aussitôt.

L'association par contiguïté est nécessaire pour créer l'habitude. Bien établie, cette habitude rend inutile la représentation mentale de l'association.

Pour faire mieux comprendre la force de l'éducation inconsciente, et montrer comment elle peut survivre au conscient désagrégé par une cause quelconque, je rappellerai un cas bien concret observé jadis par l'illustre général de Maud'huy, qui n'a jamais manqué une occasion de me rappeler qu'il se considérait comme mon élève.

Alors commandant, il vit entrer dans son bureau un sergent de service, venant l'informer avec inquiétude, qu'un soldat ivre se démenait dans une salle, brisant tout et menaçant de sa baïonnette le premier qui l'approcherait. Que faire?

Théoriquement il paraissait très simple de lancer plusieurs hommes sur le forcené pour le maîtriser. C'était les exposer à être tués ou blessés. La psychologie ne fournirait-elle pas un moyen plus subtil?

Le futur général l'eut vite trouvé. Se souvenant que l'éducation inconsciente survit aux perturbations du moi conscient, il se dirigea vers la salle où gesticulait l'ivrogne, ouvrit la porte et, d'une voix de stentor, commanda:

--Garde à vous! Portez arme! Posez arme! Repos!

Les ordres furent immédiatement exécutés et il devint facile de désarmer le soldat, dont l'âme consciente avait été perturbée par l'ivresse, mais dont l'habitude inconsciente n'avait pas encore été atteinte.

* * * * *

Pour en finir avec le principe si fécond des associations par contiguïté, je ferai remarquer qu'il sert de base à toutes les formes possibles d'éducation, aussi bien chez les animaux que chez l'homme. Les dresseurs les plus raffinés n'en utilisent guère d'autres. Ce même principe contient la solution de problèmes d'aspect insoluble, par exemple, empêcher un brochet affamé de manger les poissons enfermés avec lui dans un bocal. Cette expérience est trop connue pour qu'il soit utile d'en rappeler les détails.

La création d'habitudes morales par voie d'association se trouve facilitée grâce à l'application de cette autre loi psychologique: des impressions faibles, si répétées qu'on le suppose, n'ont jamais la puissance d'impressions peu répétées, mais très fortes.

En vertu de ce principe, que j'eus souvent jadis l'occasion d'appliquer au dressage de chevaux difficiles, le châtiment punissant une violation de discipline peut être rare, s'il est sévère. C'est pour cette raison qu'au grand collège d'Eton, fréquenté par les fils de la haute aristocratie anglaise, le principal fouette lui-même en public l'élève ayant proféré un mensonge. Cette peine humiliante a pour résultat d'inspirer aux jeunes gens une horreur si intense du mensonge qu'il est rarement besoin de l'appliquer.

* * * * *

L'immense supériorité de la discipline militaire sur celle de l'école et surtout de la famille est, je le répète, qu'on ne résiste pas à la première, alors que la discipline scolaire ou familiale ne se compose guère que de remontrances sans force et de discours sans prestige.

La création d'habitudes militaires et morales demande un certain temps. Sa durée est fort discutée d'ailleurs par les partisans d'un service militaire réduit à quelques mois.

La question s'est présentée dans divers pays et notamment en Belgique. Le Roi Albert y fit preuve à ce propos de connaissances psychologiques qui m'avaient déjà frappé au cours d'une conversation que j'eus avec lui.

Dans le but d'obtenir la prolongation du service de 10 à 14 mois, il disait: «abaisser la durée du temps de service au-dessous d'un certain terme, c'est tomber dans le système des milices. Or, l'expérience prouve que les milices n'ont jamais tenu devant une force régulière et bien entraînée. On croit trouver un correctif dans un puissant armement, mais une troupe sans discipline, ni cohésion, ne saura pas défendre cet armement.»

* * * * *

Le lecteur entrevoit maintenant, je pense, l'utilité du régime militaire sur la formation du caractère et de la morale d'un peuple.

L'officier peut et doit devenir le véritable éducateur de notre jeunesse, appelée, aujourd'hui à passer par la caserne et redoutant, parfois bien à tort, d'y perdre son temps.

Apprendre au soldat à manœuvrer ne doit être qu'une partie du travail des chefs. L'habitude de manier les hommes a déjà transformé beaucoup d'officiers en psychologues.

Quelques-uns, trop peu nombreux encore, avaient compris depuis longtemps ce côté de leur rôle. C'est ainsi, par exemple, qu'il y a quelques années, le général Gaucher, alors commandant

d'état-major, publiait une série de conférences sur _La Psychologie de la Troupe et du Commandement_, où se trouvaient reproduits plusieurs chapitres de mes ouvrages.

En ce qui concerne, notamment, l'éducation de la morale, l'auteur y a fort bien montré les différences des modes de création de la moralité individuelle et de la moralité collective. Sans doute, un chef pourra momentanément susciter dans une troupe des qualités très hautes--abnégation, dévouement, désintéressement, sacrifice de la vie, etc.; mais cette moralité transitoire ne survit pas à l'influence du chef qui l'a créée, alors que persiste la moralité individuelle, transformée en habitude suivant les principes que je viens d'exposer.

Lorsque le caractère a été éduqué, ainsi que l'intelligence, l'homme possède un capital mental fort supérieur à tous les capitaux matériels. Les événements peuvent, en effet, détruire ces derniers, mais ils n'entament pas le premier.

Tous les peuples modernes, les latins surtout, ont besoin d'une éducation morale les dotant d'un capital mental solide. L'armée, seule, je le répète, pourra le leur faire acquérir.

Notre avenir dépendra donc de l'éducation morale reçue par la nouvelle génération.

L'intelligence, tout le monde en possède en France, et c'est pourquoi la jeunesse se charge si facilement de diplômes. Malheureusement, les qualités de caractère ne sont pas toujours développées au même degré.

Or dans la phase d'évolution où le monde entre aujourd'hui, c'est la possession de ces qualités qui déterminera l'avenir des

peuples.

LIVRE VII - CHAPITRE PREMIER

LES ALLIANCES ET LES GUERRES

LA VALEUR DES ALLIANCES

Parmi les hommes d'État ayant joué un rôle dans les événements contemporains, l'Histoire citera certainement le nom de M. Isvolsky, ambassadeur de Russie à Paris au moment de la guerre.

Avant d'être ambassadeur en France, il fut ministre des affaires étrangères et occupa des postes diplomatiques importants dans diverses capitales de l'Europe.

L'éminent homme d'État était un esprit très fin, très cultivé, connaissant admirablement l'art difficile de comprendre les hommes et de les manier. Il se trompa sans doute quelquefois; mais l'Histoire ne cite guère de diplomates ne s'étant jamais trompés.

J'avais l'honneur de le compter parmi mes lecteurs assidus. Il entreprit même pendant son séjour à Paris, comme ambassadeur, la traduction russe de mon petit volume: *__Aphorismes du Temps Présent__*.

J'eus l'occasion, un jour, de lui proposer l'addition d'un aphorisme constatant qu'une alliance entre peuples s'évanouit dès que les intérêts de ces peuples viennent à diverger.

--N'écrivez pas cela, me dit l'ambassadeur avec un sourire ironique. C'est une vérité tellement confirmée par l'histoire qu'il serait vraiment inutile de la rappeler.

* * * * *

La guerre et aussi la paix ont amplement justifié la judicieuse réflexion de l'illustre diplomate.

On le vit, notamment, quand l'Italie et la Roumanie, d'abord alliées à l'Allemagne, se tournèrent contre elle, le jour précis où leurs intérêts difféchèrent des intérêts germaniques.

On put constater encore la faible valeur des alliances lorsque nous fûmes abandonnés par la Russie, puis quand l'Autriche essaya vers la fin de la guerre, de se séparer de l'Allemagne.

L'action des intérêts qui amène la rupture des alliances se manifeste également dans leur genèse. Les États-Unis en fournirent un remarquable exemple lorsque sentant grandir les menaces de l'Allemagne ils sortirent de leur neutralité, bien que n'étant liés par aucun traité, pour nous aider à terminer la guerre.

Les journaux français faisaient preuve d'une naïveté un peu excessive quand ils répétaient sans trêve, durant la guerre, que l'Angleterre et l'Amérique s'étaient jointes à la France pour défendre la cause du droit et de la justice. Elles défendaient simplement leurs intérêts menacés. «C'est pour nous-mêmes, écrivait le Times, que nous avons tiré l'épée, afin de demeurer les maîtres de la mer et du commerce du monde.»

L'Allemagne abattue, il fallait empêcher la France de prédominer, et c'est pourquoi les gouvernants britanniques s'opposèrent, avec une énergie côtoyant la violence, à ce que les anciennes

frontières du Rhin nous fussent rendues. Avec la même énergie, ils empêchèrent la formation de l'État tampon de Rhénanie qui eût rendu l'Allemagne moins dangereuse pour ses voisins.

Mêmes observations au sujet de l'Amérique, entrée en guerre, assuraient nos hommes d'État et nos journalistes, pour défendre le droit et la liberté.

Le 11 mars 1921, l'ambassadeur des États-Unis à Londres faisait justice de ces naïvetés quand il disait:

«_Nombreux sont ceux qui demeurent convaincus que nous avons envoyé nos jeunes soldats au delà de l'Océan pour sauver la Grande-Bretagne, la France et l'Italie. Ce n'est pas vrai. Nous les avons envoyés uniquement pour sauver les États-Unis d'Amérique._»

Ces constatations diverses aboutissent toutes à montrer l'évidence de ce principe qu'une alliance est une association provisoire d'intérêts semblables ne survivant pas à leur divergence.

* * * * *

Quand les ambitions ou les intérêts sont très forts, ils peuvent créer des alliances entre peuples n'ayant aucune sympathie les uns pour les autres. L'empereur Guillaume II rêva longtemps de s'allier avec la France qu'il aimait peu contre l'Angleterre qu'il aimait moins encore. On le sait notamment par la révélation d'une de ses conversations avec le roi Léopold de Belgique, publiée par le baron Van der Elst, ancien secrétaire général du ministre des affaires étrangères belge.

«Depuis de longues années, lui dit Guillaume, j'ai employé tous les moyens pour me rapprocher de la France et chaque fois

que je lui ai amicalement tendu la main, elle a repoussé mes avances avec dédain. Tous mes projets se heurtent à l'opposition systématique du gouvernement et sont violemment combattus par la presse française qui les dénature et en prend prétexte pour m'injurier. J'avais rêvé d'une réconciliation avec la France. J'aurais voulu former avec elle, dans l'intérêt général, un bloc continental assez fort pour mettre un frein aux ambitions de l'Angleterre qui cherche à confisquer le monde à son profit. Et, au contraire, je vois la France prêcher la haine, la revanche, et préparer la guerre dans le dessein de nous anéantir.»

L'Angleterre qui commençait à fort redouter l'Allemagne, rivale grandissante, aurait bien volontiers traité avec elle, mais ses avances eurent peu de succès. L'Allemagne se croyait, d'ailleurs, très sûre de la neutralité britannique au début de la guerre.

On a souvent affirmé que si, en 1914, l'Angleterre avait déclaré immédiatement ses intentions, l'Allemagne n'aurait probablement pas déchaîné le conflit. Ce retard fut une des conséquences nécessaires de la politique traditionnelle anglaise. L'intérêt de se joindre à la France n'exista pour elle que quand l'Allemagne, contrairement à l'espérance des hommes d'État anglais, viola la neutralité belge et menaça Anvers.

Tous ces exemples, mettant en évidence les bases psychologiques d'une alliance, permettent de pressentir le sens réel de ce mot.

Avec l'évolution actuelle du monde et la mobilité des intérêts économiques, les alliances entre peuples ne représentent que l'association momentanée d'intérêts semblables et ne survivent pas à la disparition de cette communauté d'intérêts.

* * * * *

Il ne faut pas oublier du reste, quand on parle d'alliances que, sauf dans les relations commerciales qui imposent l'honnêteté, sous peine de ne pouvoir se continuer, il n'existe aucune trace de moralité politique internationale. Les termes de droit et de justice constituent alors des expressions totalement dépourvues d'efficacité et qui n'ont jamais influencé la conduite.

L'histoire se compose surtout du récit des conquêtes effectuées par les peuples forts sur les peuples faibles, sans qu'il soit question d'aucun droit. Les chroniqueurs réservent d'ailleurs leur admiration aux conquérants que les idées de droit et de justice préoccupèrent fort peu. Frédéric II de Prusse fut qualifié de grand en raison surtout de la façon dont il dépouilla ses voisins de provinces sur lesquelles il n'avait aucun droit.

Il en fut de même dans tous les pays. Un discours prononcé à Dunkerque, par M. Poincaré, rappelle que quand cette ville parut devenir une concurrente dangereuse pour le commerce anglais, le gouvernement britannique essaya de la faire incendier par surprise. A deux reprises, en 1694 et 1695, il envoya une flotte de frégates et de brûlots pour tenter l'opération. Jean-Bart réussit à l'empêcher mais, plus tard, les Anglais parvinrent à raser les fortifications de la ville et détruire Son port.

Alors, comme aujourd'hui, comme demain et comme plus tard encore, la seule loi morale régissant les relations entre peuples, reste celle du plus fort.

* * * * *

Inutiles souvent, les traités d'alliance peuvent en outre devenir dangereux. Les querelles de l'Autriche avec la Serbie nous étaient profondément indifférentes. Seul notre traité avec la Russie nous entraîna dans une guerre effroyable. L'alliance franco-russe nous coûta 1.500.000 hommes, la ruine de plusieurs départements et un nombre immense de milliards.

Quand les intérêts d'un peuple sont évidents, nul besoin d'un traité d'alliance pour lui faire prendre parti dans le conflit. Les pays qui nous aidèrent le plus pendant la guerre, c'est-à-dire l'Angleterre et l'Amérique, furent justement ceux auxquels aucun pacte ne nous liait.

* * * * *

Nous ne concluons pas de ce qui précède que les alliances soient toujours inutiles. Elles peuvent avoir un effet moral précieux pour prévenir l'attaque d'un peuple fort contre un peuple faible. Comme nous le rappelions plus haut, si l'Allemagne avait supposé que l'Angleterre s'unirait à la France, elle n'eût sans doute pas déclenché la guerre. Un traité d'alliance bien net avec l'Angleterre, au lieu de promesses vagues, aurait donc probablement empêché la formidable conflagration.

De même pour le traité projeté au moment de la paix, entre la France, l'Angleterre et l'Amérique. Il eût été fort utile pour paralyser en Allemagne les projets de revanche.

Aucun peuple n'est assez fort actuellement pour vivre sans alliances morales, les seules possibles aujourd'hui parce que les autres sont sans efficacité comme nous l'avons montré. Avec qui la France doit-elle s'allier?

C'est là un problème analogue à ceux posés par le sphinx de la légende antique et qu'il fallait résoudre sous peine de périr. De lui notre avenir dépend.

L'alliance avec les États-Unis, la plus désirable peut-être, a été repoussée par le Sénat américain. Depuis la fin de la guerre, les intérêts de l'Amérique ayant changé, ses idées ont également changé.

Un sentiment visiblement anti-européen conduisit au pouvoir le Président Harding et la propagande pro-allemande amena les États-Unis, qui d'abord n'y songeaient guère, à réclamer les sommes prêtées aux Alliés pendant la lutte commune.

Les journaux américains insinuent maintenant que si les États-Unis supportent de lourds impôts, c'est que leurs débiteurs alliés ne veulent pas les rembourser, ce qu'ils pourraient faire facilement en ne consacrant pas tout leur argent à des armements.

Le peuple américain est de plus en plus persuadé que ce sont les armements de la France qui empêchent le désarmement général. On entrevoit le moyen de pression politique que le gouvernement de Washington pourra exercer sur les gouvernements européens.

Il est possible que les États-Unis prétendent imposer des réductions d'armements à certaines nations européennes. L'Allemagne y compte fortement.

Cette nouvelle orientation de l'Amérique montre, une fois encore, combien est grande aujourd'hui la fragilité des alliances. Elle montre surtout qu'il ne faut plus espérer une alliance avec l'Amérique.

* * * * *

Des alliances avec les puissances de second ou de troisième ordre: Tchéco-Slovaquie, Pologne, etc., sont peu souhaitables. Nous aurions beaucoup à donner et très peu à recevoir. On a vu déjà, par la demi-alliance polonaise, à quelles guerres contre la Russie soviétique nous faillîmes être entraînés.

Avec l'Italie une alliance serait bien incertaine. Divers journaux italiens n'ont pas hésité à réclamer la Corse, Nice, la Tunisie ou annoncer, comme le *_Giornale d'Italia_*, que l'Italie pourrait bien passer dans le camp allemand où elle était déjà avant la guerre.

Compter, à défaut d'alliance, sur l'illusoire protection de la Société des Nations, sur l'internationalisme socialiste ou sur les imbéciles discours des pacifistes serait fort imprudent. Les illusions de jadis ne sont plus permises aujourd'hui. Elles nous ont conduits jusqu'au bord de l'abîme où nous faillîmes sombrer.

Seuls en Europe, sans pouvoir espérer l'aide d'une Amérique lointaine, peu soucieuse de renouveler sa gigantesque entreprise, nous serions bien faibles.

L'Angleterre demeure actuellement la seule nation avec laquelle la France aurait un intérêt certain à contracter une alliance en raison de son effet moral.

* * * * *

Pour rechercher les bases possibles d'une telle alliance il faut d'abord tenir compte des principes politiques traditionnels de l'Angleterre, puis de son état présent.

Les hommes d'État dirigeant les peuples stabilisés par un long passé se trouvent gouvernés eux-mêmes par un petit nombre de principes héréditaires, à travers les vicissitudes qui les enveloppent. Certains de ces principes sont, d'ailleurs, si fixes que des gouvernants issus de partis politiques opposés, les appliquent dès qu'ils arrivent au pouvoir.

L'Angleterre est la plus stabilisée des nations actuelles et c'est pourquoi sa politique reste invariable à travers le temps. Depuis l'époque de l'invincible Armada jusqu'à celle de Napoléon, l'empire britannique s'est toujours dressé contre toute puissance européenne qui paraissait grandir. La France semblant devenir trop forte en 1870, l'Angleterre applaudit au succès de l'Allemagne. En 1914, l'Allemagne se montrant trop puissante à son tour la Grande-Bretagne se mit à nos côtés.

* * * * *

Hallucinés par la crainte de perdre une alliance tenue pour nécessaire, nos gouvernants cédèrent depuis les débuts de la paix à toutes les exigences de l'Angleterre et facilitèrent ainsi l'établissement de son hégémonie en Europe.

Si la Grande-Bretagne n'avait pas besoin de la France, il serait fort inutile de rien lui demander. La mentalité de ses hommes d'État ne leur permet de donner quelque chose que sous la pression d'impérieuses nécessités.

Aujourd'hui, elle prend de tous côtés, entrave ses anciens alliés et semble médiocrement soucieuse de s'engager dans une nouvelle alliance.

Si elle persistait dans cette ligne de conduite, quelles en seront les conséquences?

Supposons qu'à une époque connue seulement du destin mais inévitable, la tenace Allemagne, émergée de l'abîme, se croie assez forte pour prendre sa revanche et attaquer la France isolée. Que deviendrait l'Angleterre si nous étions vaincus?

Sa destinée ne serait pas douteuse. Anvers et Calais tombés aux mains des Allemands, l'Angleterre perdrait immédiatement sa domination sur les mers. Facilement envahie elle deviendrait bientôt une simple colonie germanique.

L'alliance avec l'Allemagne, dont nous a plusieurs fois menacés M. Lloyd George, ne sauverait pas l'Angleterre d'un tel sort. L'Allemagne se retournerait vite contre son alliée d'un jour dès que la France serait vaincue, ne fût-ce que pour reprendre ses colonies.

Donc, sans faire intervenir d'autre facteur que l'intérêt, l'Empire britannique doit fatalement se résigner à contracter avec la France une alliance précise, dégagée de réticences afin d'ôter à l'Allemagne l'idée de recommencer la guerre.

* * * * *

Une alliance avec l'Angleterre ne représente pas du tout une protection à solliciter, mais une affaire à discuter. Nos diplomates gagneraient à la traiter en commerçants se proposant un échange de valeurs égales. La fermeté courtoise devra remplacer la résignation craintive dont ils firent preuve pendant et depuis les négociations de la paix. Alors, malheureusement, nous avons contre nous l'idéalisme obscur du tout-puissant président Wilson

et le réalisme nullement obscur du premier ministre anglais, préoccupé surtout d'agrandir l'empire britannique et de laisser la France assez faible pour qu'elle se sentît toujours sous la dépendance anglaise.

Il est évident qu'une alliance avec l'Angleterre ne doit pas hypothéquer trop lourdement l'avenir et nous lancer dans des guerres lointaines. Si elle accentuait une alliance avec le Japon et si ce dernier entraît en conflit avec les États-Unis, nous pourrions être engagés dans une nouvelle lutte plus funeste encore que celle dont nous sommes sortis. Il ne faut pas oublier, je l'ai rappelé plus haut, que notre alliance avec la Russie nous conduisit au formidable conflit qui vient de ravager le monde. On ne doit pas oublier non plus que notre demi-alliance actuelle avec l'Angleterre faillit nous entraîner dans une guerre avec la Turquie.

Un traité d'alliance franco-anglais devrait donc spécifier nettement les buts et les limites réciproques des engagements souscrits. Son principal but serait d'empêcher une nouvelle conflagration européenne qui marquerait sûrement la fin de nos civilisations.

Ces réalités de l'heure présente dominent les vaines subtilités diplomatiques et les bavardages pacifistes. Plus que jamais, gouverner, c'est prévoir. L'imprévoyance nous a coûté quatre ans de guerre et la ruine de riches provinces. On ne recommence pas impunément une pareille aventure.

CHAPITRE II

LES LUTTES POUR L'HÉGÉMONIE ET POUR L'EXISTENCE

§ 1.--La lutte de l'Angleterre pour l'hégémonie

Tous les grands peuples de l'Histoire ont visé à l'hégémonie.

Ce besoin est aussi intense aujourd'hui qu'aux époques de César et de Charles-Quint, mais il ne s'avoue plus. Les hommes d'État qui président à la destinée des peuples s'en prétendent affranchis.

Dans un de ses discours, le plus impérialiste des ministres de la Grande-Bretagne souhaitait «la création d'une fédération des peuples destinée à empêcher que l'ambition et la cupidité ne plongent jamais plus l'univers dans ce chaos de misère qui s'appelle la guerre».

Bien que le sens des mots soit facilement transformé par les diplomates, il serait cependant vraiment difficile à ce ministre d'attribuer à des motifs autres que ceux qu'il critique, c'est-à-dire «l'ambition et la cupidité», les incessants agrandissements territoriaux de l'Angleterre depuis les débuts de la paix.

Cette discordance complète entre la conduite des hommes d'État et leurs discours résulte de causes psychologiques profondes. Les discours se réfèrent à un idéal individuel théorique plus ou moins lointain et non réalisable encore, alors que la conduite reflète uniquement les aspirations héréditaires du peuple que les gouvernants dirigent. Un homme d'État n'a d'influence qu'à la condition de rester le miroir des aspirations de sa

race. Il pourra prêcher la fraternité et la solidarité, mais orientera sa politique d'après des principes totalement différents.

L'Angleterre étant une nation ayant toujours visé à s'agrandir, rien ne permet de supposer que sa mentalité traditionnelle collective ait changé.

La distinction que je viens de formuler entre les discours issus de l'âme consciente individuelle et la conduite dictée par l'âme inconsciente de la race domine la vie politique des peuples. Elle la domine surtout depuis les origines de la récente guerre.

Ne nous étonnons donc pas trop qu'après avoir cent fois répété dans leurs discours, durant le conflit, qu'ils luttaienent contre le militarisme et le besoin d'hégémonie, les hommes d'État anglais aient agi d'une façon absolument contraire aux principes solennellement proclamés dès le lendemain de la paix, en essayant de substituer l'hégémonie anglaise à celle de l'Allemagne.

* * * * *

Jamais peuple ne manifesta un aussi violent désir de conquêtes. Après s'être approprié la flotte et les colonies allemandes, l'Angleterre proclama son protectorat sur l'Égypte, la Mésopotamie et la Perse, puis essaya de s'emparer de Constantinople et d'une partie de la Turquie par l'intermédiaire des Grecs.

Avec les divers pays qu'il s'est annexés: Mésopotamie, Palestine, Égypte, Afrique allemande, Cameroun, Togo, îles de la Sonde, etc., l'Empire mondial britannique étendu de l'Égypte au Cap et à l'Inde, comprend une grande portion de l'Asie et de l'Afrique, et couvre plus du quart de la surface de la terre.

Sa situation peut se résumer dans cette phrase prononcée par lord Curzon à la Chambre des Communes: «L'Angleterre, dans cette guerre, a tout gagné et même plus qu'elle ne s'était proposé.»

Jamais, en effet, la Grande-Bretagne n'avait rêvé une aussi prodigieuse puissance. Quelques semaines lui ont suffi pour s'adjudger tous les bénéfices de la lutte mondiale.

«L'Angleterre, écrit le savant historien Ferrero, fut saisie d'une sorte de délire de domination mondiale qui, après les ambitions allemandes, menace à son tour d'entraîner l'univers à sa perte... L'Angleterre est retombée dans l'erreur qui a causé la chute de Napoléon d'abord, et de l'Allemagne ensuite. Elle a cru que l'intérêt d'un seul peuple pouvait être la loi de l'univers. Elle tente d'improviser sur les ruines de la moitié de l'Asie une parodie coloniale de l'empire napoléonien ou de celui que les Allemands avaient essayé de fonder, mais avec une préparation bien plus solide.»

La volonté de l'Angleterre d'établir son hégémonie sur le monde ne se manifesta pas seulement par des conquêtes territoriales, mais aussi par ses impérieuses façons d'agir à l'égard de ses alliés.

Au moment où les bolchevistes étaient aux portes de Varsovie, elle n'hésita pas à barrer à Dantzig la seule route permettant à la France d'envoyer facilement des munitions aux Polonais chargés d'arrêter l'invasion. Elle nous obligea, par les hostilités des protégés anglais placés sur nos frontières, à dépenser beaucoup d'hommes et de millions en Syrie et ne cessa pendant quatre ans de s'opposer à nos réclamations de paiement.

* * * * *

L'établissement de l'hégémonie britannique représente donc un des résultats principaux, quoique très imprévus, de la guerre mondiale.

Cette hégémonie a peu coûté à l'Angleterre. Sa situation financière est restée si prospère, que le budget de ses recettes dépasse maintenant celui de ses dépenses.

L'Europe ne s'est donc battue quatre ans contre l'hégémonie allemande que pour tomber sous l'hégémonie anglaise. Rien ne permet d'espérer que la seconde soit moins dure que la première.

On reprochait jadis à l'Allemagne d'essayer de justifier ses désirs d'hégémonie en affirmant avoir reçu du ciel la mission de civiliser le monde. Dans un discours prononcé à Sheffield, M. Lloyd George assurait à son tour que «la Providence a donné à la race anglaise la mission de civiliser une partie de l'univers».

Il est regrettable que le célèbre ministre n'ait pas révélé par quelles voies mystérieuses il avait appris que Dieu accordait à l'Angleterre la mission d'abord attribuée à l'Allemagne.

Actuellement, les peuples suivent une marche absolument contraire aux idées formulées pendant les conférences de la paix. Nous voyons naître, en effet, dans les diverses parties du monde, deux ou trois centres d'hégémonie dont la formation et l'évolution semblent régies par la loi psychologique suivante:

__Toute nation qui grandit tend à l'hégémonie, puis à la destruction des États rivaux dès qu'elle est devenue la plus forte.__

En réalité, la principale cause de la dernière guerre fut une rivalité entre l'Allemagne et l'Angleterre pour la conquête de l'hégémonie en Europe. C'était avec l'Angleterre et non avec la France que l'empereur d'Allemagne rêvait la guerre.

* * * * *

Un peuple qui vise à la domination de l'univers voit bientôt se dresser contre lui des peuples aspirant, eux aussi, à l'hégémonie. On le voit de plus en plus aujourd'hui. Parallèlement à l'impérialisme anglais, croît très vite l'impérialisme des États-Unis qui rêvent déjà l'hégémonie sur l'Asie malgré l'opposition certaine de l'Angleterre et du Japon.

Aussi se hâtent-ils de constituer une flotte de guerre destinée à tenir tête au Japon qui, après avoir pris à la Chine le Chan-toung, avec ses 30 millions d'habitants, cherche également à étendre sa domination sur la Sibérie orientale, la Mongolie, la Chine du Nord et les Philippines.

§ 2.--La lutte pour l'existence en Extrême-Orient

Les luttes pour l'hégémonie en Europe furent surtout causées par l'ambition et auraient pu à la rigueur être évitées. Celle que nous voyons naître en Extrême-Orient constitue pour le Japon, en raison de l'excès grandissant chaque jour de sa population, une lutte nécessaire pour l'existence, que les discours de tous les congrès ne sauraient empêcher.

Cette perspective constitue un des éléments essentiels de la question dite du Pacifique. Elle inquiète fort les États-Unis puisque leur avenir en dépend.

Possédant, comme d'ailleurs tous les peuples de l'univers, une foi mystique dans les congrès, ils convoquèrent, pour résoudre le problème, une conférence à Washington. Le prétexte mis en avant fut la question des armements. Mais ce n'était nullement, en réalité, cet accessoire sujet qui préoccupait les esprits.

Le problème du Pacifique, malgré toutes les périphrases dont les orateurs l'enveloppèrent, consistait à trouver les moyens d'empêcher les Japonais de dominer l'Asie et surtout d'envoyer leurs immigrants aux États-Unis. Ne se mélangeant pas aux autres races, se multipliant avec une extrême rapidité, et travaillant à bien meilleur compte que les blancs, ils feraient à ces dernier une concurrence désastreuse.

Or, il se trouve que contrairement aux intérêts américains l'immigration est pour les Japonais une nécessité fatale. Ils ont tous les ans un excédent énorme d'habitants qui, ne trouvant plus de place sur leur propre sol et ne pouvant être expédiés en Chine déjà trop peuplée, voudraient envahir les États-Unis et les colonies anglaises.

Des lois draconiennes ont rendu jusqu'ici cet envahissement difficile. Les Japonais subirent ces lois, tant qu'ils n'étaient pas les plus forts. Mais maintenant?

La Grande-Bretagne, qui avait un traité d'alliance avec le Japon et que la distance met à l'abri des invasions, ne verrait aucun inconvénient à l'expansion de la race jaune mais il en est tout autrement de ses Dominions: Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, etc. qui partagent absolument les sentiments des États-Unis et ne veulent à aucun prix accepter une immigration jaune.

Leurs représentants se sont déjà catégoriquement prononcés sur ce point. «Parmi les droits des pays que nous représentons, a dit le premier ministre de l'Australie, se trouve celui de choisir leurs nationaux, et, par conséquent, d'éliminer les étrangers qui ne conviendraient pas.»

Le Japon actuel acceptera-t-il longtemps l'humiliante interdiction à laquelle il a dû jusqu'ici se soumettre tout en protestant? La force seule pourrait l'y contraindre.

Or, le faible Japon de jadis est devenu une grande puissance traitant d'égale avec les plus redoutées. Il possède une flotte bientôt aussi importante que celle de l'Angleterre et qui, pendant la guerre, fit la police du Pacifique et rendit de grands services aux Alliés. Son représentant à Paris figura au Conseil Suprême qui dicta la paix.

L'ancien petit Japon est politiquement considérable aujourd'hui. Sans parler de sa conquête économique de la Chine, il s'est annexé le Chantoung, pays aussi étendu que la France, puis la Mandchourie, et bientôt sans doute, la Sibérie, le lac Baïkal et Vladivostok, régions riches en charbon et en pétrole. Aujourd'hui le Japon est le vrai maître de l'Asie.

* * * * *

Il y a longtemps que, dans un grand ouvrage consacré à l'Orient, je prédisais le conflit fatal de la race blanche et de la race jaune.

Cette heure semble venue. Si les États-Unis ont actuellement la possibilité de se défendre contre l'invasion japonaise, c'est

parce qu'ils furent obligés, pour venir au secours des alliés, de se constituer une armée et une flotte.

Grâce à ces armements et à l'appui moral des Dominions anglais, l'Amérique résiste à la pression japonaise. Mais cette pression grandit et elle voudrait trouver les moyens d'éviter une lutte qui serait évidemment beaucoup plus colossale et plus meurtrière que les précédentes. Ce serait la grande guerre des races. L'Inde, l'Égypte, la Chine y entreraient nécessairement à côté du Japon, afin de ne plus subir la suprématie des blancs.

On peut considérer comme très juste cette réflexion récente du premier ministre de l'Australie: «La scène des grands événements mondiaux va passer du continent européen aux eaux du Pacifique.»

Le Congrès de Washington réussit à reculer un peu l'échéance du grand conflit entre l'Amérique et l'Asie.

Cette échéance semblant inévitable, les gouvernants des États-Unis seront obligés de s'orienter vers une des branches du dilemme suivant:

Ou accepter l'invasion des jaunes, qui, en raison de leur inlassable fécondité, finiraient par transformer les États-Unis en colonies japonaises. Ou s'opposer au moyen d'une guerre à l'invasion.

Cette guerre colossale, dont chaque jour grandit la menace, n'aura plus, comme les anciens conflits, des ambitions, des rivalités dynastiques et des haines pour causes. Elle sera comparable à ces formidables luttes pour la vie qui, au cours des âges géologiques, présidèrent à la destruction et à la transformation des espèces.

Si le Congrès de Washington eut des résultats politiques médiocres, il servit du moins à démontrer une fois encore que, malgré les rêveries des pacifistes, la vie des peuples reste dominée par des lois naturelles que tous les progrès des civilisations demeurent impuissants à faire disparaître.

CHAPITRE III

LE PROBLÈME DE LA SÉCURITÉ

Le plus important des problèmes actuels, est évidemment celui de la sécurité. Les alliés ayant abandonné de plus en plus la France, elle est restée seule devant un ennemi obsédé par l'idée de revanche. Comment assurer sa sécurité.

Ces moyens sont peu nombreux. Il n'en est même en réalité qu'un seul reconnu efficace: l'occupation des villes bordant le Rhin. Dès qu'elles seraient abandonnées la tentative de revanche serait prochaine. Tous nos grands chefs militaires sont d'accord sur ce point.

L'avenir est écrit dans le présent. C'est pourquoi il ne faut jamais oublier ce qui nous attend si les Allemands envahissaient de nouveau le sol français.

La New York Tribune du 14 février 1923 rappelait leurs procédés en France et en Belgique:

«Ils commençaient par dépouiller les habitants, puis les forçaient à travailler et les déportaient comme esclaves en Allemagne. Ils volaient les machines, les meubles, les tableaux, in-

cendiaient maisons, bibliothèques, églises, détruisaient le sol, emprisonnaient et tuaient en masse.

«Il doit rester beaucoup de témoins des rapines de Louvain et de Malines, de ces spécialistes du vol, agents de Bissing en Belgique, de ces ingénieurs et techniciens impitoyables qui surent si bien faire du nord de la France un désert pendant la retraite vers la ligne Hindenburg.»

Au cas d'une revanche germanique, ces méthodes se répéteraient sûrement. Aucune illusion sur ce point n'est possible. Une nouvelle agression allemande entraînerait la ruine totale de la France.

Les projets de l'Allemagne sont toujours ceux que formulait dans les termes suivants un ministre de la Guerre prussien, le général de Schellendorf.

«Entre la France et l'Allemagne, il ne peut s'agir que d'un duel à mort.

La question ne se résoudra que par la ruine de l'un de ces deux antagonistes. Nous annexerons le Danemark, la Hollande, la Suisse, la Livonie, Trieste et Venise, et le Nord de la France, de la Somme à la Loire.»

Ces ambitions--que défendaient depuis longtemps historiens et professeurs germaniques--renaîtraient infailliblement le jour où la France aurait renoncé aux seules garanties de paix sérieuses possédées aujourd'hui, c'est-à-dire l'occupation du Rhin. Inutile de s'illusionner sur ce point.

Le professeur Blondel rappelle à ce propos ce qu'a écrit Edouard Meyer, un des maîtres les plus réputés de l'Université

de Berlin. «Il faut que nous mettions dans l'esprit de la jeunesse que la guerre qui ne nous a pas donné ce que nous espérions, sera nécessairement suivie un jour ou l'autre d'une série de guerres jusqu'à ce que le peuple allemand, ce peuple prédestiné, arrive dans le monde à la situation à laquelle il a droit.»

Cette idée inspire la plupart des professeurs des universités. «Une nouvelle guerre, disait il y a quelques mois au professeur Blondel le doyen de la Faculté de droit de Berlin, est inévitable... Nous retrouverons demain la situation que nous avons hier.»

* * * * *

Ces notions devraient être constamment présentes à l'esprit, car elles contiennent autant d'avenir que de passé. On les oublie cependant d'une prodigieuse façon. Il règne dans certains bureaux ministériels un pacifisme borné conduisant à vouloir créer l'oubli du passé, dans l'espoir, sans doute, de calmer les fureurs germaniques.

Comme exemple de cette inconcevable aberration, on peut citer la singulière histoire récemment arrivée à l'auteur d'un livre ayant pour titre: _Si les Allemands avaient gagné la Guerre_. L'écrivain y exposait leurs desseins d'après les publications germaniques les plus réputées. L'ouvrage avait obtenu d'illustres approbations, notamment celle du maréchal Lyautey.

Ne soupçonnant pas la mentalité à laquelle je viens de faire allusion, l'auteur envoya gratuitement trois cents exemplaires de son livre au bureau compétent du ministère de l'Instruction Publique pour qu'ils fussent distribués dans les bibliothèques municipales.

Contrairement à toute vraisemblance, l'ouvrage, dont l'utilité était évidente, fut catégoriquement refusé, en raison, disait la lettre de refus, «du ton énergique de l'ouvrage, si justifié qu'il puisse être».

Voilà où en est notre œuvre de propagande défensive! Elle se heurte à la lourde opposition d'obscurs bureaucrates dont l'aveuglement dépasse vraiment trop les limites permises.

* * * * *

Pendant que s'agitent, dans la Ruhr, les futures destinées de la France et aussi de l'Europe, les braves juristes de la Société des Nations prononcent des discours humanitaires auxquels ne croient ni les orateurs qui les prononcent ni les personnes qui les entendent.

Ces discours sont, du reste, enveloppés d'un nuage épais d'ennui. C'est pourquoi, sans doute, il m'arriva, certain soir, de m'endormir en les lisant. Je m'endormis et je rêvai.

Les hasards de mon rêve m'avaient transporté dans ces champs élyséens que le paganisme réservait aux ombres d'illustres personnages.

Le premier que je rencontrai fut le fondateur de l'unité allemande, prince de Bismarck. Mettant la main sur l'ombre de son sabre, il m'apostropha avec violence.

«Ne te vante pas trop de ton triomphe, fils maudit d'une race abhorrée. Ton pays possède, heureusement pour nous, un nombre suffisant de socialistes, de communistes et de philanthropes stupides pour que notre revanche soit certaine. Ce jour-là, mes successeurs ne répéteront pas la faute commise en 1875.

Voyant alors la France renaître, je voulais l'écraser définitivement en m'emparant de ses plus riches provinces et lui imposant des conditions qui l'eussent ruinée pour un siècle. J'eus l'immense tort d'écouter les remontrances de souverains qui d'ailleurs n'auraient jamais pris les armes pour défendre la France. Comment ai-je pu commettre une telle faute?»

Offusqué par ces propos discourtois, je m'éloignai et me dirigeai vers un groupe où il me semblait distinguer l'ombre du bon La Fontaine.

C'était bien lui, en effet. Il récitait à des auditeurs charmés une fable que j'ai retenue et que voici:

LE TIGRE ET LE CHASSEUR

Certain tigre, réputé pour sa férocité, rencontre, au coin d'un bois, un chasseur armé d'une solide carabine. Au moment où le chasseur mettait le tigre en joue, ce dernier, posant une timide patte sur son cœur, s'écria:

--Arrête, chasseur! Les philanthropes viennent de proclamer que tous les êtres sont frères. Depuis longtemps, d'ailleurs, le tigre était l'ami de l'homme, dont il protégeait les prairies contre la gourmandise des méchants moutons. Les capitalistes seuls ont dressé l'homme contre le tigre. Unissons-nous, mon frère, comme le réclament les apôtres du désarmement, et nous jouirons d'un bonheur universel. Jette ton arme. Je rognrai aussitôt mes griffes.

Impressionné par cette harangue, le chasseur abaissa sa carabine, sans cependant la quitter. Devant ce demi-succès, le tigre continua ses adjurations et devint si persuasif que le chasseur

lança son arme au loin. Interrompant alors brusquement ses philanthropiques propos, le tigre se précipita sur le chasseur et le dévora. Regardant ensuite, avec mépris, les restes de sa victime, il murmura :

L'imbécile!

Ce fut la seule oraison funèbre du trop sensible chasseur. En méritait-il une autre?

Je me réveillai et, revenu sur terre, j'entrepris la lecture de quelques journaux anglais. Ils conseillaient charitablement à la France d'abandonner la Ruhr et de renoncer à des demandes de réparations, gênantes pour le commerce anglais. C'est le conseil que M. Lloyd George donne depuis longtemps à des alliés trop soumis à ses impérieuses suggestions.

L'occupation d'une portion du territoire ennemi est évidemment une opération coûteuse et désagréable. Il suffit de lire les articles consacrés par les Allemands à leurs projets de revanche pour comprendre à quel point elle était nécessaire.

Pendant longtemps la France et la Belgique n'auront pas d'autres moyens de se préserver de nouvelles invasions. Il reste impossible d'entrevoir une autre solution avant le jour où les idées barbares qui continuent à gouverner les peuples seront entièrement transformées.

CHAPITRE IV

LES FORMES FUTURES DES GUERRES ET LES ILLUSIONS SUR LE DÉSARMEMENT

L'obsédant problème du désarmement de l'Allemagne et des divers pays absorbe toujours l'attention de tous les gouvernements.

L'Allemagne reste si dangereuse qu'aucune nation n'ose réduire ses armées, bien qu'elles soient toutes écrasées sous le poids de ruineux budgets.

Alors que tous les peuples aspirent à la paix d'invincibles nécessités les condamnent à augmenter leurs armes.

Moins que toute autre, la France ne peut songer à désarmer. Elle ne l'aurait pu que si l'Angleterre et l'Amérique s'étaient engagées, comme le demandèrent inutilement nos gouvernants, à la soutenir en cas d'une nouvelle agression de l'Allemagne. Le simple effet moral de cette alliance eût suffi.

Ce projet ayant échoué, la France reste à peu près seule devant un ennemi séculaire qui ne dissimule pas son intense désir de revanche.

Jamais, d'ailleurs, l'Europe n'a été plus menacée de guerres qu'aujourd'hui. L'absurde dépeçage de l'Autriche et de la Turquie en petits États rivaux crée entre eux, je le répète, un régime de conflits permanents.

Tchéco-Slovaques, Roumains, Polonais, Hongrois, Serbes, Turcs, Grecs, etc., sont déjà en lutte ou prêts à y entrer.

* * * * *

Les démocraties héritières des monarchies militaires de l'Allemagne seront-elles moins belliqueuses que ces dernières? La psychologie et l'histoire ne permettent pas de l'espérer. Un des conseillers les plus réputés du nouveau président des États-Unis, le docteur Butler, a justement fait remarquer que dans l'ancienne Grèce, quand le peuple était appelé à voter la paix ou la guerre, il votait toujours pour la guerre. C'est, suivant l'auteur, une conséquence des lois régissant la psychologie des foules, et il ajoute:

«_L'aphorisme: «Ce sont les gouvernements qui forcent les peuples à la guerre malgré leur volonté», ne tient pas une minute devant la réalité des faits. Nous pouvons être assurés que si, pendant la dernière semaine de juillet 1914, les peuples d'Allemagne et d'Autriche avaient été consultés, par voie de _referendum_, sur la guerre ou la paix, ils auraient voté avec une majorité écrasante pour la guerre._»

* * * * *

L'insistance des Alliés à réclamer le désarmement de l'Allemagne, c'est-à-dire la destruction des mitrailleuses et des canons qui lui restent encore, dérive sans doute de cette conviction arrêtée que l'Allemagne deviendrait inoffensive par la destruction de son matériel de guerre.

Cette conviction est fort illusoire.

Avec ou sans canons, l'Allemagne se trouve actuellement, d'après l'opinion de tous les militaires, hors d'état de recommencer immédiatement la guerre.

Il en sera tout autrement dans quelques années, alors même qu'elle ne posséderait pas un seul canon.

* * * * *

Cette conclusion résulte des progrès réalisés chaque jour dans l'armement. Ils conduisent de plus en plus à cette notion fondamentale que les prochaines luttes des peuples seront surtout des luttes aériennes, dans lesquelles les frontières, les armées, les canons ne joueront qu'un faible rôle.

Les résultats atteints aujourd'hui par la fabrication des explosifs sont tels que leur puissance destructive devient formidable. Il suffira alors d'avions commerciaux pour transporter des torpilles chargées de ces explosifs au-dessus des villes afin de les détruire. Capable de tout anéantir dans un rayon qui dépasse déjà cent mètres, une seule torpille détruirait une rue entière avec ses habitants.

Le but des nouvelles guerres ne sera plus sans doute d'attaquer des armées, mais de détruire les grandes villes avec leurs habitants. Ces nouvelles guerres, beaucoup moins longues que celles du passé, seront bien autrement meurtrières.

Le futur matériel militaire aura l'avantage d'être peu coûteux, puisqu'il se composerait simplement d'avions commerciaux transportant des explosifs et des bombes incendiaires au lieu de marchandises.

* * * * *

Pour montrer au lecteur que les vues précédentes ne sont pas de simples vues de l'esprit, je suis obligé d'ouvrir une parenthèse.

J'ai déjà rappelé qu'il y a une quinzaine d'années, je fondai avec mon ami Dastre, professeur à la Sorbonne, un déjeuner hebdomadaire où des hommes réputés de chaque profession viennent exposer leurs vues sur les grands problèmes de chaque jour.

Parmi nos convives habituels, figurent d'illustres généraux et des hommes d'État éminents. Nous avons passé des heures captivantes à écouter les généraux Mangin et de Maud'huy nous expliquer les péripéties de la guerre; l'amiral Fournier, l'évolution de la marine; des hommes politiques comme Briand et Barthou, les grandes questions sociales. Les personnalités diverses que le Congrès de la Paix amena à Paris: Venizelos, Take Jonsco, Benès, Bratiano et bien d'autres, sont venues également nous exposer leurs idées.

Comme président du déjeuner, je choisis les sujets mis en discussion.

Le jour où furent provoqués les avis de nos éminents convives sur le désarmement de l'Allemagne et sur les prochaines guerres, j'avais reçu la visite d'un des grands chefs de notre aviation militaire, qui m'expliqua le rôle capital de l'aviation dans les futurs conflits. Suivant lui, les grandes armées si coûteuses devenaient inutiles et seraient avantageusement remplacées par une petite phalange de dix mille spécialistes dirigeant une flotte d'avions.

Trois généraux assistant, ce matin-là, à notre déjeuner, j'en profitai pour les prier de donner leur opinion.

Tout en reconnaissant la grande importance de l'aviation, son rôle fut un peu contesté. Le général Gascouin, commandant l'artillerie du 1er corps, remarqua qu'étant donné la surface considé-

nable des capitales actuelles, et l'impossibilité pour les avions de préciser les points de chute de chaque projectile, on ne pourrait détruire qu'une partie restreinte des villes attaquées. Le général Mangin fit observer--et ce fut également l'avis du général de Maud'huy--que les avions étant relativement peu dangereux pour les troupes, en raison de la mobilité et de la dissémination des hommes, il serait toujours possible d'envoyer une armée exercer des représailles sur les villes ennemies. Daniel Berthelot ajouta que des destructions aussi meurtrières auraient une répercussion morale dont on ne saurait prévoir les conséquences. Il lui semblait d'ailleurs évident que, dans les prochains conflits, l'attaque aurait, au moins au début, une grande supériorité sur la défense.

* * * * *

On arrive facilement, d'après les publications germaniques, à se faire une idée assez nette de la façon dont les Allemands comprennent une future guerre. Leurs projets peuvent être synthétisés dans la forme suivante.

Vers l'an 19..., un lecteur est assis dans un café de Francfort méditant sur la destinée de l'Allemagne. Tout à coup, la porte s'ouvre et un porteur de journaux entre en criant: «demandez La Gazette de Francfort». On y lisait:

«L'heure de la revanche attendue si longtemps a enfin sonné. Londres et Paris n'existent plus. Édifices et maisons sont détruits, leurs habitants écrasés ou brûlés vifs. Le petit nombre des survivants errent dans les campagnes en poussant d'affreux hurlements de désespérés. Ces nouvelles feront tressaillir d'allégresse tous les cœurs allemands.

«Voici quelques détails sur la préparation de l'opération:

«Les deux mille avions chargés d'explosifs et de bombes incendiaires envoyés sur Londres et Paris, furent fabriqués dans divers pays, en Russie notamment, comme avions de commerce. Nos chimistes avaient découvert le moyen de préparer des explosifs, inoffensifs quand leurs éléments sont séparés et ne pouvant, par conséquent, attirer l'attention.

«Ayant projeté, dans un profond secret, la destruction de Londres et de Paris, il fallait songer à éviter les représailles. Grâce à notre service d'espionnage, tous les centres d'aviation nous étant connus, nous pûmes, en même temps que se réalisait la destruction des deux grandes capitales, incendier les dépôts d'avions ennemis.

«Pour éviter une invasion militaire sur notre sol, les troupes allemandes furent expédiées à la frontière, en même temps que les avions destructeurs.»

La Gazette de Francfort, parue à quatre heures, ajoutait:

«Nos avions, retournés à leurs dépôts pour renouveler les provisions d'explosifs, sont revenus achever la destruction totale de Londres et de Paris. Une dépêche, expédiée par télégraphie sans fil à toutes les stations de France et d'Angleterre, fait savoir qu'une grande ville sera détruite chaque jour, dans le cas où, en raison de leur extrême dureté, nos conditions de paix ne seraient pas acceptées. Si les gouvernements anglais et français les acceptent,--et comment parviendraient-ils à éviter cette acceptation?--on pourra dire que la plus meurtrière et la plus destructive des guerres de l'histoire n'aura duré que vingt-quatre heures.»

* * * * *

Il est impossible de dire quelles armes inédites fournira la science de demain. Que les guerres deviennent de plus en plus meurtrières n'est pas discutable. Que l'Allemagne souhaite une revanche semble aussi évident. Elle a perdu son capital matériel, mais non son capital mental, c'est-à-dire les capacités techniques qui furent les bases de sa puissance économique.

L'Allemagne a toujours été en guerre avec ses voisins depuis les origines de son histoire. Est-il probable qu'un pays de soixante millions d'hommes, paiera tous les ans pendant une quarantaine d'années un tribut à ses vainqueurs?

Dans une interview récente, l'illustre maréchal Foch faisait remarquer qu'il est toujours facile de fabriquer des canons et des avions. «La Marne, continuait-il, est un tour de force qu'on ne demande pas deux fois. La Meuse est indéfendable. Si nous n'étions pas sur le Rhin, je n'aurais pas dormi tranquille une seule nuit depuis l'armistice.»

Si le gouvernement anglais avait réussi à nous empêcher d'y rester, suivant son intention énergiquement exprimée pendant les discussions de la conférence de la paix, notre situation serait bientôt devenue extrêmement dangereuse. Elle l'est suffisamment déjà.

* * * * *

On a beaucoup discuté sur les différences de mentalité entre les Français d'il y a un siècle et ceux d'aujourd'hui. Une distinction fondamentale les sépare. Il y a cent ans, nous sortions vaincus de la plus glorieuse épopée de l'Histoire, mais l'avenir ne nous menaçait pas. Aujourd'hui, la France sort victorieuse d'une nouvelle lutte, mais son avenir est chargé de telles menaces

qu'elle a perdu le repos. Cet état mental pèse lourdement sur ses destinées.

La préoccupation des hommes d'État doit être, on ne le répétera jamais assez, de résoudre au moins le problème de la sécurité, puisque celui des réparations semble dépasser leurs efforts. Pour y réussir, l'action sera plus efficace que les discours.

En donnant à l'homme des pouvoirs supérieurs parfois à ceux dont le paganisme antique avait doté ses dieux, la science moderne ne lui a pas donné aussi la sagesse sans laquelle les puissances nouvelles deviennent destructives. Et c'est pourquoi les civilisations issues de la science sont menacées de périr sous l'action même des forces nouvelles qui les firent naître.

Nous ignorons si nos civilisations échapperont à la destruction dont elles sont menacées par les guerres de revanche au dehors, par les luttes sociales au dedans.

Si elles peuvent se soustraire à la ruine que certains hommes d'État assurent prochaine, ce sera surtout parce que les nations et leurs maîtres auront fini par accepter comme élément de conduite, certains principes plusieurs fois rappelés dans cet ouvrage et qu'on peut résumer de la façon suivante:

1^o L'Évolution actuelle du monde, a mis les peuples dans une interdépendance si étroite que les dommages subis par l'un d'eux atteignent bientôt tous les autres. Ils ont donc tout intérêt à s'aider ou tout au moins à se supporter.

2^o Les nécessités économiques et psychologiques dirigeant la vie des peuples derrière le chaos des apparences ayant la rigidité

des lois physiques, toutes les tentatives des hallucinés pour transformer violemment une société ne peuvent que la détruire.

Le jour où ces vérités, purement rationnelles aujourd'hui, seront descendues dans le cycle des sentiments où s'élabore les actions, une paix durable pourra régner. Alors, mais seulement alors, le monde cessera d'être un enfer de ruines et de désolation.

* * * * *

Dissenter plus longuement sur un ténébreux avenir alors que l'heure présente, est si incertaine, serait inutile.

Nous ne savons rien des jours qui vont naître mais il n'est pas téméraire d'affirmer que dans l'Évolution prochaine du monde, les idées joueront le rôle prépondérant qu'elles exercèrent toujours. Si nous connaissions celles des hommes de demain, leur destinée possible pourrait être prévue. Mais les idées nouvelles issues de la grande guerre restent en voie de formation.

La génération survivant au grand conflit, n'a pas encore acquis une mentalité dont on puisse préciser nettement les contours. Préoccupée surtout des réalités, elle ne prétend pas découvrir le sens véritable de la vie vainement cherché par les philosophes, mais profiter des heures si brèves que la destinée accorde à tous les êtres.

Les théories politiques et religieuses qui préoccupaient tant les hommes d'hier semblent un peu indifférentes à ceux d'aujourd'hui. Il semble cependant que tous les despotismes, qu'ils viennent des dieux, des rois ou des multitudes, leur apparaissent insupportables.

* * * * *

Quelles que soient les réalités poursuivies par les générations nouvelles, leur sort dépendra, je le répète, des idées directrices dont elles subiront l’empreinte alors même qu’elles ne s’en apercevraient pas.

Depuis le jour où l’homme se dégagea de l’animalité primitive, le rôle des idées domina toujours. De leurs conséquences est tissée la trame de l’histoire. Elles furent les créatrices des divinités adorées sous des noms divers et dont les peuples ne se passèrent jamais.

C’est sur des idées que s’édifièrent les grandes civilisations avec leurs institutions, leurs croyances et leurs arts. Du choix de l’idéal qui mène un peuple, dépend sa grandeur ou sa décadence.

Nous ignorons les idéals qui gouverneront demain les peuples et c’est pourquoi leur avenir reste illisible encore. Ce fut toujours une tâche redoutable pour un peuple de changer ses idées et les dieux qui les incarnent. Rome périt pour n’avoir pas su résoudre ce grand problème.

Fin.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.--La physionomie actuelle du monde 7

LIVRE I

LE DÉSÉQUILIBRE POLITIQUE

Chapitre premier. L'évolution de l'idéal 13 Chapitre II. Conséquences politiques des erreurs de psychologie 18 Chapitre III. La paix des professeurs 29 Chapitre IV. Le réveil de l'Islam 35 Chapitre V. L'incompréhension européenne de la mentalité musulmane 42 Chapitre VI. Le problème de l'Alsace 50 Chapitre VII. La situation financière actuelle. Quels sont les peuples qui paieront les frais de la guerre? 63

LIVRE II - LIVRE III

LE DÉSÉQUILIBRE SOCIAL

Chapitre premier. L'indiscipline et l'esprit révolutionnaire 76 Chapitre II. Les côtés mystiques des aspirations révolutionnaires 82 Chapitre III. La socialisation des richesses 90 Chapitre IV. Les expériences socialistes dans divers pays 98

LE DÉSÉQUILIBRE FINANCIER ET LES SOURCES DE LA RICHESSE

Chapitre premier. La pauvreté actuelle de l'Europe 111 Chapitre II. Les facteurs anciens et modernes de la richesse 118 Chapitre III. Les mystères apparents du change 126 Chapitre IV. Comment une dette peut varier avec le temps 136 Chapitre V. Les causes de la vie chère 140

LIVRE IV - LIVRE V

LE DÉSÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE DU MONDE

Chapitre premier. Les forces nouvelles qui mènent le monde 151
Chapitre II. Rôle politique et social de la houille et du pétrole 156
Chapitre III. La situation économique de l'Allemagne 164
Chapitre IV. Les éléments psychologiques de la fiscalité 172
Chapitre V. Principes fondamentaux d'économie politique 179

LES NOUVEAUX POUVOIRS COLLECTIFS

Chapitre premier.--Les illusions mystiques sur le pouvoir des collectivités 183
Chapitre II.--Le congrès de Gênes comme exemple des résultats qu'une collectivité peut obtenir 189
Chapitre III. Les grandes collectivités parlementaires 195
Chapitre IV. L'évolution des collectivités vers des formes diverses de despotisme 201
Chapitre V. Les illusions sur la Société des Nations 209
Chapitre VI. Le rôle politique du prestige 217

LIVRE VI - LIVRE VII

COMMENT SE RÉFORME LA MENTALITÉ D'UN PEUPLE

Chapitre premier.--Les idées américaines sur l'éducation 223
Chapitre II. Les réformes de l'enseignement en France et les Universités germaniques 232
Chapitre III. L'enseignement de la morale à l'école 239
Chapitre IV. La création d'habitudes morales par l'armée 245

LES ALLIANCES ET LES GUERRES

Chapitre premier.--La valeur des alliances 234
Chapitre II. Les luttes pour l'hégémonie et pour l'existence 266
Chapitre III.

Le problème de la sécurité 275 Chapitre IV. Les formes futures
des guerres et les illusions sur le désarmement 281

Sources et licence

Texte : <https://www.gutenberg.org/ebooks/75820>. Domaine public (texte redistribue sans la marque Project Gutenberg). Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.